

3 mai (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/03/mario-draghi-defend-un-federalisme-pragmatique-et-un-nouvel-elan-pour-l-elargissement-de-l-union-europeenne\\_6124635\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/03/mario-draghi-defend-un-federalisme-pragmatique-et-un-nouvel-elan-pour-l-elargissement-de-l-union-europeenne_6124635_3210.html)

## Mario Draghi défend un « fédéralisme pragmatique » et un « nouvel élan » pour l'élargissement de l'Union européenne

Défense, énergie, politique migratoire... le premier ministre italien, ancien président de la Banque centrale européenne, dessine les contours d'une Europe élargie.

Par [Virginie Malingre](#) (Bruxelles, bureau européen)

Publié aujourd'hui à 19h45



Mario Draghi, le premier ministre italien, lors de son discours au Parlement européen de Strasbourg, le 3 mai 2022. JEAN-FRANCOIS BADIAS / AP

Peut-être est-ce une habitude qu'il a prise quand il était banquier central mais une chose est sûre, Mario Draghi distille sa parole avec parcimonie. Pourtant, mardi 3 mai, devant le Parlement de Strasbourg, le premier ministre italien s'est fait plus éloquent que d'habitude et a pris le temps de livrer sa vision de l'Europe.

La pandémie de Covid-19 et, plus encore, la guerre en Ukraine nécessitent que l'Union européenne (UE) « bouge » vite, a commencé Mario Draghi, devant les eurodéputés. Les défis – économique, énergétique, migratoire et sécuritaire – que ce conflit a fait naître exigent une réponse des Vingt-sept à la hauteur, mais il leur faut aussi se préparer aux prochaines crises et mettre l'Europe en ordre de bataille pour y faire face. Tel est en substance le message du premier ministre.

Dans ce contexte, Mario Draghi appelle de ses vœux un « *fédéralisme pragmatique* » qui serait aussi un « *fédéralisme des idéaux* ». A chaque crise, a-t-il résumé, l'Europe fait un pas supplémentaire vers l'intégration, il lui faut désormais faire un saut plus grand, « *accélérer le processus d'intégration* », pour se préparer aux bouleversements qui l'attendent.

Concrètement, l'ex-président de la Banque centrale européenne (2011-2019) préconise, en matière de défense, la tenue d'une conférence, dans les plus brefs délais, afin que les Européens coordonnent leurs efforts militaires. « *Nos dépenses de sécurité sont environ trois fois supérieures à celles de la Russie, mais elles sont réparties en 146 systèmes de défense. Les Etats-Unis n'en ont que 34* », insiste-t-il. Cet effort doit être accompagné d'une politique étrangère dont les décisions ne seraient plus prises à l'unanimité mais à la majorité qualifiée, a-t-il poursuivi.

**« Aspirations légitimes »**

Plus structurellement, pour lui, la sécurité du Vieux Continent ne peut se concevoir si on laisse à sa porte les pays des Balkans occidentaux, ainsi que l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. « *La pleine intégration des pays qui manifestent des aspirations européennes ne représente pas une menace pour le maintien du projet européen, cela fait partie de sa réalisation* », a-t-il jugé. « *Nous voulons que l'Ukraine fasse partie de l'UE* », a-t-il aussi insisté, après avoir demandé « *l'ouverture immédiate de négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord* », que soit donné « *un nouvel élan aux négociations avec la Serbie et le Monténégro* » et accordée « *la plus grande attention aux aspirations légitimes de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo* ».

Le premier ministre italien appelle aussi à une réforme du règlement de Dublin sur l'accueil des migrants, alors que 5,3 millions de personnes ont quitté l'Ukraine depuis le début des hostilités, le 24 février. En matière d'énergie, il milite pour un plafonnement du prix que les Européens payent pour acheter du gaz russe et une réforme du marché de l'électricité européen, qui permettrait de ne plus lier le prix du kilowattheure à celui du gaz. Mario Draghi a par ailleurs rappelé que, malgré la forte dépendance de l'Italie à l'énergie russe, il est favorable aux sanctions contre Moscou.

Pour financer les dépenses liées à la flambée des prix de l'énergie ou à l'aide aux plus modestes que la guerre en Ukraine occasionne aux Vingt-sept, Mario Draghi propose que la Commission s'inspire du mécanisme SURE, mis en place lors de la crise du Covid-19 pour aider les Etats membres à financer la mise au chômage partiel de milliers de salariés. L'exécutif communautaire a ainsi prêté une centaine de milliards d'euros aux pays qui en avaient besoin, à des conditions intéressantes.

## Nouveau plan de relance

Quant aux investissements que les Européens vont devoir consentir s'ils veulent mettre à niveau leur défense, verdir et numériser leur économie, et assurer leur sécurité énergétique comme alimentaire, Mario Draghi souhaite qu'ils soient, en partie, financés grâce à un nouveau plan de relance européen. Sur le modèle de celui que les Vingt-sept ont mis en place pour faire face aux ravages de la pandémie, il serait alimenté par une dette commune.

Si ce programme ambitieux « *nécessite un changement des traités, allons-y, avec courage et confiance* », a conclu Mario Draghi, qui n'ignore pas le risque d'une telle démarche, mais sait que le Parlement européen y est favorable. Le premier ministre italien sait aussi que son discours reprend largement des propositions du président français Emmanuel Macron, avec lequel il a d'ailleurs été en contact avant de le livrer mardi.

Le 9 mai, à Strasbourg, à l'occasion de la remise du rapport final de la Conférence sur l'avenir de l'Europe – une vaste consultation citoyenne –, Emmanuel Macron aura l'occasion de s'exprimer. Et à n'en pas douter, son discours résonnera avec celui du premier ministre italien. Les deux hommes entretiennent une relation de grande proximité et n'hésitent pas à allier leurs forces quand ils le peuvent. Le 26 novembre 2021, ils ont signé le [traité du Quirinal](#), pour une coopération renforcée entre Rome et Paris. Quelques semaines plus tard, le 23 décembre, ils ont publié une [tribune dans le Financial Times](#) pour prôner un changement de stratégie économique et budgétaire au niveau européen.

Virginie Malingre(Bruxelles, bureau européen)

3 mai (The Moscow Times)

<https://www.themoscowtimes.com/2022/04/27/vicious-blame-game-erupts-among-putins-security-forces-a77508>

## Vicious Blame Game Erupts Among Putin's Security Forces

# President Putin and his security institutions are no longer a united front.

By [Andrei Soldatov and Irina Borogan](#)

April 27, 2022



**Russian Security Council Secretary Nikolai Patrushev (L) and Russia's President Vladimir Putin.**Mikhail Metzler / TASS

Russia's army is deeply unhappy at the new and curtailed strategy Putin has ordered them to adopt in Ukraine, abandoning the big goal of capturing Kyiv for a much more modest objective of invading Donbas in the country's east.

And they are pointing the finger at other agencies, the FSB's foreign intelligence branch primarily, for misinforming the president about the true conditions inside Ukraine that have led to failure. Other FSB departments appear to share the military's analysis.

The war in Ukraine sharply divided Russian society. As journalists, we expected to lose many of our contacts in the Russian military and secret services after the invasion began on Feb. 24. After all, it's one thing to complain to a journalist about corruption in one's agency, and it's quite another to speak about the war with those who have taken a public antiwar stand. And indeed, in the first month of the war, some sources refused to answer our calls and messages.

But the situation has now changed dramatically. Last week we began to receive more and more calls and messages from our contacts in the military and in the FSB commenting on [our reporting](#) about Sergei Beseda, one of the heads of the Fifth Service of the FSB, who gathers political intelligence on Ukraine and

cultivates the pro-Kremlin opposition in Kyiv. The general was sent to the infamous Lefortovo prison in Moscow, which has had a horrible reputation since the Stalin purges — innumerable victims have been murdered in the building's basement.

The Kremlin has made frantic efforts to hide the details of Beseda's arrest, going as far as to change the general's name in prison records. (The Investigative Committee, Russia's main investigative authority, went so far as to deny the fact of Beseda's criminal prosecution.)

"Well done!" was a message from our old contacts in the Russian Spetnaz (special forces in the Russian military intelligence.) "All true!" we were told by our contact in the Service of Economic Security of the FSB. Videos about Beseda's plight have recorded millions of views on Russian YouTube and were widely debated on pro-Kremlin telegram channels. The rumor mill went wild suggesting that compromising material on Beseda was provided by its rival agency, SVR, the foreign intelligence service.

**Does this mean that the military or the FSB has concluded that the war, with its enormous casualties and incompetent direction, was a mistake? The short answer is no, quite the opposite.**

**Russia's military believes that limiting the war's initial goals is a serious error.** They now argue that Russia is not fighting Ukraine, but NATO. Senior officers have therefore concluded that the Western alliance is fighting all out (through the supply of increasingly sophisticated weaponry) while its own forces operate under peacetime constraints like a bar on airstrikes against some key areas of Ukraine's infrastructure. **In short, the military now demands all-out war, including mobilization.**

The frustration is becoming so intense that it has spilled over into the public space. Alexander Arutyunov (aka, the blogger RAZVEDOS), a well-known veteran of Spetsnaz of the National Guard, made a video plea to Putin: **"Dear Vladimir Vladimirovich, please decide, are we fighting a war or are we masturbating?"**

He demanded a massive escalation, with a choice of airstrikes on Ukrainian infrastructure or an end to the war. The video went viral, especially with pro-military groups on VKontakte [the Russian equivalent to Facebook] and Telegram channels affiliated with the Russian army.

The telegram channel "FighterBomber" associated with the Russian air force, posted on April 12 a comment about NATO's weapon supplies to Ukraine: "Naturally, we'll further increase air defense units on the border with Ukraine in order to cover our territory from ballistic missile strikes, **but it is also clear that NATO countries have far more weapons than Russia.**"

The author expressed optimism that the Russian air force will be able to staunch the flow of Western supplies **but warned that further Ukrainian victories “will almost certainly prompt the use of nuclear weapons” against targets in Ukraine.**

And then on April 22, Russian army General Rustam Minnekayev announced a second phase of the “special operation” which would aim to “establish full control over the Donbas and Southern Ukraine.

“This will provide a land corridor to the Crimea as well as influence the vital objects of the Ukrainian economy,” Minnekayev said, according to Russian wire agencies. **“Control over the south of Ukraine is another way out to Transnistria [the Russian-garrisoned breakaway region of Moldova], where there are also facts of oppression of the Russian-speaking population.”**

This was odd. Minnekayev is Deputy Commander of the Central Military District, and he made his remarks at the annual meeting of the Union of Defense Industries, of all places. The most plausible explanation was that having recently attended General Staff meetings, he became over-excited at what he had heard, and then revealed the news at the first public meeting thereafter. **Regardless, it is a sign that the Russian army wants more war rather than less.**

What is absent in all these discussions within the military, public or private, is any criticism of Sergei Shoigu, the Minister of Defense and the public face of the war. Somehow Shoigu has succeeded in keeping the respect of the military and redirecting all the anger away from the military.

Privately, the army, and even the secret services, **have been heard to blame not only** the Fifth Service of the FSB for misinforming the president, but also the president himself for making a bad call on changing the military strategy.

In 2014, when the Russian army swiftly occupied Crimea, the military and the security services were on the same page with Putin – they fully supported his decision to annex Crimea and were enthusiastic about the way it was done. It is very significantly different in 2022.

**Does it matter? It matters a lot. This is the very first time the siloviki are putting distance between themselves and the president. Which opens up all sorts of possibilities.**

*Irina Borogan and Andrei Soldatov are nonresident senior fellows with the Center for European Policy Analysis (CEPA.) They are Russian investigative journalists, and co-founders of Agentura.ru, a watchdog of Russian secret service activities.*

3 mai (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/05/03/426637-les-fruits-de-la-civilisation-occidentale-prosperte-bien-etre-liberte>

- **PHILOSOPHIE**  
3 mai 2022

## Les fruits de la civilisation occidentale : prospérité, bien-être, liberté

### Auteur invité

Ce n'est pas un hasard si les mouvements de migration et de réfugiés dans le monde se dirigent toujours vers les pays occidentaux.



Alonso Javier Torres - CC BY 2.0

**Par Frank Karsten.**

L'histoire raconte que l'on a demandé un jour au Mahatma Gandhi ce qu'il pensait de la civilisation occidentale. Il aurait répondu d'un air amusé : « *Une idée géniale !* »

C'était effectivement une idée géniale, mais pas dans le sens où Gandhi l'entendait. L'Occident, comme nous l'avons expliqué dans [la première partie de cette série](#), a accompli des exploits uniques dans les domaines scientifique et artistique. Mais il a également produit **les sociétés les plus florissantes, avec une prospérité, un bien-être, une tolérance et une liberté inégalés**. Des sociétés que l'on voit rarement en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et au Moyen-Orient.

La révolution libérale que l'Occident a connue aux XVIIIe et XIXe siècles a permis de réduire l'oppression et le caractère arbitraire du pouvoir. Les citoyens se sont vu accorder de plus en plus de droits et de libertés, tels que la **liberté d'expression**, la **liberté religieuse** et le droit à **la propriété privée**. L'Église et l'État ont été séparés et les individus ont pu décider eux-mêmes de la religion à laquelle ils souhaitaient adhérer. Le système judiciaire devint relativement indépendant de l'État **et les citoyens étaient présumés innocents jusqu'à preuve du contraire**. Les monarques ne pouvaient pas décider soudainement d'emprisonner ou de tuer un opposant.

En Occident, il est même possible de se moquer des pouvoirs dirigeants. **Un film comme *La vie de Brian*, dans lequel la religion est impitoyablement ridiculisée, serait interdit dans de nombreux pays non-occidentaux.**

# Liberté économique

Une autre caractéristique unique fut la **liberté économique** acquise par les citoyens des pays occidentaux. **Ils pouvaient choisir leur propre profession, créer une entreprise, acquérir des biens et commercer librement entre eux.** Cela peut sembler évident pour nous tous, mais ce n'était pas le cas avant le XVIIIe siècle.

Et ce n'est toujours pas le cas dans la plupart des pays aujourd'hui. **Les principales raisons pour lesquelles les habitants des pays en voie de développement ont du mal à échapper à la pauvreté sont la bureaucratie et la corruption. Après des recherches approfondies, l'économiste péruvien libéral Hernando de Soto a conclu que les habitants des pays pauvres sont pauvres principalement parce qu'ils ne disposent pas d'un statut juridique sûr, ce qui les empêche d'acquérir librement leurs propres biens.**

À titre d'exemple, il déclara :

*« Si vous voulez acheter un terrain en Égypte et le faire enregistrer légalement, vous devez passer par 77 procédures dans 31 institutions et cela prend de 5 à 14 ans. Les droits de propriété sont essentiels pour la liberté, la prospérité et l'esprit d'entreprise. »*

Depuis 1995 Transparency International publie chaque année **l'indice de perception de la corruption (IPC)**. **Les pays occidentaux obtiennent invariablement les meilleurs résultats dans cet indice.** Les fonctionnaires occidentaux exigent rarement un pot-de-vin pour un permis ou un document.

## La tolérance

Dans d'autres domaines également, les citoyens occidentaux ont davantage de contrôle sur leur vie.

Nulle part ailleurs des organisations comme les syndicats, les associations de consommateurs et les organisations environnementales n'ont autant d'influence. Les Occidentaux ont également davantage de possibilités d'avancer dans la vie et de **choisir leur propre style de vie** que les habitants d'autres pays. Nulle part ailleurs la **mobilité sociale n'est aussi grande, tandis que les personnes issues de milieux modestes ont davantage de chances de progresser.** **En général, la motivation et le talent sont les conditions les plus importantes de la réussite, et non la naissance, un titre de noblesse ou l'argent.**

Nulle part ailleurs on ne trouve autant de tolérance pour les minorités, les dissidents ou les personnes ayant une orientation sexuelle différente. Et bien que l'on ait parfois une impression différente en suivant l'actualité, **il n'y a probablement nulle part aussi peu de racisme comme en Occident.** Deux économistes suédois ont fait des recherches à ce sujet en 2013. Pour leur enquête sur les valeurs mondiales, ils ont demandé aux gens dans quelle mesure le fait qu'une personne d'une ethnie différente vive à côté d'eux leur posait problème. Les résultats ont été surprenants : **les pays occidentaux étaient parmi les plus tolérants, beaucoup plus tolérants que, par exemple, l'Inde, la Chine, la Russie, l'Indonésie, la Turquie, la Thaïlande, l'Iran, le Maroc, le Nigeria et l'Arabie saoudite.**

## L'égalité

Les pays occidentaux montrent également la voie en matière humanitaire et sociale. Une grande attention est accordée au bonheur des enfants et les mariages d'enfants ainsi que **les mariages forcés sont interdits.** **Les châtiments corporels et la peine de mort ont été abolis dans la plupart des pays occidentaux. Les femmes ont les mêmes droits que les hommes.** Les personnes handicapées physiques et mentales sont traitées avec compassion. Les pays occidentaux se caractérisent également par une culture de la philanthropie et des bonnes causes, que l'on ne trouve pas partout.

Dans les pays occidentaux, une grande attention est accordée au bien-être des animaux, à l'environnement et à la préservation de la nature. Il en va souvent autrement dans d'autres pays. **On entend souvent dire que les océans sont noyés sous le plastique, mais ce que l'on ne dit jamais, c'est que plus de 95 % de ce plastique provient de pays autres que l'Europe et l'Amérique du Nord**. Comme le montrent les chiffres de Our World in Data, l'Occident a également la plus faible pollution atmosphérique et l'eau la plus propre.

Ces réalisations ne se sont certainement pas généralisées partout et en tout temps en Occident. **Le fascisme et le communisme, également d'origine occidentale**, ont ramené le totalitarisme dans certains pays occidentaux au siècle dernier. **Les idées libérales n'ont certainement pas toujours été mises en pratique de manière cohérente non plus**. Pendant longtemps, elles ne s'appliquaient pas aux Noirs et aux autres minorités, ni à la population locale des colonies occidentales.

Mais de nombreuses personnes opprimées dans et par les pays occidentaux ont réussi à se libérer en faisant appel aux idéaux occidentaux. **Des leaders tels que Martin Luther King, Gandhi et Mandela** ont lutté avec succès pour l'émancipation de leurs peuples, **inspirés par l'idéal occidental de liberté et d'égalité**.

Cela ne signifie pas que dans d'autres pays et cultures, il n'existe pas d'idées nobles sur la valeur et la dignité des êtres humains. Il en existe certainement. Mais nulle part elles n'ont été mises en pratique aussi largement qu'en Occident.

## **Partout ailleurs : systèmes de caste, népotisme, châtiment corporel, discrimination ?**

**La critique de l'Occident est parfois justifiée, car tout pourrait être mieux. Mais est-ce mieux ailleurs dans le monde ?**

En **Inde**, avec sa pollution, sa pauvreté et son système de castes ? En **Afrique**, avec son népotisme, sa violence et son faible niveau de vie ? Au **Moyen-Orient**, où les châtiments corporels sont encore pratiqués, où les homosexuels sont pendus et où l'apostasie est punie de mort ? En **Amérique du Sud**, où la corruption règne et où il existe de grandes inégalités entre les riches et les pauvres ? En **Chine**, où **le gouvernement exerce un contrôle totalitaire sur ses citoyens et où la liberté d'expression n'existe pas ?**

**Ce n'est pas un hasard si les mouvements de migration et de réfugiés dans le monde se dirigent toujours vers les pays occidentaux**. Des milliers de personnes risquent leur vie sur des embarcations précaires pour atteindre l'Occident. **Sont-ils si désireux d'être opprimés racialement par les Occidentaux ?** Un sondage Gallup de 2018 montre que **les États-Unis restent la destination la plus populaire pour les 750 millions de personnes dans le monde souhaitant migrer**. **Ne devrions-nous pas alors simplement conclure que l'Occident a produit les meilleures sociétés de l'histoire et du monde ?**

Frank Karsten est l'auteur du *Mythe de la discrimination*, paru aux éditions Résurgence.

3 mai (Washington Post)

<https://www.washingtonpost.com/politics/2022/05/03/roots-zombie-claim-that-hitler-had-jewish-blood/>

## **FACT CHECKER**

Analysis

# The roots of the zombie claim that Hitler had ‘Jewish blood’

By [Glenn Kessler](#)

Staff writer

Today at 3:00 a.m. EDT



Russian Foreign Minister Sergey Lavrov on April 27. (Yuri Kochetkov/AP)

[Comment](#)  
[Gift Article](#)  
[Share](#)

*“So what if [Ukrainian president Volodymyr] Zelensky is Jewish? The fact does not negate the Nazi elements in Ukraine. I believe that Hitler also had Jewish blood. It means absolutely nothing. The wise Jewish people said that the most ardent antisemites are usually Jews. Every family has its black sheep, as we say.”*

— **Russian Foreign Minister Sergey Lavrov, in an interview with the Italian television news program “Zona Bianca,” May 1**

Lavrov [sparked outrage in Israel](#) when he repeated a long-disputed claim about Adolf Hitler’s heritage. This is a good example of how a murky bit of family history has allowed an often-debunked tale to reemerge from time to time.

There’s little evidence to support this claim.

## **The Facts**

The source of this story stems from a documented fact: Hitler’s father was born out of wedlock and Hitler’s grandfather has never been revealed. That left open the possibility that Hitler’s grandfather was Jewish — and Hitler himself was one-quarter Jewish. (In the Jewish tradition at the time, however, Jewishness descended from the mother’s line.)

During Hitler’s rise to power, the missing information about his grandfather led to speculation about a possible Jewish ancestry. Then, in 1953, the memoir of Hitler’s personal lawyer, Hans Frank, was published, seven years after he had been executed during the Nuremberg trials for crimes committed when he headed the government of Nazi-occupied Poland.

In the book, [“In the Face of the Gallows,”](#) Frank claimed he had dug into Hitler’s ancestry after Hitler’s half-nephew threatened to blackmail the Fuehrer into revealing his Jewish past. Frank claimed that he discovered that Hitler’s paternal grandmother, Maria Anna Schicklgruber, gave birth in 1837 to Hitler’s father, Alois, while working as a cook for a Jewish family in Graz, a city in Austria. Schicklgruber was 42 at the time.

No father was originally listed for Alois in baptism documents, which recorded the birth as “illegitimate.” But Frank claimed that letters exchanged between Hitler’s grandmother and the family — known as Frankenberger — showed a family member, possibly a 19-year-old son, impregnated Hitler’s grandmother and the family paid for child support. (Hitler supposedly told Frank that his grandmother actually had conned the Jewish family into paying child support by falsely claiming the teenager was the father. Hitler cited his grandmother as a source of the story — but she had died 40 years before he was born.)

Most historians say that Frank’s account is riddled with errors and cannot be trusted.

“There was no Jewish family called Frankenberger in Graz in the 1830s,” wrote Ian Kershaw in his 1998 biography of Hitler titled “[Hubris](#).” “A family named Frankenreiter did live there, but was not Jewish. There is no evidence that Maria Anna was ever in Graz, let alone employed by the butcher Leopold Frankenreiter.”

Moreover, no correspondence detailing an affair and child support payments as described by Frank have ever been discovered. The family was in fact too poor to have paid any child support. To top it off, the son of Frankenreiter — the alleged grandfather — would only have been 10 when Alois was born.

As for the nephew, William Patrick Hitler, who allegedly tried to blackmail Hitler, he never made such claims publicly, even after he moved to the United States.

Historians have also cited an official prohibition on Jews residing in that part of Austria until the 1860s. But in 2019, Leonard Sax, a psychologist, called into question the sourcing for the claim that no Jews lived in Graz at the time and found evidence there was a small Jewish community in the city. His study, arguing that more credence should be given to Frank’s account, was [published](#) in the Journal of European Studies.

When Alois was 5, his mother married a man named Johann Georg Hiedler — which is who Hitler officially claimed as his grandfather. She died when Alois was 9, and Alois, still using the surname of his mother, Schicklgruber, was sent to live at the farm of Johann Georg’s younger brother, Johann Nepomuk Hiedler.

Many historians have speculated that either Johann Georg or Johann Nepomuk was actually Alois’s birth father, but the connections were covered up to avoid scandal. (Johann Nepomuk was already married when Alois was born.) No evidence has ever emerged to prove it one way or the other. Johann Nepomuk left Alois an inheritance. But, in a possibly incestuous twist, Johann Nepomuk was also the maternal grandfather of Adolf Hitler’s mother, Klara.

When Alois was 39, almost two decades after Johann Georg’s death, Alois convinced a parish priest to alter the baptismal records and write in Johann Georg Hiedler as his father.

For reasons unknown, the last name was rendered in official records as Hitler.

3 mai (L'Opinion)

Zeitwende

## L'Ukraine met à nu les faiblesses de l'Allemagne



Par [Luc André](#)

03 mai 2022 à 6h00

Double dépendance à la Russie et aux Etats-Unis, surexposition de l'économie au commerce international, politique énergétique imprévoyante... Le pays prend conscience de fragilités anciennes, qu'Angela Merkel n'a pas su résoudre

### Les faits -

Le gouvernement allemand a ramené la semaine dernière sa prévision de croissance pour cette année à 2,2% et le ministre de l'Economie, Robert Habeck, a souligné qu'un embargo ou un blocus sur l'énergie russe ferait basculer le pays dans la récession. Par ailleurs, selon l'enquête de conjoncture S&P Global publiée ce lundi, l'aggravation des difficultés d'approvisionnement et le ralentissement de la demande ont pesé en avril sur l'activité du secteur manufacturier allemand, dont les perspectives se dégradent avec la guerre en Ukraine et les confinements sanitaires en Chine.

Pour expliquer ses réticences – jetées depuis par-dessus bord – à livrer des armes lourdes à l'Ukraine, Olaf Scholz avait sorti dans le *Spiegel* de la semaine passée un argument massue : la [crainte d'un conflit nucléaire](#). Cette peur de brusquer la Russie exprimée par le chancelier allemand, en dépit du rôle d'agresseur de Moscou et de livraisons d'armes lourdes à Kiev par d'autres partenaires de l'Otan, laisse une impression singulière. Impression confortée dans le même entretien par l'aveu du social-démocrate d'avoir redouté – à tort – des sanctions économiques, cette fois-ci américaines, en réaction à un montage permettant de finaliser le gazoduc controversé NordStream 2. Plus de soixante-quinze ans après la fin de la Seconde guerre mondiale, l'Allemagne rechigne à se frotter aux grandes puissances, comme un gamin évite dans la cour de récréation les grands qui l'ont rossé par le passé.

« Il existe une peur profonde d'une nouvelle guerre. Elle est liée aux traumatismes de la Seconde guerre mondiale avec la destruction des villes allemandes et les nombreuses victimes civiles. On a déjà vu à quel point ce facteur était fort au moment de la controverse autour des euromissiles au début des années 1980. L'Allemagne s'était mise en scène comme la future victime d'un conflit nucléaire, également mentalement, analyse Ralf Fücks, fondateur du cercle de réflexion Zentrum liberaler Moderne (ZLM). Je crois que le chancelier Scholz, consciemment ou pas, établit une connexion avec cet état d'esprit quand il répète à l'envi que la principale priorité de la politique allemande face à la guerre menée par la Russie...

**La suite est payante**

• **ÉDITO**

2 mai 2022

## Youpi, l'argent des autres coule à flots !

Alors que la situation économique se dégrade franchement, l'État français continue de distribuer tous azimuts comme si de rien n'était.



Publié le 2 mai 2022

Voilà : maintenant qu'Emmanuel Macron est triomphalement réélu grâce à sa grande popularité (voire [sa plasticité](#)), la plupart des problèmes se sont envolés et tout va mieux. En fait, ça va plus que bien, ça va même du feu de dieu et on peut déjà le constater [dans les chiffres qui paraissent](#) – commodément – après cette phase électorale un tantinet fébrile.

Ainsi, selon une première estimation publiée ce vendredi par l'Insee, la France affiche une insolente croissance nulle (oui, 0 %) bien inférieure à ses précédentes prévisions (déjà pas très fofolle de 0,3 %). Pour l'institut de statistiques nationales, ce résultat flamboyant provient essentiellement d'un recul de la consommation des ménages sur un fond d'inflation qui commence à se remarquer, tout en poussant un peu l'idée que la guerre en Ukraine aurait un impact sur la production française parce que parce que bon voilà. Au passage, on ne pourra s'empêcher de noter le *timing* diabolique de cette découverte statistique, quelques jours après les élections et quelques jours avant les revalorisations indispensables du premier mai.

Mais la conclusion ne peut guère être plus évidente : malgré la puissance intellectuelle inénarrable de toute la brochette de génies gouvernementaux qui ont sévi ces vingt-quatre derniers mois, il n'a pas été possible de concrétiser la reprise de croissance de l'année dernière qui s'établissait – on s'en souvient- à 7 %. Certains esprits chafouins rappelleront que ce chiffre était d'autant plus imposant après l'abyssale récession de 2020 de 8 %...

Du reste, les plus taquins noteront qu'un 7 % de croissance ne peut donc compenser le trou de 8 % observé auparavant. Très clairement, la France est loin d'avoir rattrapé son retard et s'il avait un peu de conscience professionnelle, Bruno Le Maire, l'actuel responsable de cette contre-performance historique, brouterait ses gonades en salade ; heureusement hontectomisé très jeune, il n'aura aucun scrupule à les gratouiller langoureusement en pensant à sa superbe intelligence hors norme dont il afflige la République depuis un moment. Le remaniement ministériel nous en débarrassera peut-être momentanément même si la politique française rend assez peu optimiste en la matière.



Parce qu'en réalité, ce chiffre est assez catastrophique quand on l'analyse un peu : l'INSEE indique ainsi que ce résultat s'explique par une baisse notoire de la consommation des ménages qui comprennent – et pas tous de façon confuse, loin s'en faut – qu'il va y avoir quelques petits moments tendus durant les prochains mois. En chiffres, cette baisse est de 2,5 % pour la consommation alimentaire et de 1,6 % pour la consommation d'énergie devenue progressivement inabordable grâce aux fines manœuvres gouvernementales et européennes dont on se demande si leur but n'était pas justement d'arriver exactement à ce résultat.

Si c'est le cas, on ne peut qu'applaudir : la décroissance verte est *en marche* et à ce rythme, le prochain hiver sera frisquet dans les foyers français.

Parallèlement à cette croissance **flamboyante** atone, on ne peut s'empêcher de noter quelques petits signes pas forcément positifs qui imposeraient normalement une certaine sobriété en matière de dépenses et de grands plans publics à moyen et long termes.

Ainsi, **le croisement des taux courts et longs** n'a qu'assez rarement indiqué une solide bonne santé de l'économie, de même que l'actuelle remontée des taux d'emprunt, **notamment de l'OAT à 10 ans français**, et en tout logique, de celle des taux immobiliers.

On pourra se réjouir (rapidement) de la **disparition de l'aberrante dette à taux négatifs** tout en conservant à l'esprit que ceci signifie un renchérissement assez marqué de cette dette pour l'État français.

Tout concourt donc à se demander si l'avenir n'est pas un peu plus rocailleux que prévu pour Macron et sa fine équipe. Et alors que cette tendance pointe clairement sur une période de tracas qui nécessiterait des finances publiques tenues au cordeau... l'État français choisit, en toute décontraction, d'ouvrir à nouveau les vannes d'argent des autres : **le premier mai est donc l'occasion de « revaloriser » des trucs et des machins** grâce aux efforts des Français, ce qui fait toujours une excellente politique mais ne remplit pas les ventres.

En effet, dans une économie où quasiment tout est planifié et décidé d'en haut par des instances gouvernementales bénéficiant de la science infuse et d'un historique de réussite assez phénoménal, il a donc été décidé que – notamment – le SMIC augmenterait de 34 euros par mois. C'est à peu près le reflet d'une inflation finement calculée à 2,65 %, et c'est bien évidemment du gros n'importe quoi de compétition non seulement parce que le niveau de salaire dont il est question concerne les classes les plus modestes du pays, que le principal de leur consommation s'établit dans le logement, la nourriture et l'énergie et que l'inflation dans ces trois domaines est largement supérieure à ces 2,65 % rikikis, essentiellement **bidouillés** calculés pour rassurer le bon peuple. Et toujours dans ce pur exercice de style politique, notons l'augmentation des allocations familiales, du RSA et d'autres aides sociales, toujours en prétextant un rapport avec une inflation largement amoindrie par les petits calculs de l'INSEE sur des bases discutables.

En réalité, tout ceci est un marché de dupe : il est évident que pour ceux qui en bénéficient, ces augmentations ne sont que des aumônes frisant l'insulte.

D'un autre côté, pour ces Français qui les financent (que ce soit via les impôts et les cotisations ou via la TVA sur des prix en hausse carabinée), l'augmentation des coûts de l'État devient insupportable, et le pompon est décroché lorsqu'on se rappelle que ceux qui financent ces distributions de pognon gratuit des autres sont à peu près ceux qui le reçoivent, le différentiel (il y en a toujours un) allant dans les trop

nombreuses tubulures chromées de l'appareil administratif d'État et ses innombrables bénéficiaires, d'autant plus innombrables que certains, pour vivre heureux et la panse pleine, vivent bien cachés.

Tout ceci ne peut conduire qu'à accentuer l'explosion actuelle des dettes publiques : en France, d'une façon ou d'une autre, chacun vit dans une fiction intenable dans laquelle il vit au crochet de tous les autres et à la façon des Dupond et Dupont dans Tintin et sa fusée lunaire, et estime qu'en se tenant fermement les uns aux autres, ils éviteront une chute douloureuse.



On comprend bien que ce système ne pourra plus tenir très longtemps.

Mais comme aucun politicien, aucun parti, aucun programme ne l'évoque... Plus dure sera la chute.



3 mai (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/05/03/426654-lillusion-de-la-baisse-constatee-du-chomage>

- [ÉCONOMIE GÉNÉRALE](#)  
3 mai 2022

# L'illusion de la baisse constatée du chômage

Sébastien Lave

La France tente de vaincre le chômage d'une manière très simple : en refusant de créer des emplois !



magicien magie credits eva peris (licence creative commons)

Jeudi dernier, le gouvernement annonçait triomphalement que le nombre de chômeurs (catégorie A, sans activité) avait enregistré en France une nouvelle forte baisse de 5 % au premier trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent. **169 100 personnes en moins se sont inscrites à Pôle Emploi**, ce qui porte le nombre de chômeurs en catégorie A (celle sur laquelle communique le ministère du Travail) en France à 3,193 millions.

Si on regarde de manière plus granulaire les chiffres, en incluant les catégories B et C, la baisse n'est plus que de 2,7 % (deux fois moindre) et le nombre de chômeurs s'élève à 5,53 millions. Pole Emploi s'attend à une baisse sans précédent en 2022 de ces chômeurs de catégorie A, ceux qui sont dits sans activité (ceux qui annoncent chercher un emploi et ne sont pas en dispositifs de formation ou ne travaillent pas quelques heures par semaine comme certains des chômeurs de catégorie B et C). Ces chiffres révèlent à nouveau la problématique bien connue du mal-emploi en France, et l'illusion- sauf à regarder dans le détail des catégories- du système statistique de Pole Emploi.

## Le mal-emploi en France

Un exemple très simple suffira pour permettre au lecteur averti de réaliser l'importance de la circulation entre **les catégories** : sur le premier trimestre 2022, malgré la publicité autour de la baisse du chômage (de catégorie A), la catégorie B (où se trouvent ceux qui travaillent de manière partielle seulement, pour moins de 78 heures par mois) a augmenté de 2,2 % et la catégorie C n'a pas bougé.

Nous avons donc au bas mot 16 000 personnes passées de la catégorie A à la B, qui cherchent encore un emploi, mais qui font quelques heures (l'équivalent au maximum d'un mi-temps) de travail et sont donc sorties de la catégorie A.

Autre élément troublant : l'essentiel de la baisse de la catégorie A provient de la catégorie des moins de 25 ans. Le recul de 5 % cache des disparités conséquentes, entre par exemple une baisse de 10 % chez les moins de 25 ans et une chute de seulement 3 % chez les plus de 50 ans.

La plupart de ces moins de 25 ans qui auraient dû se retrouver sur le marché du travail normal sont apprentis, en temps partiel, ou dans des situations intermédiaires qui soit les éliminent complètement des statistiques de Pole Emploi soit les retirent au moins de la catégorie A pour les répartir entre les B et les C. Ainsi, depuis début 2020, l'essentiel de la baisse du chômage en France est dû à la montée en puissance des dispositifs d'apprentissage. Ces derniers s'étendent maintenant à de nombreux diplômés de l'enseignement supérieur et à des BAC+5 qui étendent leur arrivée sur le marché du travail sur deux ou trois ans, alternant entre entreprises et fin d'études.

## Mystification statistique et politique

En sept ans, les gouvernements français successifs auront donc réussi à mystifier la statistique du chômage et à faire sortir ce sous-emploi ou mal-emploi français de la statistique officielle. Alors que le demandeur d'emploi moyen constate, que sauf exception sur des métiers tendus, il ne vit pas dans un pays de cocagne où les emplois existeraient [en traversant la rue](#), les pouvoirs publics entretiennent sa frustration en niant son problème et en le noyant dans la complexité statistique.

L'entrepreneuriat et l'auto-entrepreneuriat, enfin célébrés dans notre pays, sont aussi un moyen commode d'évacuer la question du chômage. Enfin, la démographie, avec l'arrivée à la retraite des classes d'âge les plus massives en nombre (et non remplacées du fait de la baisse de la fécondité), contribuera aussi à mécaniquement réduire le chômage, sans garantir de vrais débouchés intéressants à nos jeunes... La France tente de vaincre le chômage d'une manière très simple : en refusant de créer des emplois !

3 mai (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/presidentielle/coignard-jean-luc-melenchon-genie-de-l-illusionnisme-politique-03-05-2022-2474043\\_3121.php](https://www.lepoint.fr/presidentielle/coignard-jean-luc-melenchon-genie-de-l-illusionnisme-politique-03-05-2022-2474043_3121.php)

## Coignard – Jean-Luc Mélenchon, génie de l’illusionnisme politique

CHRONIQUE. En quelques jours, il s’est imposé comme chef de l’opposition et parvient à faire croire à un grand élan de gauche. Chapeau l’artiste !



Le prestidigitateur Jean-Luc Mélenchon est aussi un habile contorsionniste. © SERGE ATTAL / ONLY FRANCE / Only France via AFP

*Par [Sophie Coignard](#)*

Publié le 03/05/2022 à 06h46 - Modifié le 03/05/2022 à 07h37

**D**ans le cortège du 1<sup>er</sup> Mai, le chef des Insoumis était la vedette du jour. Acclamé par les jeunes, courtoisé par les autres élus de gauche qui voulaient figurer sur la photo. Un moment de pure félicité, sûrement. Et surtout, une revanche sur l'adversité. Rien ne devait gêner son triomphe. Pas même les violences consternantes, notamment l'agression d'un pompier. Il ne les a pas condamnées, n'a pas eu un mot pour les victimes, préférant s'en prendre aux autorités qui auraient laissé faire pour lui voler la vedette. Sidérant !

Jean-Luc Mélenchon, il est bon de le rappeler, car on pourrait l'oublier, a été éliminé de la course présidentielle au soir du premier tour, distancé par Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Pour la troisième fois, il a perdu. Mais qui s'en souvient aujourd'hui ? Quelques jours après sa défaite, il réapparaissait tel le phénix, pour proposer à la France de devenir son Premier ministre à l'issue des législatives. Il restait pour lui un moment désagréable à passer, ce dimanche du second tour, mais il a été vite expédié par les deux finalistes.

Depuis, une étoile est née, qui monopolise l'attention de la gauche et des médias. Emmanuel Macron joue l'attentisme et observe la tectonique des plaques avant de faire mouvement. Marine Le Pen semble passée aux oubliettes. Les accords électoraux patinent partout ailleurs. Jean-Luc Mélenchon, lui, déploie ses troupes pour négocier avec les différents partis de gauche en lambeaux. Premier opposant de France : ce tour de magie est un tour de force.

### **Mirages et faux-semblants**

À force de monopoliser l'attention, il réussit à créer un deuxième mirage, celui d'un élan collectif, en France, en faveur de la gauche. Le résultat de la présidentielle dit l'inverse, mais qu'importe ! C'est justement dans sa capacité à déconstruire le réel que l'on reconnaît l'illusionniste de talent. Les six candidats de gauche ont réuni moins d'un tiers des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle. Et toutes les enquêtes

indiquent que jamais la France n'a autant penché à droite, comme le révélait notamment une étude réalisée par l'Ifop pour *Le Point* en juillet 2020. Mais Jean-Luc Mélenchon a su transformer sa troisième place sur le podium, il y a moins d'un mois, en un piédestal inattendu. Ne totalise-t-il pas, à lui seul, près de 70 % des voix de gauche ?

Enfin, le prestidigitateur est aussi un habile contorsionniste. Le vieux politicien blanchi sous le harnais, nommé premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Essonne en 1981, il y a plus de 40 ans, élu pour la première fois en 1985, entré au Sénat en 1986, fait rêver une partie de la jeunesse à des lendemains qui chantent.

Si les circonstances n'étaient pas aussi graves, et le danger d'une radicalité qui prend ses aises avec la République et l'Europe aussi patent, on serait presque tenté de s'exclamer : chapeau l'artiste !

3 mai (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/nicolas-baverez-reforme-imperative-democratie-fragile-20220501>

Le Figaro, lundi 2 mai 2022 720 mots, p. 21

Opinions

## Réforme impérative, démocratie fragile



Baverez, Nicolas

**La réélection d'Emmanuel Macron comporte une dimension historique.** En France, il est le premier président de la Ve République à être réélu en dehors d'une période de cohabitation. En Europe, elle donne un coup d'arrêt au populisme, laissant la Hongrie d'Orban isolée, y compris désormais au sein du groupe de Visegrad.

Mais la capacité à conduire la transformation de l'Europe pour répondre aux crises économique, énergétique, climatique et stratégique dépendra des réformes effectuées en France. **Or la gouvernabilité du pays est loin d'être assurée compte tenu de l'écart qui se creuse entre les priorités de son redressement d'un côté, la réduction des marges de manoeuvre et l'irruption d'une situation sociale et politique explosive de l'autre.**

**Rarement dans son histoire la France a affronté autant de défis majeurs.** Le rééquilibrage vers la production et l'innovation du **modèle économique et social fondé sur la consommation à crédit, qui a conduit à la baisse de la croissance, la désindustrialisation, l'installation d'un chômage permanent, le surendettement public et privé (361 % du PIB).** Le renforcement de la résilience de la nation à travers la **réduction de la dépendance aux biens essentiels chinois, aux technologies américaines et à l'énergie russe, ainsi que l'accélération de la transition écologique.** Puis la lutte contre les inégalités qui passe notamment par l'amélioration de l'efficacité des services publics de l'éducation et de la santé. Enfin, l'investissement dans la **sécurité intérieure pour rétablir la paix civile** ainsi que l'engagement d'une stratégie de réarmement afin de répondre au djihadisme et à la menace existentielle que la Russie fait peser sur les démocraties du continent européen.

**La France ne peut rester immobile durant le prochain quinquennat, sauf à basculer du décrochage lent à l'effondrement brutal.** **Mais elle fera face à un monde bouleversé et un environnement profondément dégradé qui limiteront les marges de manoeuvre de ses dirigeants.** Pour la France, la reprise attendue s'est transformée en stagnation tandis que la hausse des prix atteint 4,8 %. L'inflation s'élève à 7,5 % dans la zone euro et s'enracine avec la poursuite de la guerre en Ukraine, rendant **inéluçtable la remontée des taux d'intérêt, donc la fin de l'argent public gratuit et illimité.**

**En France, l'inquiétude porte sur l'épuisement de la démocratie, dont témoignent le vote protestataire qui a culminé à 61 % des voix au premier tour et l'abstention de 28 % du corps électoral au second tour.** Par ailleurs, les violences se multiplient, à l'image du saccage de l'École des hautes études en sciences sociales. Or le désengagement, les passions collectives et la rupture du fragile fil de soie de l'État de droit sont **les signaux d'alerte d'un possible effondrement de la liberté.** Contrairement aux États-Unis, au Royaume-Uni ou à l'Italie, la France n'a pas connu le traumatisme d'une expérience populiste. **Mais les fractures démographiques, économiques, sociologiques, territoriales n'ont jamais été aussi profondes et peuvent provoquer un nouveau mouvement insurrectionnel, dans la lignée des « gilets jaunes » ou des antivaccin.**

L'urgence du **pouvoir d'achat** face à la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation emporte tout. **Le financement par la dette publique des dépenses courantes des ménages est cependant insoutenable et compromet la capacité d'investissement de**

**l'État dans la modernisation des services publics, la transition écologique ou le réarmement. Il place la France sous la menace d'un choc financier quand les taux d'intérêt dépasseront la croissance nominale.**

La capacité de notre pays à répondre aux crises qui s'accumulent dépend à terme, au-delà de l'émergence d'une majorité lors des élections législatives, du renouveau de la démocratie et de la réduction des fractures sociales, générationnelles et géographiques qui écartèlent la nation. **Du point de vue des institutions, quatre pistes méritent d'être explorées : la réhabilitation du Parlement ; une authentique décentralisation ; l'extension du référendum ; la concertation des réformes en amont avec les forces économiques et la société civile afin de rétablir le dialogue entre les citoyens et les dirigeants.** Par ailleurs, l'exécution efficace des décisions reste conditionnée à la **profonde modernisation de l'État.**

**Mais le plus important reste d'ouvrir le mode d'exercice du pouvoir dans un sens plus collectif et moins solitaire, plus politique et moins technocratique. Le paradoxe veut que le renouveau de la démocratie dans notre pays comme l'émergence d'une souveraineté européenne peuvent moins que jamais être le fait d'un homme seul, mais que tout dépend des décisions qu'Emmanuel Macron, seul, s'apprête à arrêter.**

3 mai (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/philippe-d-iribarne-aux-sources-de-la-dissociation-des-droites-20220502>

**Le Figaro (site web)**

lundi 2 mai 2022 - 20:15 UTC +02:00 2242 mots

## Philippe d'Iribarne: «Aux sources de la dissociation des droites»



d'Iribarne, Philippe

**TRIBUNE - Dans un texte d'une parfaite clarté, le grand sociologue explique pourquoi la droite classique, qui faisait coexister trois sensibilités différentes, s'est disloquée sous nos yeux.**

*X-Mines, directeur de recherche émérite au CNRS, Philippe d'Iribarne a bâti une œuvre consacrée à la spécificité de chaque culture nationale et au système de valeurs de ses citoyens. Plusieurs de ses ouvrages - «La Logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales» (Seuil, 1989) et «L'Étrangeté française» (Seuil, 2006)- sont des classiques. Parmi ses livres les plus récents, signalons un essai très remarqué: «Islamophobie. Intoxication idéologique» (Albin Michel, 2019).*

L'effondrement brutal, à l'occasion de l'élection présidentielle, du parti Les Républicains, succédant à celle du Parti socialiste en 2017, intrigue, tout comme la recomposition des forces politiques qui est en cours. Il est tentant de s'en tenir, pour expliquer ces phénomènes, à des questions de personnes, aux prestations de Valérie Pécresse au cours de sa campagne ou à l'habileté avec laquelle Emmanuel Macron a siphonné sa droite après sa gauche. Mais la transformation du paysage politique met en jeu des phénomènes beaucoup plus profonds.

Concernant le parti Les Républicains il paraît fort utile, pour la comprendre, de partir de **l'analyse classique de René Rémond**, opposant **trois droites, respectivement légitimiste, orléaniste et bonapartiste**, et de considérer le **bouleversement des conditions de leur alliance séculaire**.

**La droite légitimiste** est attachée à **la France éternelle**, à la continuité d'une histoire au-delà des régimes politiques qui se succèdent, à un patrimoine à la fois matériel et symbolique, à des traditions ancrées dans une mémoire longue. Imprégnée **de culture catholique**, elle défend la famille dans sa forme classique. **La droite orléaniste** privilégie le dynamisme économique et la possibilité pour ceux qui en ont le goût et les capacités de s'enrichir sans subir trop de contraintes de l'État ni souffrir des «partageux». **La droite bonapartiste** croit à **la grandeur de la nation et de l'État, à la République, au rayonnement de la France, à sa place dans le concert des puissances, à l'excellence scolaire et à la méritocratie**.

Depuis le XIX siècle, ces trois droites n'ont jamais eu une grande estime, voire ont eu un certain mépris, les unes pour les autres. Mais elles ont longtemps eu un intérêt puissant à s'allier pour conquérir le pouvoir et gouverner. Elles n'avaient pas de mal à s'entendre sur la nature de l'ordre que toutes trois voulaient construire. **Certes, la droite orléaniste était libérale tant qu'il s'agissait du fonctionnement interne de l'économie, mais elle comptait sur un État fort pour mener des politiques protectionnistes et pour accorder des concessions à des monopoles privés ainsi mis à l'abri de la concurrence**.

**Elle s'accordait donc avec la droite bonapartiste pour défendre l'État**. Par ailleurs elle comptait, non sans cynisme, sur le respect d'un ordre moral par le petit peuple pour fournir aux entreprises une main-d'œuvre disciplinée et assurer l'ordre dans la rue. À ce titre elle avait de bonnes raisons de s'entendre avec la droite légitimiste qui promouvait un tel ordre. Et si cette dernière,

comme la droite bonapartiste, trouvait la droite orléaniste attachée à des idéaux bien mesquins, elle avait besoin de son alliance pour accéder au pouvoir.

Avec l'avènement de la construction européenne et le développement d'un libre-échange à l'échelle de la planète, cette alliance est devenue problématique. Certes, les diverses droites sont toujours attachées à l'idée d'ordre, mais elles ont des conceptions de plus en plus radicalement différentes de quel type d'ordre. **Pour la droite orléaniste il ne s'agit plus d'un ordre national, fondé sur un État fort, la souveraineté du peuple et un ordre moral. Elle compte sur un ordre méta-national fondé sur un droit qui encadre des rapports librement conclus entre les acteurs économiques et sur une justice qui veille au respect de ces accords. L'Europe est essentielle pour elle, dans sa capacité de négocier de puissance à puissance l'organisation de l'économie internationale.** Pour cette droite orléaniste, les autres droites, qui non seulement ne sont pas attachées à l'édification d'un ordre supranational mais cherchent même à l'affaiblir au nom de la souveraineté du peuple dans le cadre d'États-nations, ne sont plus des partenaires naturels.

Si l'alliance des trois droites a encore paru solide au temps du général de Gaulle et même de Georges Pompidou, avec une alliance dominante entre les droites bonapartiste et légitimiste, **la droite orléaniste s'est fortement affirmée au cours du septennat de Valéry Giscard d'Estaing.** Des formes multiples d'association entre les diverses droites sont apparues avec Jacques Chirac, puis Nicolas Sarkozy. Celui-ci a tenté une synthèse qui a suscité moult débat entre le «travailler plus pour gagner plus» orléaniste d'un côté et «l'identité française» légitimiste de l'autre.

Et la haute figure du Général, sorte de statue du commandeur, rendait difficile à l'intérieur de la droite l'émergence d'un champion décomplexé de la seule droite orléaniste. Le succès de François Fillon lors de la primaire des Républicains en 2017 a encore montré les limites de l'emprise de cette droite sur le parti. Elle restait engluée dans une famille où elle se sentait mal.

Pour elle, la sortie de ce marasme est enfin venue en 2017, mais de l'extérieur de la droite. **La gauche avait bougé elle aussi.** Une nouvelle gauche était progressivement apparue, là encore non sans rapports avec l'émergence de l'Union européenne et la montée, alimentée par l'échec des régimes communistes, de la croyance dans les vertus d'une économie de marché. **Michel Rocard, puis Lionel Jospin, ont hautement affirmé que le progrès social est étroitement dépendant du progrès économique, et que celui-ci exige un large respect des disciplines du marché.** Le règne de François Mitterrand a été une grande époque de dérégulation financière.

Une esquisse d'alliance de cette gauche avec la droite orléaniste s'est même produite en 2008 avec la participation d'une partie des socialistes à la ratification par voie parlementaire du traité de Lisbonne, après le succès du non au référendum portant sur le projet de traité constitutionnel européen de 2005. **Ce mouvement, favorable au libéralisme économique, s'est radicalisé sous François Hollande, avec la grande étape de la loi El Khomri, visant à soumettre plus étroitement le sort des travailleurs aux exigences de compétitivité des entreprises. Pendant ce temps, une nouvelle conception de ce que veut dire être à gauche a émergé, avec l'avènement d'une gauche diversitaire, attachée à la défense de toutes les «minorités», homosexuel, immigrés, etc.** Le mariage pour tous a été la grande réalisation du quinquennat Hollande.

**Ces évolutions ont ouvert la voie à une recomposition politique radicale.** La droite orléaniste et la gauche diversitaire ont en fait beaucoup en commun, mis à part les labels traditionnels de droite et de gauche, avec de solides raisons de faire cause commune. Elles sont marquées par le même ethos, c'est-à-dire la même attitude générale devant l'existence. Pour l'une et l'autre il est malvenu de trop prêter attention à ce qui différencie les humains, l'une parce que, croit-elle, la question n'est pas pertinente quand il s'agit d'acheter et de vendre, l'autre parce que cela ouvre la porte aux discriminations.

Certes les priorités des deux courants diffèrent, mais elles ne se heurtent pas. Ainsi, les questions concernant l'avortement et la fin de vie laissent froid la droite orléaniste alors qu'elles sont très sensibles pour la droite légitimiste. De plus, les deux courants ignorent l'attachement à une patrie chère aux droites légitimiste et bonapartiste. La droite orléaniste trouve cet attachement vieux jeu, à la limite du ridicule, et la gauche diversitaire y voit un obstacle à l'avènement d'une société pleinement inclusive. De même l'un et l'autre se rejoignent pour regarder la puissance de l'État comme une menace pour les libertés. Ils ont tout pour s'entendre.

C'est dans ce contexte qu'est apparue, avec Emmanuel Macron, une nouvelle offre politique répondant enfin aux attentes de la droite orléaniste, tout en y ajoutant une touche de gauche diversitaire. **Emmanuel Macron est un parfait représentant d'une vraie droite orléaniste.** C'est la France qui gagne qui l'intéresse et qu'il veut soutenir. **Il n'a pas craint, au début de son premier quinquennat, d'affirmer que les chômeurs n'ont qu'à traverser la rue pour trouver un emploi.** Il taxe le patrimoine immobilier, cher à la droite légitimiste, et détaxe le patrimoine mobilier. **Il affirme qu'il n'y a pas de culture**

**française.** Il déclare, à Alger, pendant la campagne présidentielle de 2017, que la colonisation française a été un «*crime contre l'humanité*» .

**Sans être à la pointe des combats que mène la gauche diversitaire, il n'y est pas hostile.** Ainsi il déclare volontiers que la France est riche de sa diversité ethnique et n'a aucun problème avec l'islam. On peut supposer que c'est avec l'aval du chef de l'État que Richard Ferrand, Président de l'Assemblée, a déclaré que la grande cause du prochain quinquennat serait le droit de «mourir dans la dignité». Pendant que cette recomposition, parfaitement logique, s'est produite, l'ancienne alliance des trois familles de droite s'est trouvée à la peine. Cela est déjà apparu lors des élections européennes de 2019 quand François-Xavier Bellamy, clair représentant de la droite légitimiste a conduit la liste des Républicains. **Xavier Bertrand et Valérie Pécresse, sortes de porte-drapeaux des droites respectivement bonapartiste et orléaniste,** ont alors quitté le parti. La tentative de retrouvailles à l'occasion de l'élection présidentielle pouvait difficilement réussir.

En rejetant François-Xavier Bellamy, Valérie Pécresse a tout fait pour s'aliéner, sans doute de façon durable, la droite légitimiste. Puis, dans sa campagne électorale, reprenant les thèmes d'Éric Ciotti, elle s'est aliénée sa famille d'origine, la droite orléaniste. **On comprend que l'électorat sur lequel elle comptait se soit largement tourné d'un côté vers Éric Zemmour, qui s'est hautement affirmé comme un champion de la France éternelle, et de l'autre vers Emmanuel Macron.**

**Cette recomposition va-t-elle durer? Il est difficile de le prévoir.** Elle a sûrement été facilitée par la personnalité d'Emmanuel Macron, le fait que sa vision du monde se trouve précisément au point de jonction entre celles de la droite orléaniste et de la gauche diversitaire. L'alliance de ces deux forces éclatera-t-elle avec son départ du pouvoir? Une grande figure peut-elle émerger, capable de fédérer, sur des bases renouvelées, l'alliance entre les trois droites? Cela sera sans doute possible si la droite orléaniste se rend compte, à l'expérience, que son association avec la gauche diversitaire conduit à un tel niveau de contestation sociale que l'ordre dans la rue est menacé malgré des dépenses sociales -et des prélèvements obligatoires pour les financer- qui demeurent parmi les plus élevés des pays industrialisés.

Une fois que Marine Le Pen aura quitté la scène, une nouvelle alliance, unissant ceux qu'elle a déçus aux droites légitimiste et bonapartiste, dans une sorte de camp des patriotes, se dessinera-t-elle? Une gauche renouvelée, rejetant celle qui, ralliant Emmanuel Macron, a trahi les vraies valeurs de la gauche aux yeux de ses détracteurs, va-t-elle émerger autour d'une gauche tribunitienne? Bien des avenir paraissent possibles.

**De manière plus immédiate, la question des élections législatives est devant nous.** À l'occasion des élections régionales de 2021, le contraste entre l'échelle nationale et l'échelle régionale et locale a été spectaculaire. L'excellente performance du Parti socialiste, alors qu'il était déjà en débandade sur la scène nationale, a particulièrement frappé.

À droite des représentants de chacune des trois familles, orléaniste en Île-de-France, bonapartiste dans les Hauts-de-France, légitimiste en Auvergne-Rhône-Alpes, ont largement triomphé en rassemblant l'ensemble de la droite, chacun tirant parti de la sociologie des soutiens de celle-ci au sein de sa région. C'est que les logiques qui sont à l'œuvre ne sont pas les mêmes qu'à l'échelle nationale. **Ceux qui votent pour un responsable local n'en attendent pas qu'il décide de l'avenir de la France et se soucient souvent plus de sa capacité de gestionnaire que de son idéologie. Quant aux députés, ils contribuent certes ensemble, mais chacun si peu, aux grandes orientations de la politique nationale, et il est beaucoup attendu d'eux qu'ils soient efficaces dans leur circonscription.** Il n'est pas sûr que, dans ce rôle, leur tendance orléaniste, bonapartiste ou légitimiste compte beaucoup et que la majorité des députés du Parti républicain soient condamnés à perdre leur siège.

3 mai (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/barbara-lefebvre-demain-taha-bouhafs-depute-melenchoniste-20220502>

Le Figaro, mardi 3 mai 2022 825 mots, p. 15

Opinions

## Demain, Taha Bouhafs député mélenchoniste ?



L'enseignante et essayiste\* voit dans le soutien de Jean-Luc Mélenchon à un activiste proche des thèses islamistes un indice, parmi beaucoup d'autres, du **virage « électoralo-communautariste » du chef de La France insoumise.**

Lefebvre, Barbara

Jean-Luc Mélenchon sonne la mobilisation pour réaliser le miracle : malgré le **scrutin majoritaire uninominal à deux tours, il veut transformer une soixantaine de députés « de gauche » en une majorité absolue de 289 sièges !** Pour Taha Bouhafs, ce sera, s'il est investi malgré le tollé, une seconde tentative comme candidat LFI aux législatives. En 2017, il avait été éliminé dès le premier tour. En 2022, il se présentera à Vénissieux, où Mélenchon vient de frôler les 50 %. Pourtant la 14<sup>e</sup> circonscription du Rhône comprend des communes votant plutôt RN. Et Taha Bouhafs aura du pain sur la planche face au sortant LREM et à la maire communiste de Vénissieux. Mais le combat n'est-il pas ailleurs ? L'essentiel n'est pas d'être élu mais de faire parler de soi en se victimisant : interroger le profil idéologique de ce candidat serait un vestige du « racisme colonial » .

L'Algérie où il est né il y a vingt-cinq ans n'était plus coloniale, mais à l'écouter il a grandi « *en indigène* » à Échirolles (Isère). Il quitte l'école à 16 ans et date sa conscience politique des émeutes urbaines : « *À partir de 2005, j'ai décidé de ne plus du tout m'informer par les médias, la télévision, les journaux. Ils sont contre nous.* » À 8 ans, ne plus se fier aux médias, quelle précocité ! En 2018, il suit le mouvement étudiant contre Parcoursup et se retrouve à Tolbiac. Il se fait remarquer en propageant sur les réseaux sociaux - son principal espace de « travail » - la fausse rumeur d'un étudiant mort sous les coups de la police.

« *Je n'étais pas encore journaliste et je ne pensais pas que j'allais le devenir* », a-t-il déclaré. C'est au gré des événements en filmant des « bavures policières » réelles ou supposées qu'il « devient », soutient-il, journaliste. Les « gilets jaunes » ne l'intéresseront que lorsque les violences policières surgiront, à l'inverse du député Ruffin, qui donne à voir dans *J'veux du soleil* la réalité humaine des ronds-points. Bouhafs préfère établir d'indignes comparaisons entre les mutilés aux LBD et « *les violences dans les banlieues* » .

Quand Benoît Hamon exprime sa solidarité avec Alain Finkielkraut insulté par un salafiste, Bouhafs lui répond : « *Sale sioniste veut dire sale Juif ? Sacré Benoît, c'est bientôt le dîner du Crif et t'as pas envie d'être privé de petits-fours, je comprends* » (tweet du 18 février 2019). « *Je peux être militant dans ma vie de tous les jours, ailleurs que dans le boulot, mais quand je suis journaliste, je suis journaliste* », assure pourtant l'intéressé . Quel Taha Bouhafs interpelle Benoît Hamon ? Lequel est perché sur le camion sono, tout sourire en entendant la foule scander « *Allahu akbar* », le 10 novembre 2019 lors de la « *manifestation contre l'islamophobie* » ? Lequel tweet le 30 octobre 2019 : « *Les pouilleux de Charlie Hebdo n'existent qu'à travers notre indignation. Cessons de commenter leurs unes dégueulasses et ils cesseront d'être* » ? Quel Taha Bouhafs en juin 2020 qualifiait la syndicaliste policière Linda Kebbab d' « *Arabe de service* », ce qui lui a valu d'être condamné un an plus tard pour

injure publique à raison de l'origine (il a fait appel). Pourtant Mélenchon voulait rendre inéligible à vie les personnes condamnées par la justice...

Taha Bouhafs n'a rien contre le hidjab, **il soutient l'Alliance citoyenne de Grenoble** et ses happenings pro-burkini dans les piscines municipales. Quant à Mélenchon, **voilà un florilège de ses propos passés qui montre que souvent homme politique varie, bien fol qui s'y fie**. Sur le voile : *« En ce moment (en 2010), on a le sentiment que les gens vont au-devant des stigmatisations : ils se stigmatisent eux-mêmes - car qu'est-ce que porter le voile, si ce n'est s'infliger un stigmate - et se plaignent ensuite de la stigmatisation dont ils se sentent victimes. »* Sur le burkini : *« C'est le bruit d'une offensive religieuse salafiste. »* Sur le voile intégral : *« C'est un traitement dégradant de la femme, c'est une provocation d'un certain nombre de mouvements intégristes contre la République. »* Quel Mélenchon marchait donc fièrement en 2019 avec Taha Bouhafs et le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) contre « les lois de la France islamophobe » ? (*Le CCIF a été dissous depuis, NDLR*)

**Voici des années que le virage électoralo-communautariste de Mélenchon est évident.** Quelque 80 % des adhérents sondés du « Collectif contre l'islamophobie en Europe » (ex-CCIF) auraient voté pour lui le 10 avril. Pour sa part, **Houria Bouteldja**, ancienne porte-parole des Indigènes de la République, qui n'a jamais avancé masquée, appelle à soutenir l'Union populaire de Mélenchon jusqu'aux législatives malgré *« la laïcardise et la blanchité de cette organisation »*, mais prévient : *« L'immigration post-coloniale qui donnera ses voix à l'Union populaire n'est acquise à personne, elle ne revient pas gratuitement, il faut la mériter. »* Socialistes, écologistes et communistes prêts à se rallier à LFI : à bon entendeur...

\* **Dernier ouvrage paru** : *« C'est ça la France... Qu'a-t-on fait pour mériter ça ? »* (Albin Michel, 2018).

2 mai (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/05/01/world/europe/oligarch-putin-oleg-tinkov.html>

# Russian Tycoon Criticized Putin's War. Retribution Was Swift.

May 1, 2022

Anton Troianovski and Ivan Nechepurenko



Oleg Tinkov in St. Petersburg in 2019. Credit... Olga Maltseva/Agence France-Presse — Getty Images

Oleg Y. Tinkov [was worth](#) more than \$9 billion in November, renowned as one of Russia's few self-made business tycoons after building his fortune outside the energy and minerals industries that were the playgrounds of Russian kleptocracy.

Then, last month, Mr. Tinkov, the founder of one of Russia's biggest banks, criticized the war in Ukraine in a post on Instagram. The next day, he said, President Vladimir V. Putin's administration contacted his executives and threatened to nationalize his bank if it did not cut ties with him. Last week, he sold his 35 percent stake to a Russian mining billionaire in what he describes as a "desperate sale, a fire sale" that was forced on him by the Kremlin.

"I couldn't discuss the price," Mr. Tinkov said. "It was like a hostage — you take what you are offered. I couldn't negotiate."

Mr. Tinkov, 54, spoke to The New York Times by phone on Sunday, from a location he would not disclose, in his first interview since Mr. Putin invaded Ukraine. He said he had hired bodyguards after friends with contacts in the Russian security services told him he should fear for his life, and quipped that while he had survived leukemia, perhaps "the Kremlin will kill me."

It was a swift and jarring turn of fortune for a longtime billionaire who for years had avoided running afoul of Mr. Putin while portraying himself as independent of the Kremlin. His downfall underscores the consequences facing those in the Russian elite who dare to cross their president, and helps explain why there has been little but silence from business leaders who, according to Mr. Tinkov, are worried about the impact of the war on their lifestyles and their wallets.

Image



Using a Tinkoff Bank mobile card to make a purchase in Omsk in March. Credit...Alexey Malgavko/Reuters

Indeed, Mr. Tinkov claimed that many of his acquaintances in the business and government elite told him privately that they agreed with him, “but they are all afraid.”

In the interview, Mr. Tinkov spoke out more forcefully against the war than has any other major Russian business leader.

“I’ve realized that Russia, as a country, no longer exists,” Mr. Tinkov said, predicting that Mr. Putin would stay in power a long time. “I believed that the Putin regime was bad. But of course, I had no idea that it would take on such catastrophic scale.”

The Kremlin did not respond to a request for comment.

Tinkoff, the bank Mr. Tinkov started in 2006, denied his characterization of events and said there had been “no threats of any kind against the bank’s leadership.” The bank, which announced last Thursday that Mr. Tinkov had sold his entire stake in the company to a firm run by Vladimir Potanin, a mining magnate close to Mr. Putin, appeared to be distancing itself from its founder.

“Oleg has not been in Moscow for many years, did not participate in the life of the company and was not involved in any matters,” Tinkoff said in a statement.

Mr. Tinkov has also run into trouble in the West. He [agreed](#) to pay \$507 million last year to settle a tax fraud case in the United States. In March, Britain included him on a list of sanctions against the Russian business elite.

“These oligarchs, businesses and hired thugs are complicit in the murder of innocent civilians and it is right that they pay the price,” Foreign Secretary Liz Truss [said](#) at the time.

Mr. Tinkov is nevertheless widely seen as a rare Russian business pioneer, modeling his maverick capitalism on Richard Branson and morphing from [irreverent beer brewer](#) to founder of one of the world’s [most sophisticated](#) online banks. He says he has never set foot in the Kremlin, and he has occasionally criticized Mr. Putin.

But unlike Russian tycoons who years ago broke with Mr. Putin and now live in exile, such as the former oil magnate Mikhail B. Khodorkovsky or the tech entrepreneur Pavel Durov, Mr. Tinkov found a way to coexist with the Kremlin and make billions — at least until April 19.

That is when Mr. Tinkov published an emotional antiwar [post](#) on Instagram, calling the invasion “crazy” and deriding Russia’s military: “Why would we have a good army,” he asked, if everything else in the country is dysfunctional “and mired in nepotism, servility and subservience?” Pro-war Russians posted photos of their shredded Tinkoff debit cards on social media. Vladimir Solovyov, a prominent state television host, [delivered](#) a tirade against him, declaring, “Your conscience is rotten.”

Image



Mr. Tinkov in Moscow in 2004, when he was known as Russia's "beer oligarch." Credit...Sergei Kivrin for The New York Times

Mr. Tinkov was already outside Russia at that point, having departed in 2019 to receive treatment for leukemia. He later stepped down and ceded control of Tinkoff, but kept a 35 percent stake in the company, which was valued at more than \$20 billion on the London stock exchange last year.

A day after the April 19 post, Mr. Tinkov said Sunday, the Kremlin contacted the bank's senior executives and told them that any association with their founder was now a major problem.

"They said: 'The statement of your shareholder is not welcomed, and we will nationalize your bank if he doesn't sell it and the owner doesn't change, and if you don't change the name,'" Mr. Tinkov said, citing sources at Tinkoff he declined to identify.

On April 22, Tinkoff announced it would change its name this year, a step it claims was long planned. Behind the scenes, Mr. Tinkov says, he was scrambling to sell his stake — one that had already been devalued by Western sanctions against Russia's financial system.

Mr. Tinkov said he was thankful to Mr. Potanin, the mining magnate, for allowing him to salvage at least some money from his company; he said that he could not disclose a price, but that he had sold at 3 percent of what he believed to be his stake's true value.

"They made me sell it because of my pronouncements," Mr. Tinkov said. "I sold it for kopecks."

He had been considering selling his stake anyway, Mr. Tinkov said, because "as long as Putin is alive, I doubt anything will change."

"I don't believe in Russia's future," he said. "Most importantly, I am not prepared to associate my brand and my name with a country that attacks its neighbors without any reason at all."

Mr. Tinkov is concerned that a foundation he started that is dedicated to improving blood cancer treatment in Russia could also become a casualty of his financial trouble.

He denied that he was speaking out in the hopes of getting the U.K. sanctions against him lifted, though he said he hoped the British government would eventually "correct this mistake."

He said that his illness — he is now suffering from graft-versus-host disease, a stem-cell transplant complication, he said — might have made him more courageous about speaking out than other Russian business leaders and senior officials. Members of the elite, he claimed, are "in shock" about the war and have called him in great numbers to offer support.

"They understand that they are tied to the West, that they are part of the global market, and so on," Mr. Tinkov said. "They're fast, fast being turned into Iran. But they don't like it. They want their kids to spend their summer holidays in Sardinia."

Mr. Tinkov said that no one from the Kremlin had ever contacted him directly, but that in addition to the pressure on his company, he heard from friends with security service contacts that he could be in physical danger.

“They told me: ‘The decision regarding you has been made,’” he said. “Whether that means that on top of everything they’re going to kill me, I don’t know. I don’t rule it out.”

2 mai (Atlantico)

[https://atlantico.fr/article/decryptage/martin-gurri-le-bruit-colossal-autour-de-l-achat-de-twitter-par-elon-musk-reflete-la-panique-des-elites-face-a-la-perte-du-monopole-des-opinions-considerees-comme-acceptables-liberte-d-expression-reseaux-sociaux-etats-unis?utm\\_source=sendinblue&utm\\_campaign=Martin\\_Gurri%20%20%20C2%AB%20Le%20bruit%20colossal%20autour%20de%20l%27achat%20de%20Twitter%20par%20Elon%20Musk%20refl%C3%A8te%20la%20panique%20des%20%C3%A9lites%20face%20%C3%A0%20la%20perte%20du%20monopole%20des%20opinions%20consid%C3%A9es%20comme%20acceptables%20%C2%BB&utm\\_medium=email](https://atlantico.fr/article/decryptage/martin-gurri-le-bruit-colossal-autour-de-l-achat-de-twitter-par-elon-musk-reflete-la-panique-des-elites-face-a-la-perte-du-monopole-des-opinions-considerees-comme-acceptables-liberte-d-expression-reseaux-sociaux-etats-unis?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Martin_Gurri%20%20%20C2%AB%20Le%20bruit%20colossal%20autour%20de%20l%27achat%20de%20Twitter%20par%20Elon%20Musk%20refl%C3%A8te%20la%20panique%20des%20%C3%A9lites%20face%20%C3%A0%20la%20perte%20du%20monopole%20des%20opinions%20consid%C3%A9es%20comme%20acceptables%20%C2%BB&utm_medium=email)

## LIBERTÉ D'EXPRESSION

Martin Gurri : « Le bruit colossal autour de l'achat de Twitter par Elon Musk reflète la panique des élites face à la perte du monopole des opinions considérées comme acceptables »



Le patron de Tesla a acheté le réseau social pour 44 milliards de dollars. Aux Etats-Unis, l'affaire a immédiatement pris un tournant politique. Martin Gurri, l'expert en géopolitique et ancien analyste de la CIA qui avait prédit les Gilets jaunes, décrypte la volonté d'Elon Musk de garantir la liberté d'expression.

Martin Gurri

**Atlantico : Acheté à prix d'or, le milliardaire américain Elon Musk a racheté le réseau social Twitter. En achetant l'entreprise à l'oiseau bleu, Elon Musk veut garantir la liberté d'expression pour tous et résoudre les problèmes que le réseau a pu connaître. La liberté d'Elon Musk serait-elle meilleure que celle de Jack Dorsey ? Son arrivée à la tête du service n'échange-t-elle pas un problème contre un autre ?**

**Martin Gurri :** Elon Musk se considère comme un "absolutiste de la liberté d'expression". Depuis l'expulsion de Donald Trump, Twitter est devenu beaucoup plus étroitement contrôlé dans une direction qui favorise la gauche progressiste et d'une manière que les Américains, beaucoup plus que les Européens, trouvent déplaisante. Personne ne sait si Elon Musk pourra modifier l'orientation de Twitter. De grands obstacles structurels et conceptuels se dressent sur son chemin. Je ne le sous-estimerai pas, cependant. Elon Musk s'est lancé dans deux industries moribondes aux États-Unis - l'automobile et l'aéronautique - et les a rendues à nouveau compétitives. Qui sait ? Il pourrait faire de même avec les médias sociaux.

**Dans *The Revolt of The Public and the Crisis of Authority in the New Millenium*, vous avez analysé la perturbation de l'écosystème traditionnel de l'information par les réseaux sociaux et la manière dont ces derniers étaient devenus un moyen d'exprimer la colère du public.**

## **Elon Musk et sa philosophie sur Twitter vont-ils renforcer un phénomène déjà engagé ou est-ce anecdotique ?**

L'aspect de loin le plus intéressant de ce pseudo-événement a été les cris d'agonie de ceux qui pensent que Elon Musk va effectivement changer Twitter. Nous vivons peut-être à une époque où l'imagination est limitée, mais notre capacité d'exagération rhétorique est probablement sans équivalent dans l'histoire. Un écrivain a prédit que le fait qu'Elon Musk soit propriétaire de Twitter entraînerait une Troisième Guerre mondiale. Elon Musk lui-même a été accusé d'être un raciste, un nationaliste blanc, un partisan de l'apartheid né en Afrique du Sud. Toutes les références typiques à Hitler ont été utilisées, ne serait-ce que pour prouver mon point de vue sur notre manque d'imagination.

**Le plus fascinant, de mon point de vue, est que la "liberté d'expression" est soudainement devenue un nom de code pour quelque chose de sombre et de maléfique. C'est très inhabituel aux États-Unis, où la liberté d'expression - en tant qu'idéal, du moins - est généralement traitée comme un commandement biblique. L'association avec Elon Musk a entaché la liberté d'expression de racisme, de misogynie, d'homophobie, tous les monstres et les fantômes qui hantent les rêves enfiévrés de la gauche. Il est clair, depuis un certain temps, que la gauche déteste la liberté d'expression - mais il était révélateur, pour moi, de les entendre le dire tout haut.**

**Dans l'un de ses tweets, Elon Musk affiche son objectif concernant le réseau social "Les attaques arrivent à grands pas, principalement de la gauche, ce qui n'est pas une surprise, mais je dois préciser que la droite sera probablement un peu mécontente aussi. Mon objectif est de maximiser la surface sous la courbe du bonheur humain total, c'est-à-dire les ~80 % de personnes qui se trouvent au milieu". Dans quelle mesure s'agit-il d'un point de technique intellectuelle ?**

Toutes les études que j'ai vues montrent que Twitter représente de manière disproportionnée les opinions de la classe de l'élite, et non de la population dans son ensemble. Les États-Unis sont une nation divisée. Nos politiques reflètent cette division. **Les élites sont monolithiquement à gauche.** Les opinions alternatives - celle des chrétiens croyants, par exemple - ne sont jamais dépeintes autrement que comme des abominations morales. Bien sûr, les élites politiques et culturelles n'ont aucun statut légal pour ce semi-monopole. Il se trouve simplement qu'elles contrôlent les moyens de communication. **Le bruit colossal autour de l'achat de Twitter par Elon Musk reflète la panique des élites face à la perte de contrôle.**

**Twitter a-t-il vraiment un impact sur les fractures politiques et sociales d'un pays ? Les batailles sur le réseau ont-elles lieu dans le monde réel ?**

Twitter a-t-il un impact sur la politique américaine ? C'était certainement le cas lorsque Donald Trump tweetait à ses 88 millions de followers sur la plateforme - et je suppose que c'est toujours le cas, même si je vois moins bien comment cela fonctionne sans Donald Trump. Dans la mesure où Twitter devient plus représentatif du pays en général - y compris les voix de la plupart ou de toutes nos nombreuses factions - son influence devrait augmenter. Si Elon Musk peut y parvenir, il aura rendu un grand service à la sphère de l'information et à la politique américaines.

2 mai (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/02/guerre-en-ukraine-une-operation-militaire-humanitaire-des-occidentaux-dans-la-mer-noire-pourrait-eviter-une-famine-mondiale\\_6124403\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/05/02/guerre-en-ukraine-une-operation-militaire-humanitaire-des-occidentaux-dans-la-mer-noire-pourrait-eviter-une-famine-mondiale_6124403_3232.html)

# Guerre en Ukraine : « Une opération militaire humanitaire des Occidentaux dans la mer Noire pourrait éviter une famine mondiale »

## TRIBUNE

**Philippe de Lara**

Maître de conférences honoraire à l'université Panthéon Assas

**Galia Ackerman**

Directrice de la rédaction de Desk Russie

La faim guette dans de nombreux endroits du monde dépendant du blé ukrainien avertissent Galia Ackerman et Philippe de Lara, deux spécialistes qui appellent les pays occidentaux à protéger les cargos céréaliers.

Publié aujourd'hui à 06h15, mis à jour à 08h52 Temps de Lecture 4 min.

La barbarie destructrice de la Russie tente de rayer l'Ukraine de la carte, mais elle frappe aussi le monde entier. Les pénuries et la récession qui ont commencé ne sont rien à côté des famines à venir : selon le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le conflit pourrait entraîner un « *effondrement du système alimentaire mondial* », « *un ouragan de famine* ».

La guerre empêche en effet l'Ukraine d'exporter les céréales et autres denrées qui débordent dans les silos, tandis que les exportations russes sont entravées par divers problèmes internes et par la volonté de la Russie d'augmenter ses stocks, au détriment de ses voisins du Caucase qu'elle fournissait habituellement et, a fortiori, de tous les pays dépendant de ses exportations. Or, l'Ukraine et la Russie pèsent ensemble 29 % du commerce mondial du blé. L'Ukraine fournit à elle seule près de la moitié de l'approvisionnement en blé du Programme alimentaire mondial. En temps normal, l'Ukraine produit suffisamment pour nourrir 400 millions de personnes dans le monde.

L'ONU a supplié la Russie de lever le blocus des ports ukrainiens pour permettre d'acheminer les céréales vers les pays qui en ont un besoin vital. La Russie n'a même pas répondu. Or, le président russe, Vladimir Poutine, sait parfaitement les désastres qui se produiront, dès l'automne et plus encore en 2023, si l'Ukraine ne peut pas exporter ses céréales et semer pour la prochaine récolte. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « *de huit à treize millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de sous-nutrition à travers le monde en 2022-2023. La progression de la malnutrition sera particulièrement marquée dans les régions d'Asie-Pacifique et d'Afrique subsaharienne* ». Le directeur général de la FAO, Qu Dongyu, a ajouté, dans un communiqué, que « *l'Égypte, la Turquie, le Bangladesh et l'Iran, qui sont les plus grands importateurs de blé, achètent plus de 60 % de leur blé à l'Ukraine et à la Russie, et en importent des quantités très importantes. Le Liban, la Tunisie, le Yémen, la Libye et le Pakistan sont eux aussi fortement dépendants de ces deux pays pour leur approvisionnement en blé* ».

## Une agression contre le monde

Le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Michael Fakhri, a exhorté Moscou à « *arrêter immédiatement les attaques militaires contre l'Ukraine, avant qu'il n'y ait de profondes conséquences mondiales et à long terme sur la sécurité alimentaire de chacun* ». Il estime que « *la nourriture ne devrait jamais être militarisée et aucun pays au monde ne devrait être poussé à la famine et au désespoir* » et redoute également que cette guerre ne provoque des taux d'insécurité alimentaire importants en Ukraine, et augmente la sous-nutrition en Russie. « *Même si la guerre fait rage, la communauté internationale doit accorder une attention particulière au soutien des exploitations agricoles familiales et des petits agriculteurs en Ukraine, [car] les exploitations familiales et les petits agriculteurs se révèlent être les plus adaptables et les plus résilients en temps de crise.* »

Mais Poutine se moque de la vie humaine, celle des Ukrainiens, celle de ses soldats, et celle de tout le genre humain. Que l'Ukraine et le monde périssent s'ils ne veulent pas de l'empire russe ! Dans les premières années du règne de Poutine, malgré les massacres sans nom commis en Tchétchénie, malgré les assassinats de journalistes et d'opposants, beaucoup voulaient croire que nous pouvions « *avoir une Russie assez sûre d'elle-même pour se moderniser et être pour l'Europe un voisin rassurant et un partenaire coopératif* », tel que l'écrivait l'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine en 2009. Mais l'espoir (ou plutôt l'illusion) est dissipé depuis longtemps. La Russie ne veut pas, elle n'a jamais voulu devenir ce pays normal. Elle a choisi la voie du rêve d'empire, au prix d'une « *démodernisation* » sans fin. On mesure avec cette guerre la violence illimitée et l'indifférence illimitée à l'humanité que cela entraîne.

Or, face à cette agression contre le monde, ce que les Occidentaux n'ont pas osé faire pour sauver de la famine et des bombes les habitants de Marioupol, à savoir une opération militaire humanitaire, ils peuvent le faire pour éviter une famine mondiale. Cette opération pourrait consister en l'envoi d'une flotte dans la mer Noire, avec la mission d'accompagner et de protéger les cargos céréaliers pendant qu'ils chargent leur cargaison dans les ports ukrainiens et repartent vers la Méditerranée. Ce type d'opération a lieu en principe sous l'égide de l'ONU, mais, face au veto probable de la Russie, il sera sans doute nécessaire de passer outre. Les Occidentaux redoutent le contact direct avec les forces russes, ils sont tétanisés par le risque d'escalade, mais ce risque est très faible, car, en attaquant ces convois, la Russie apparaîtrait comme responsable direct de la famine mondiale, alors qu'elle s'emploie activement à mettre la crise alimentaire qui a déjà commencé sur le compte des sanctions occidentales.

Poutine n'est fort que de notre faiblesse, il est temps pour les Occidentaux de s'imposer par leur détermination. Cette opération humanitaire en serait une occasion.

2 mai (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/presidentielle/quand-les-imams-et-les-predicateurs-appellent-a-voter-jean-luc-melenchon-01-05-2022-2473914\\_3121.php](https://www.lepoint.fr/presidentielle/quand-les-imams-et-les-predicateurs-appellent-a-voter-jean-luc-melenchon-01-05-2022-2473914_3121.php)

## Quand les imams et les prédicateurs appellent à voter Jean-Luc Mélenchon

ENQUÊTE. Lors du premier tour, le leader de LFI a fait l'unanimité dans certains quartiers, notamment grâce à l'appui de militants décoloniaux et islamistes.

*Par Clément Pétreault*

Publié le 01/05/2022 à 18h00 - Modifié le 01/05/2022 à 19h42

**I**l y a des changements électoraux qui ne passent pas inaperçus. Lors du premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 10 avril 2022, Jean-Luc Mélenchon est arrivé en tête sur toute la région Île-de-France. Dans la plupart des communes populaires à forte concentration de populations immigrées, les scores du candidat Insoumis atteignent des records : 65 % à Villetaneuse, 61 % à Trappes et Gennevilliers, 60 % à Bobigny et Aubervilliers, 56 % à Creil et Grigny, 54 % à Mantes-la-Jolie... Certains analystes ont pointé une **communautarisation du vote Mélenchon**, mais la réalité est un peu plus complexe que cela. **De nombreux réseaux religieux se sont mobilisés en faveur du candidat d'extrême gauche – et de lui seul, c'est vrai, mais la motivation religieuse ne saurait expliquer à elle seule ces succès électoraux.**

La progression spectaculaire du score de Jean-Luc Mélenchon en Île-de-France est le fruit d'un travail de fond entamé par La France insoumise, **qui a théorisé dès 2017 l'idée que les 600 000 voix qui avaient manqué à Jean-Luc Mélenchon pour accéder au second tour se trouvaient dans les quartiers populaires. Au lendemain du premier tour de 2022, les comptes sont sans appel : les 600 000 voix manquantes ont été trouvées, notamment dans les quartiers populaires. Même si elles n'ont pas permis au candidat Insoumis d'accéder au second tour, ce résultat démontre que les quartiers populaires peuvent désormais peser dans une élection – 3,5 % des suffrages exprimés**, estiment les adversaires politiques de La France insoumise – dès lors qu'ils se mobilisent derrière un seul candidat.

### Stratégie de conquête

« Sur le plan des 600 000 voix, nous avons atteint notre objectif », assure le député Insoumis de Seine-Saint-Denis, Éric Coquerel, à qui l'on doit la stratégie de conquête de ces nouvelles voix. Cet ancien trotskiste – un temps tenté par le chevènementisme – a organisé en novembre 2018 **les Rencontres nationales des quartiers populaires à Épinay-sur-Seine, incitant La France insoumise à opérer quelques aménagements sur la ligne politique. Ont notamment été intégrées au logiciel Insoumis des notions non consensuelles à gauche comme « l'islamophobie », « le racisme systémique » ou « les violences policières ».**

Ce n'est que le prolongement de la note Terra Nova de 2011, qui préconisait d'abandonner les ouvriers et employés pour rassembler un nouvel électorat urbain sous une bannière progressiste.

Bernard Rougier

**Ainsi, Jean-Luc Mélenchon aura réussi l'exploit de rassembler le vote des centres-villes et des banlieues... sans parvenir à séduire le périurbain et les campagnes, qui se tiennent à l'écart de ce candidat jugé trop éloigné de leurs préoccupations.** « Ce n'est que le prolongement de la note Terra Nova de 2011, qui préconisait d'abandonner les ouvriers et employés pour rassembler un nouvel électorat urbain sous une bannière progressiste : diplômés, jeunes, minorités des quartiers populaires et femmes », rappelle **Bernard**

**Rougier**, directeur du Centre des études arabes et orientales. **Que les classes populaires votent pour une gauche aux accents révolutionnaires, rien de vraiment nouveau sous le soleil, « sauf que jusqu'alors, cette mobilisation s'opérait plutôt sur des thématiques économiques articulées autour d'un projet républicain, plutôt que sur des intentions communautaires et religieuses », rappelle ce spécialiste en sociologie politique.**

## **Créolisation contre grand remplacement**

Pour le député Coquerel, il ne faut voir aucune trahison de la gauche à sa propre histoire dans cette nouvelle expression politique. « Dans les années 1930, beaucoup d'ouvriers étaient d'origine italienne, polonaise ou espagnole. Le Parti communiste d'alors défendait à la fois leurs revendications sociales tout en les défendant contre le racisme, qui était tourné vers eux à l'époque », explique-t-il. Pendant cette campagne, Jean-Luc Mélenchon aura été l'un des rares candidats à débattre en face-à-face avec Éric Zemmour. Si certains y ont vu la marque d'une fascination mutuelle pour les extrêmes – créolisation contre grand remplacement, force est de constater que **le candidat Insoumis aura été l'un des rares à faire de la défense des musulmans et de l'abrogation de la loi séparatisme un axe fort de son programme à destination des quartiers populaires.**

## **L'Île-de-France est l'unique région métropolitaine à avoir placé Jean-Luc Mélenchon en pole position.**

Malgré un recul de la participation de près de 4 points en Île-de-France entre 2017 et 2022, le candidat Insoumis a progressé de 433 623 voix, soit deux tiers des 652 569 voix supplémentaires qu'il a enregistrées à l'échelle du pays

Pour consolider ce nouvel électorat, Éric Coquerel espère convaincre certains nouveaux électeurs de rentrer dans le mouvement et d'y prendre des responsabilités, à la manière de ce que faisait le Parti communiste dans les années 1950. « Ce n'est pas une vision clientéliste », se défend le parlementaire, qui « n'envisage pas de construire un mouvement de gauche sans les classes populaires urbaines, qui ont pour particularité d'être discriminées par le système. Ce n'est qu'à partir de ce socle que l'on pourra gagner les classes moyennes urbaines et périurbaines », estime l'élus.

La forte progression électorale de Jean-Luc Mélenchon doit-elle être comprise comme la fusion entre une gauche culturelle, une gauche radicale et une gauche communautariste ? « Non. Il s'agit de la fusion entre une gauche sociale, une gauche de rupture et une gauche populaire », corrige le cadre Insoumis. **La participation à la manifestation contre l'islamophobie** aux côtés de militants proches des Frères musulmans en **2019** aurait-elle aidé à la mise en œuvre de cette stratégie de conquête d'un nouveau public ? **« L'islamophobie est réelle et ce n'est pas parce qu'il y a des gens qui ne plaisent pas dans une manifestation que je vais m'interdire d'y aller.** Cela se vérifie aussi lorsque je manifeste contre l'antisémitisme ou en faveur des Kurdes. Ce que je constate, c'est que 98 % des gens qui étaient dans cette manifestation étaient de braves gens qui avaient peur, c'est tout », explique le député, satisfait du score de Jean-Luc Mélenchon dans sa circonscription lors du premier tour : 54 %.

## **Communautarisation du vote**

**Un sondage Ifop pour La Croix publié le 10 avril sur le vote des électors confessionnels montre que 69 % des musulmans interrogés déclarent avoir voté Jean-Luc Mélenchon, contre 13 % des catholiques pratiquants.** Si l'appartenance religieuse ou communautaire ne permettait pas jusqu'à maintenant de présumer du vote, **les choses semblent avoir changé avec cette élection.** Cela se vérifie aussi chez les **électeurs juifs**, qui, dans certains quartiers populaires, notamment, ont largement alimenté **le vote en faveur d'Éric Zemmour**, communautarisme contre communautarisme. **« Nous assistons à la cristallisation très nette d'un vote communautaire. Désormais, le vote musulman existe et pèse. Il n'est pas certain que l'on puisse revenir en arrière. Il faut s'attendre dans les prochaines années à voir fleurir des promesses de plus en plus clientélistes de la part de politiques qui voudront séduire cet électorat »,** estime un haut fonctionnaire, bon connaisseur de la carte électorale.

Il existe d'autres indicateurs qui montrent une forme de communautarisation du vote Mélenchon dans certains quartiers, notamment le score récolté par le candidat Insoumis dans les bureaux qui avaient précédemment accordé de bons scores à la liste dite « communautariste » de l'UDMF (Union des musulmans de France, voir plus bas) lors des élections européennes. Ainsi, à Trappes, Jean-Luc Mélenchon récolte 69 % des voix dans un bureau où l'UDMF approchait les 7 % en 2019 (contre 0,13 % à l'échelle nationale).

## « Laïcardisme et blanchité »

« S'il y a eu des consignes de vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon dans les quartiers populaires, elles ont d'abord circulé via des militants antiracistes décoloniaux ou des réseaux religieux », explique Damien Saverot, chercheur à l'ENS, spécialiste des mobilisations politiques en lien avec l'immigration postcoloniale. « Rien ne permet d'établir que ces ralliements se seraient monnayés contre des promesses. Jean-Luc Mélenchon a manifesté contre l'islamophobie en 2019 et monté des listes avec des militants décoloniaux aux municipales, il a donné les gages nécessaires à une communauté militante exigeante », explique l'universitaire, qui relève que « Jean-Luc Mélenchon est perçu comme un candidat s'opposant au bloc centriste-libéral sans donner le sentiment de ne se consacrer qu'à des débats postmodernes comme le genre ou les droits des LGBT », à l'image des écologistes tendance Rousseau, par exemple.

**Les militants décoloniaux ont effectivement apporté leur soutien à Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle et semblent prêts à poursuivre cet effort pour les législatives.** C'est ce qui ressort d'une intervention d'Houria Bouteldja, fondatrice des Indigènes de la République, dans une vidéo publiée au soir du second tour par le média décolonial Paroles d'honneur. L'activiste identitaire y explique qu'il faut mener le combat « de manière que Mélenchon ait la place la plus grande aux législatives », tout en rappelant que le parti de Jean-Luc Mélenchon est encore marqué par des tendances comme « le laïcardisme et la blanchité [...] ». À aucun moment il [Mélenchon] ne peut croire que l'immigration postcoloniale lui est acquise, elle ne revient pas comme ça gratuitement », explique la militante, qui analyse les limites d'une telle stratégie et s'interroge sur les perspectives d'un élargissement électoral de Mélenchon : « Y a-t-il une lutte à mener pour transformer les petits Blancs qui votent à l'extrême droite ? Ce sont nos “alter ego de l'autre côté”, on est divisés par la race, mais ils existent. Mélenchon a su parler aux affects indigènes. Quand il a dit : “Mohammed est un beau prénom”, ça m'a touchée, il a parlé à notre dignité et à nos affects. Il n'a pas su faire ça avec les petits Blancs. »

## Réseaux fréristes

**D'après divers témoignages que nous avons pu recueillir, de nombreux appels à voter en faveur de Jean-Luc Mélenchon ont effectivement été relayés dans les quartiers populaires,** que ce soit par l'intermédiaire de boucles WhatsApp ou de messages éphémères sur Snapchat. L'un de ces messages, relayé de nombreuses fois, se présente comme émanant d'un « groupe d'acteurs de la communauté musulmane à l'échelle locale et à l'échelle nationale ». Bien qu'anonyme, « aucun élément ne permet d'affirmer que ce serait un faux », explique un cadre du ministère de l'Intérieur.

**Ce communiqué évoque à grand renfort de tournures religieuses « le contexte très difficile que vit la communauté musulmane en France, qui subit une oppression islamophobe injuste ».** Il se poursuit de la sorte : « Nous, imams et prédicateurs, appelons les citoyens français de confession musulmane à voter dès le premier tour pour le moins pire des candidats à cette élection présidentielle : Jean-Luc Mélenchon. Il est le seul à avoir abordé la question de la liberté de musulmans à la défense de leurs droits. » Le communiqué précise : « Cet appel à voter pour lui se fait conformément aux principes islamiques du moindre mal et tout en rappelant les divergences idéologiques que nous avons avec ce candidat. » Largement diffusé et relayé par les réseaux d'activistes communautaires, ce message émane « d'imams et d'acteurs musulmans que je connais et qui ont peur des représailles de Macron ou Le Pen en cas de leur élection », explique sur Facebook Abdelaziz Chaambi, ancien militant d'extrême gauche et fondateur de la Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI), association dissoute par le ministère de l'Intérieur le 20 octobre 2021.

Nous ne soutenons pas un candidat qui mobilise les éléments de langage du camp réactionnaire et qui alimente des poncifs opposés à la gauche et aux mouvements sociaux [et] appelons à voter pour Jean-Luc Mélenchon

Mouvement des jeunes communistes de France du Val-de-Marne

**D'autres réseaux, considérés comme proches des Frères musulmans, se sont aussi largement mobilisés pour faire voter en faveur de Jean-Luc Mélenchon.** Ainsi le très frériste **Collectif contre l'islamophobie en Europe (CCIE)** – résurgence belge du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) après sa dissolution a publié le 5 avril le résultat d'une enquête interne menée auprès de ses adhérents, affirmant que « 81,1 % des personnes ayant répondu, déclarent vouloir voter au premier tour pour Jean-Luc Mélenchon ». Le lendemain, le CCIE publiait des « **grilles de synthèse des positionnements de certains candidats** en matière d'islamophobie » dans lesquelles **était évalué le degré de libéralité des candidats sur quatre points d'achoppement : loi séparatisme, tenue vestimentaire, opposition à la fermeture des lieux de culte et « version fidèle » de la laïcité.** **Sans surprise, seul Jean-Luc Mélenchon remplissait ces quatre critères dans une compétition qui semblait taillée pour lui.** Le président des Insoumis n'a pas, à notre connaissance, protesté devant ce soutien de la part de cette organisation dont le caractère frériste ne fait pourtant aucun doute.

### **Pas un choix de passion**

Parmi les acteurs politiques communautaristes s'étant mobilisés pour permettre à Jean-Luc Mélenchon d'obtenir un score élevé dans les quartiers, on peut aussi relever la mobilisation de Nagib **Azergui, fondateur et président de l'UDMF (Union des musulmans de France).** Il récuse l'appellation de parti communautariste, « cet adjectif n'est utilisé que pour nous discréditer, **nous ne sommes pas un parti confessionnel** », explique-t-il. Pour ce responsable politique qui prépare les prochaines législatives, Jean-Luc **Mélenchon** n'est pas d'un choix de passion : « Lors de ces élections, les musulmans ont été servis en pâture électorale à la droite et à l'extrême droite. Les organisations musulmanes n'ont eu d'autre choix que de se mobiliser pour appeler à voter Mélenchon. **Mais personne n'a oublié son passé laïc, même s'il a récemment changé de posture** », jure-t-il, animé d'un espoir, celui de peser : « **Cette mobilisation, bien organisée, montre que les quartiers populaires votent lorsque l'urgence est au rendez-vous.** Nous sommes nombreux à nous souvenir que le petit pourcentage qui avait permis à François Hollande de l'emporter sur Nicolas Sarkozy pouvait très bien être celui de l'électorat musulman. Hélas le quinquennat de Hollande fut l'un des plus terribles pour la France, mais aussi pour la communauté musulmane avec la nomination de Manuel Valls. »

Même chose estime-t-il en 2017 avec le candidat **Macron** en campagne, « qui se disait alors pour une "laïcité respectueuse". Il avait rencontré tous les influenceurs de la communauté musulmane pour obtenir leur soutien, il était venu rompre le jeûne avec le CFCM... Tout le monde a envoyé des messages pour dire "c'est sans doute le moins pire". **Sauf que son quinquennat a été une tragédie pour les musulmans : dissolution d'associations, fermeture de mosquées pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la radicalisation...** », conclut-il, promettant de présenter deux cents candidats aux prochaines législatives.

Ce tour d'horizon ne serait pas complet sans relever **le soutien à Jean-Luc Mélenchon de toute une partie de l'ancienne gauche communiste.** De manière inattendue, le candidat Insoumis a pu compter sur les « coordinateurs•rices » du **Mouvement jeunes communistes de France (MJCF)** du Val-de-Marne, qui ont publié juste avant le premier tour un communiqué répondant en tout point aux standards décoloniaux et dans lequel **ils dénonçaient « la bourgeoisie blanche sentant son hégémonie lui échapper, prête aux pires mutations pour garder ses privilèges » et dénonçant « les obsessions identitaires dans les médias dominants [...]. Leur violence ne s'arrête pas seulement à leurs discours, elle se manifeste par des agressions ou des appels au meurtre, en témoigne la hausse des violences islamophobes en France ces dernières années ».**

Au terme de ce long communiqué, les jeunes communistes s'en prennent... à Fabien Roussel, qui mène alors à leurs yeux « une campagne nombriliste et conciliante avec la réaction ». **Pour ces militants communistes qui considèrent la laïcité défendue par Fabien Roussel comme un racisme déguisé,** la conclusion est sans appel : « Nous ne soutenons pas un candidat qui mobilise les éléments de langage du camp réactionnaire et qui alimente des poncifs opposés à la gauche et aux mouvements sociaux [et] appelons à

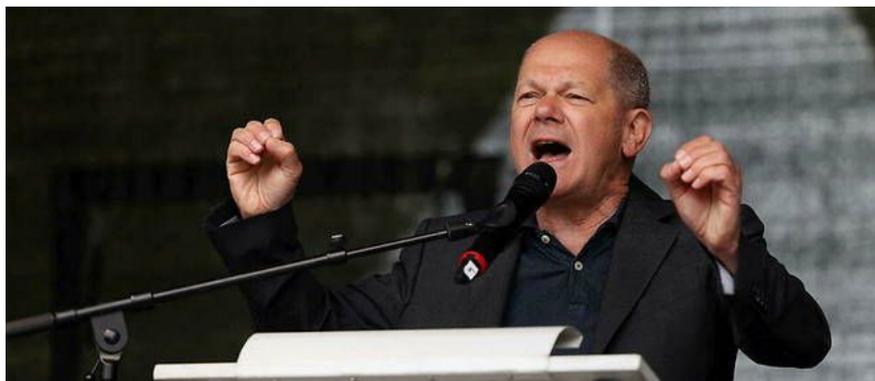
voter pour Jean-Luc Mélenchon. » Les jeunes communistes du Val-de-Marne ont manifestement été entendus : dans l'un des derniers bastions communistes d'Île-de-France, Fabien Roussel n'a obtenu que 2,54 %... contre 32,67 % à Mélenchon. **Même dans la ceinture rouge, l'ancienne gauche républicaine ne fait plus recette.**

2 mai (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/monde/guerre-en-ukraine-les-pacifistes-allemands-en-guerre-contre-olaf-scholz-02-05-2022-2473944\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/guerre-en-ukraine-les-pacifistes-allemands-en-guerre-contre-olaf-scholz-02-05-2022-2473944_24.php)

## Guerre en Ukraine : les pacifistes allemands en guerre contre Olaf Scholz

**Le chancelier doit essayer de nombreuses critiques dans son propre pays. Nombre d'intellectuels lui reprochent de vouloir continuer à envoyer des armes à l'Ukraine.**



Olaf Scholz le 1er mai. © DAVID YOUNG / DPA / dpa Picture-Alliance via AFP

*De notre correspondante à Berlin, [Pascale Hugues](#)*

Publié le 02/05/2022 à 07h30

**D**ans un pays qui, au nom du « Nie wieder Krieg ! » (Plus jamais la guerre !), s'opposa fermement durant des décennies à participer aux missions militaires internationales à l'étranger et qui, au début de la guerre, refusait encore catégoriquement d'envoyer des armes à Volodymyr Zelensky, le vote du Bundestag décidant à une forte majorité de fournir des armes lourdes à l'Ukraine est loin de faire l'unanimité. Alors qu'au début du mois d'avril, 55 % des Allemands étaient favorables à la livraison d'armes lourdes, en particulier de chars, ils ne sont plus que 45 % aujourd'hui, selon le récent sondage réalisé par l'institut Infratest. Motif principal de cette réticence croissante : la peur d'une escalade du conflit.

On assiste même à une véritable fronde parmi certains intellectuels dont le philosophe [Jürgen Habermas](#) a pris la tête. Dans une lettre ouverte publiée dans le quotidien de gauche libéral *Süddeutsche Zeitung*, Jürgen Habermas, 92 ans, estime que les Occidentaux doivent à tout prix éviter les « dangereux coups de poker ». « Si les appels à soutenir l'[Ukraine](#) sont compréhensibles et moralement justifiés, écrit-il, il ne faut pas pour autant oublier le risque d'escalade. » Jürgen Habermas loue la « réflexion et la retenue » du chancelier Scholz. Une prudence de mise pour éviter « une troisième guerre mondiale apocalyptique ».

Le philosophe n'est pas seul à protester contre la politique jugée « dangereusement belliqueuse » de la coalition « tricolore » (SPD-Verts-Libéraux) poussée dans ses retranchements par les médias. Dans une lettre à [Olaf Scholz](#), 28 personnalités de la vie publique allemande, parmi lesquelles Alice Schwarzer, l'égérie du féminisme allemand, l'acteur Lars Eidinger, le chanteur Frédéric Mey, les écrivains Juli Zeh et Martin Walser, font part de leur inquiétude et prennent la défense du chancelier qui a si longtemps hésité à valider la fourniture d'armements lourds. Les signataires de cet appel lui demandent de revenir à sa position initiale en stoppant la livraison d'armes à l'Ukraine pour éviter une escalade qui pourrait mener à un conflit mondial, voire à une guerre atomique.

**Un chancelier critiqué de toutes parts**

Olaf Scholz, qui pendant des semaines refusa l'envoi d'armes lourdes à Kiev, a été la cible de vives critiques. Les partis de coalition, tout comme l'opposition conservatrice, condamnaient ses hésitations et sa passivité en soulignant que l'Allemagne était à la traîne par rapport aux autres pays de l'Otan. Dans un discours historique prononcé fin février, quelques jours après le début de l'agression russe, Olaf Scholz avait fini par donner son feu vert à la livraison d'armes, brisant ainsi un tabou. Il promettait un « tournant historique » et annonçait qu'un fonds spécial de 100 milliards d'euros serait débloqué pour moderniser la Bundeswehr, l'armée allemande. En outre, plus de 2 % du PIB allemand serait consacré à la défense.

Les 28 signataires louent au contraire la prudence du Chancelier qui se justifiait dans une interview à l'hebdomadaire *Der Spiegel* : « Je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour éviter une escalade qui conduirait à une troisième guerre mondiale. Il ne doit pas y avoir de guerre nucléaire. » Sous la pression de l'opinion publique qui voyait dans sa position un manque de leadership, Olaf Scholz a fini par céder. « Nous espérons, écrivent-ils, que vous reviendrez à votre position initiale et que vous n'enverrez pas d'autres armes lourdes à l'Ukraine. Nous vous demandons au contraire de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour obtenir le plus vite possible un cessez-le-feu et pour trouver une solution de compromis acceptable par les deux parties. »

Dans une interview au quotidien berlinois *Der Tagesspiegel*, Edgar Serge, acteur très connu en Allemagne, estime que « nous nous focalisons uniquement sur les livraisons d'armes au lieu de penser à un cessez-le-feu. En conséquence à ces nouvelles livraisons d'armes, les victimes civiles dans ce conflit atteindront un nombre qu'aucune morale politique ne sera plus en mesure de justifier ». Ces prises de position de « quelques happy few » ont déclenché un tollé sur les réseaux sociaux. Les signataires sont accusés de vouloir livrer les Ukrainiens sans défense aux troupes de Poutine et de pratiquer le pacifisme du canapé tout en faisant preuve d'un cynisme éhonté.

À ceux qui, aujourd'hui, lors d'une grande manifestation syndicale du 1<sup>er</sup> mai à Düsseldorf, scandaient « faire la paix sans les armes ! », Olaf Scholz a répliqué que « sans armes on a aucune chance contre Poutine. Je respecte toutes les formes de pacifisme, mais je crois qu'un Ukrainien trouverait cynique qu'on lui dise aujourd'hui qu'il doit se défendre contre Poutine sans armes. Cette façon de voir les choses appartient au passé ». Le chancelier a répété que l'Allemagne continuerait tout comme les autres pays européens à apporter un soutien financier, humanitaire et à livrer des armes à l'Ukraine.

2 mai (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/elections/legislatives/francois-xavier-bellamy-il-faut-rompre-avec-les-incoherences-passees-20220501>

Le Figaro, lundi 2 mai 2022 1229 mots, p. 8

Politique

## Bellamy : « Il faut rompre avec les incohérences passées »

Pour l'eurodéputé LR, la bataille des législatives ne doit pas être guidée par des « calculs individuels » .

Galiero, Emmanuel

**LE FIGARO. - Pourquoi la droite n'a-t-elle pas « mérité » la confiance des Français, comme vous l'aviez dit ?**

**François-Xavier BELLAMY. -** C'est une longue histoire de déceptions accumulées qui a créé cette défiance, de revirements sur des sujets pourtant essentiels, au point que notre parti a donné parfois le sentiment qu'il ne voulait plus représenter ses électeurs. Il faut rompre avec les ambiguïtés et les incohérences passées : cela seul nous permettra de mériter à nouveau la confiance des Français.

**Après votre échec aux européennes en 2019, votre ligne avait été jugée trop droitière. Certains utilisent la même critique pour expliquer l'effondrement des LR en 2022. Que répondez-vous ?**

Il est temps d'ouvrir les yeux. En 2012, Nicolas Sarkozy a perdu l'élection présidentielle non parce qu'il avait tenu un discours trop ferme pendant sa campagne, mais parce que les électeurs considéraient que son action ne l'avait pas été assez. J'ai toujours assumé ma responsabilité dans la campagne de 2019, mais le résultat était aussi le symptôme du discrédit déjà profond qui pesait sur notre parti. Valérie Pécresse a fait une campagne sans doute différente de la mienne, son score n'a pas été meilleur pour autant... Je crois profondément que la ligne que nous avons tenue durant la campagne européenne - celle du réarmement industriel et agricole, de la barrière écologique, de la fermeté migratoire, de la réaffirmation de nos principes de civilisation - était celle que les Français pouvaient attendre, et les événements ont confirmé qu'elle correspondait à la réalité de l'action dont l'Europe a besoin. Les derniers scrutins disent d'abord l'ampleur du travail qui nous attend.

**Si Les Républicains n'arrivent plus à susciter la confiance, pourquoi y restez-vous ?**

Je ne me suis pas engagé aux Républicains parce que tout y allait bien, mais parce que j'ai toujours cru que le renouveau dont notre pays a besoin ne pouvait venir que de là. Cette élection l'a encore démontré, le RN est une impasse électorale : en duel face à un président majoritairement impopulaire, Marine Le Pen a perdu, de loin. Son parti reste le moyen par lequel sont réélus ceux qu'elle combat. Il me semble essentiel, même si le chemin sera long, de reconstruire la droite, pour qu'elle puisse de nouveau représenter et réunir ses électeurs, et par là **rompre avec cette malédiction démocratique qui prive la majorité des Français de se traduire en majorité politique.**

**En exprimant votre respect à l'égard de Nicolas Sarkozy, vous lui demandez en même temps de clarifier ses choix politiques. Qu'est-ce que vous n'avez pas compris dans sa prise de position ?**

Nicolas Sarkozy a toujours affirmé la nécessité d'assumer ses choix : aujourd'hui, il faut qu'il dise clairement s'il veut être un pilier de la majorité macroniste, ou s'il croit à la nécessité d'une opposition de droite. La loyauté implique la clarté.

**Lui en voulez-vous de ne pas vous avoir soutenu aux Européennes ?**

Chacun est libre et responsable de ses choix. Contrairement à certains de nos aînés en politique, je ne suis pas un homme du ressentiment, pour reprendre un mot de Nietzsche.

**Comme l'ex-président, une bonne partie des électeurs de droite n'ont-ils pas choisi Macron ?**

Beaucoup ont cru qu'il répondait à leurs préoccupations. Je pense l'inverse. Si l'on tient aux faits et aux actes plutôt qu'à la communication et aux commentaires paresseux qui alimentent le bruit médiatique, **il est manifeste que la politique menée ces dernières années est contraire aux principes qui fondent la droite, et surtout à ce dont la France a besoin : une politique d'irresponsabilité économique et budgétaire, de fragilisation accélérée de notre école, de lâcheté dangereuse sur les plans migratoire et culturel...** On a d'ailleurs vu ces dernières semaines Emmanuel Macron chercher l'électorat de La France insoumise en faisant appel à des réflexes communautaristes inquiétants, bien loin de la lutte qu'il affiche contre l'islamisme.

**Pourquoi les Français n'ont-ils pas refusé ce clivage que vous critiquiez, entre « progressistes » et « populistes » ?**

La première responsabilité est celle des partis politiques traditionnels, qui n'ont pas su se remettre en cause, il faut le reconnaître avec beaucoup d'humilité. Mais les Français n'ont pas voté pour cette affiche finale. Ce clivage s'est imposé sur nos faiblesses. **Jamais nous n'avions vu autant d'électeurs voter par défaut.** Je comprends ce réflexe de vote utile, mais il serait désespérant que notre démocratie reste éternellement piégée dans ce scénario. En votant, nous devrions pouvoir exprimer une adhésion, pas seulement chercher le moins pire.

**Comment la droite peut-elle exister dans un débat national ?**

En retrouvant des vertus peut-être trop longtemps perdues dans la vie publique : il faudra du courage, de la constance, de la persévérance, un attachement au bien commun plutôt qu'aux calculs individuels... Le macronisme est un opportunisme : si nous voulons constituer une alternative, ce doit être en renouant avec le sens de la fidélité, en refusant la démagogie, les contradictions tactiques, les facilités de communication.

**Compte tenu de l'état des Républicains, un tel objectif vous semble-t-il accessible ?**

Bien sûr. Je suis impressionné par la qualité extraordinaire de tant de personnes engagées dans ce parti. Nous avons largement de quoi reconstruire une offre politique enthousiasmante.

**Les Républicains auraient-ils encore une raison d'être s'ils chutaient à moins de 40 députés ?**

Une haie après l'autre. Ces élections législatives sont une étape décisive. Nous n'allons pas faire croire aux Français que nous pourrions imposer une cohabitation : **ce qui risque d'arriver, ce n'est pas que le président n'ait pas de majorité, mais qu'il n'ait pas d'opposition.** Je ne doute pas que les Français comprennent l'importance d'élire des députés indépendants du pouvoir, mieux que ceux qui seraient prêts à rejoindre un parti unique dans l'espoir d'y trouver un poste.

**Comment voyez-vous l'avenir de la droite ?**

Ce qui caractérise cette sensibilité politique, c'est le sens du temps long, de la responsabilité envers les générations futures, c'est le refus de l'agitation de court terme et de la consommation immédiate, la volonté de préserver quelque chose de plus grand que nous, qui nous précède et nous suivra. Le PPE m'a confié un travail sur l'avenir de la droite, que j'ai intitulé : « Pour une politique de la transmission ». Si nous croyons à cela, alors nous devons nous obliger à l'espérance que cela implique. Je le dis au lendemain d'une défaite brutale : il n'y a pas d'élection de la dernière chance. La France a des siècles d'histoire derrière elle. Elle a déjà connu beaucoup de mauvais dirigeants, elle survivra à ceux d'aujourd'hui, et à nos propres imperfections... Ce qui compte maintenant, c'est de nous remettre patiemment au travail.

**Emmanuel Macron a-t-il abîmé la politique ?**

Je le crois, oui, en s'autorisant toutes les contradictions. La politique, comme la vie, c'est l'effort de faire des choix. Cela exige de se confronter au vertige de la liberté, disait Kierkegaard, qui le résumait d'une formule : « *Ou bien, ou bien* ». Là s'éprouvent la difficulté et la force de l'existence. Promettre la confusion du « en même temps », c'est entretenir des illusions qui ne peuvent que décevoir. Les mois qui viennent risquent de le rappeler durement.

2 mai (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/elections/legislatives/legislatives-si-melenchon-et-le-pen-ont-tres-peu-de-deputes-une-confrontation-s-organisera-en-dehors-des-institutions-20220501>

Le Figaro, lundi 2 mai 2022 1033 mots, p. 6

Politique

« Si Mélenchon et Le Pen ont très peu de députés, il y aura une confrontation qui s'organisera en dehors des institutions »

Cohen, Dinah



CHLOÉ MORIN est experte associée à la Fondation Jean Jaurès.

**LE FIGARO. - Quel rôle peut avoir l'abstention dans ce scrutin ?**

**Chloé MORIN.** - Avec la règle des 12,5 % d'inscrits, la marche de la qualification au second tour des législatives est très haute. Et ce plus particulièrement quand le taux d'abstention est élevé, comme il l'a été en 2017. Les choses aussi sont rendues plus difficiles par le front des oppositions à Emmanuel Macron, qui est aujourd'hui très morcelé. Sans le vote utile, les deux blocs principaux que sont La France insoumise et le Rassemblement national vont se disperser et entraîner une déperdition des voix. Ajoutez à ça le fait que ces deux partis reposent sur des électorats sociologiquement plus abstentionnistes que les autres, avec beaucoup de jeunes et de catégories populaires, et que ce sont les seuls partis à ne pas avoir d'ancrage local.

**Est-ce pour cela que la gauche opte pour une stratégie d'alliances ?**

Jean-Luc Mélenchon en est sans doute conscient : en 2017, il avait perdu plus de 4 millions de voix entre le premier tour de la présidentielle et le premier tour des législatives. Donc sa seule chance de faire un score important, c'est d'unir toute la gauche. Avec des candidatures uniques, il peut espérer accéder au second tour dans au moins une centaine de circonscriptions. Après, c'est aux socialistes que cela pose le plus de problèmes politiquement. D'un côté, consentir à un accord davantage technique qu'idéologique peut permettre à l'appareil de passer le cap des législatives et de se reconstruire demain. De l'autre, le simple fait de sceller un accord peut impliquer une perte de crédibilité et donner l'impression aux gens que le parti abandonne durablement toute prétention à gouverner. C'est un dilemme très profond dont les arguments sont audibles des deux côtés et que l'histoire tranchera.

**Jean-Luc Mélenchon a choisi de personnaliser ce scrutin. Cela peut-il porter ses fruits ?**

**Le principal atout de La France insoumise, c'est Jean-Luc Mélenchon. Son principal handicap, c'est aussi Jean-Luc Mélenchon,** qui est à la fois une figure exceptionnelle, un orateur génial, un tacticien hors pair, mais une personnalité très clivante. Donc, au soir du premier tour, si vous arrivez avec quelques centaines de députés de l'union de la gauche qualifiés, je ne sais pas si les Français vont voir là une occasion de faire subir un revers à Emmanuel Macron ou s'ils vont rejeter l'idée de Jean-Luc Mélenchon au pouvoir. Il peut y avoir un front contre lui au second tour.

**Le parti d'Éric Zemmour, Reconquête !, peut-il survivre sans alliances ?**

Reconquête ! a engagé un match frontal avec le RN en ayant la prétention, pendant la présidentielle, de pouvoir le remplacer. Il est logique que **Marine Le Pen**, qui sort en position de force de cette élection, **ait envie de les rayer de la carte politiquement**. C'est de bonne guerre. Ils se retrouvent maintenant dans une situation où **ils ont tactiquement perdu. Ils sont à peine qualifiables dans deux ou trois circonscriptions. Tout ce qu'ils peuvent essayer de faire, c'est d'avoir 1 % des voix dans au moins cinquante circonscriptions pour accéder au financement public.**

**Les Français se prononcent dans les sondages en faveur d'une **cohabitation**. Qu'impliquerait-elle ?**

Finalement, quand on regarde les derniers mandats, on a quand même l'impression que **la cohabitation a permis une respiration du pays, une forme de correction politique en cours de route qui était plutôt saine. Les cohabitations se sont toujours bien passées, ou du moins elles n'ont pas été pires que les autres mandats.** Elles n'ont pas bloqué le pays et n'ont pas donné lieu à moins de réformes. Un Parlement plus puissant peut au contraire permettre d'aboutir à **des lois plus discutées, et donc plus acceptées et de meilleure qualité. Or, dans le modèle que l'on a actuellement, les institutions ont cet avantage de créer une majorité pour gouverner, mais elles ont aussi l'inconvénient de ne plus créer suffisamment d'acceptation dans le pays. Les oppositions sont sous-représentées à l'Assemblée, il n'y a plus de lieu de débat, de compromis.** Et, quand on atteint un niveau de colère et de frustration important, on se retrouve tout de suite dans la rue et dans la violence. **Si Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen ont très peu de députés à la fin de ce scrutin, il y aura forcément une confrontation qui s'organisera en dehors des institutions.**

**Ce scénario d'une majorité aux mains de l'opposition vous semble-t-il plausible ?**

Il y a un élan moindre d'Emmanuel Macron et un désir de revanche d'une partie de l'électorat, mais je ne crois pas à cette possibilité. En 2017, les Français ne souhaitent pas non plus que le président dispose d'une majorité, tout simplement parce qu'une majorité de gens n'avait pas voté pour lui au premier tour. **Mais la mécanique institutionnelle fait que le parti présidentiel a un avantage immense par rapport aux autres.** Et puis, oui, il y a un désir de rééquilibrage, mais il y a aussi une fatigue de cette année, qui a été épuisante, avec des débats souvent insatisfaisants. L'été approche, et les Français peuvent avoir tendance à laisser passer et se dire qu'on verra ça plus tard.

**Quels sont les défis d'Emmanuel **Macron** pour les semaines à venir ?**

Le président doit neutraliser au maximum les oppositions, et donc ne pas donner à voir les aspects les plus irritants de sa personnalité, son comportement et son projet. **Il ne doit pas trop parler de la réforme des retraites**, ne pas céder à la provocation, comme il a pu le faire parfois au cours du quinquennat précédent. Le fait qu'il prenne du temps pour choisir son premier ministre lui permet d'occuper l'espace médiatique. Ça crée du vide, car rien ne se passe, mais c'est un vide qui ne braque personne, qui ne crée pas de crispation. Finalement, Emmanuel Macron a presque intérêt à faire diversion. Il faut qu'il soit dans un registre d'humilité, de compréhension de ce qu'il se passe dans le pays, sans entrer dès maintenant dans le vif du sujet. **Pour le reste, l'effet d'entraînement et la logique institutionnelle feront sa campagne des législatives.**

## Same old rotten lot

### Lebanon goes to the polls amid its worst-ever financial crisis

The system is still rigged in favour of corrupt incumbents against a divided opposition

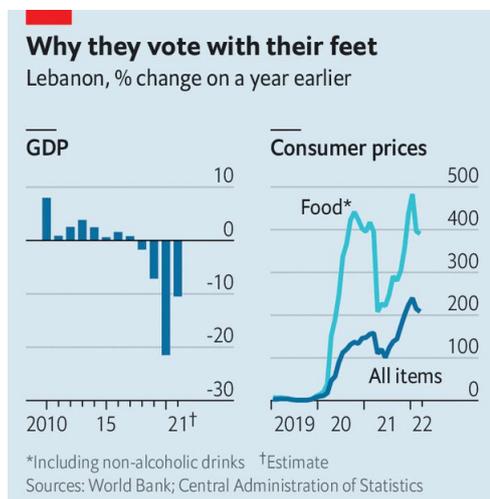


Apr 28th 2022

BEIRUT

One way to predict the future in Lebanon is to look at election billboards and imagine the opposite. The last time voters chose a parliament, in 2018, roads across the country were lined with cheery messages. “Our port will come”, read one, referring to a tourist harbour that would woo cruise ships and boost the economy. Another hailed Lebanon’s financial stability: “Currencies around us are collapsing, but our lira is firm.” In the years that followed, Lebanon’s main port was wrecked by one of the largest non-nuclear explosions ever seen (pictured above), and the lira lost more than 94% of its value.

The same pattern may apply this year. Lebanon will hold legislative elections on May 15th. Nattily dressed candidates grin from ubiquitous billboards. The most common word on them seems to be “change”. Everyone promises reform. Yet the most likely result is more of the same.



If ever there was a moment for a throw-out-the-bums vote, this should be it. **Lebanon is in one of the worst economic crises in modern history. gdp has shrunk by 58% since 2019 (see chart). Annual inflation is above 200%. The minimum wage is worth about \$1 a day. The un counts three in four Lebanese as poor.**

In a once-vibrant bit of the capital, young men dive into skips at dawn, looking for something to sell. At dusk pensioners come out to beg for spare change. **Nightfall brings an eerie darkness: most streetlights and traffic signals no longer work.** The faces on the billboards seem to be the only ones smiling.

**The rough cause of all this was the unravelling in 2019 of a state-run Ponzi scheme to support a currency peg and pay for yawning fiscal and trade deficits. But the crisis's origins go back much further.**

**The political class that carved up power after Lebanon's civil war ended in 1990 built a corrupt, inept order.** They stole billions through dodgy contracts and bribes, spending \$40bn subsidising a state-run power utility that never provided 24-hour electricity. "The government, the mps, the ministries, they are a single entity, jointly liable," says Roy Badaro, an economist. "The system is totally locked by these people, even if they're enemies politically."

A record 1,043 candidates registered to run for 128 seats in the May election (42 later withdrew). Sawti ("My Voice"), an activist group, describes 212 as "alternative" candidates with no links to the ruling elite. In the Metn district outside Beirut, for example, campaigners hope to sink Ibrahim Kanaan, an mp who has worked closely with banks to obstruct a financial-recovery plan. His main challenger is Jad Ghosn, an independent journalist known for reporting on political and economic woes.

Beirut Madinati ("Beirut, My City"), a technocratic group, is fielding 11 candidates in the capital, hoping to capitalise on anger over the port explosion of 2020. Caused by thousands of tonnes of ammonium nitrate stored improperly for years, the blast killed at least 218 people, gutting much of the city centre. No one in power was punished. Politicians have worked to obstruct the official investigation.

But translating anger into votes will be hard. Campaign-finance laws are weak and favour deep-pocketed incumbents. **Billboards alone cost as much as \$8,500—beyond the reach of a grassroots campaign.** Independents have tried to spread their messages on social media instead. **Vote-buying is legal. With so much of the population in desperate circumstances, it may be easier for party bosses to buy support.**

Some 244,000 expats have registered to vote, three times as many as in 2018. Some activists hope the diaspora will be less likely to back sectarian parties. But many expats have still not got instructions on how to vote. Embassy budgets have shrunk amid the crisis (diplomats have been told to watch their toilet-roll consumption).

**With widespread blackouts due to fuel shortages, ballots may literally be counted in the dark.** Bassam Mawlawi, the interior minister, says **the electricity firm asked for \$16m to power polling places, more than the entire election budget. In the past votes have been counted fairly; some fear that will not be the case this time.**

The opposition has also made missteps, chiefly its failure to run a unified slate. Charbel Nahas, a leftist former minister, has backed scores of candidates. In most areas, though, they are competing against one or two other "alternative" lists, as well as the old established parties.

**Lebanon's complex electoral law, which even many voters do not understand, mixes sectarian quotas with a proportional-list system.** But parties that fail to meet a minimum threshold win no seats. The competing lists will split the opposition vote.

**Some reformers want to make the election a referendum on Hizbullah, the Shia militia-cum-political party that is a powerful defender of the sectarian system.** That has led to dalliances with figures from the old guard, such as Samy Gemayel, the boss of Kataeb, a Christian party with paramilitary links. Others refuse to co-operate with parties of the old era.

Expectations are low. Some campaigners say four or five independent mps would count as a victory.

**Hizbullah** retains deep support among its co-religionists and remains the strongest armed force in Lebanon; it will not be voted into irrelevance.

Election night is an anticlimax, as the work of forming a government invariably drags on long after. **The last election was followed by nine months of horse-trading.**

**Under Lebanon's sectarian power-sharing system, the prime minister must be a Sunni Muslim.** Yet it is unclear who will lead that community after the election. Najib Mikati, the prime minister since September, is not on the ballot. Nor is Saad Hariri, who spent two terms in the post: his Future Movement is not fielding any candidates. **By October parliament must also pick a president to replace Michel Aoun, whose six-year term is ending.** With so much uncertainty around two of the top three jobs, **it may take months to reach consensus on a new government.**

Lebanon has no time to waste. On April 7th the **imf** signed a tentative agreement which could include a \$3bn loan. To unlock that money, however, Lebanon will have to start restructuring the banks. Parliament has yet to pass a capital-controls law or overhaul bank-secrecy regulations, among many other unfinished tasks.

**It is hard to be optimistic about the vote.** Many Lebanese with money or foreign passports have left. Many less fortunate are trying to follow. On April 23rd a boat carrying migrants illegally towards Cyprus capsized. At least seven people died and dozens more are missing. **A survey by Arab Barometer, a pollster, found that 48% of Lebanese (and 63% of young ones) want to emigrate.** Whatever happens at polling stations in May, **many Lebanese will continue to vote with their feet**

1 mai (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/america-is-now-thinking-of-winning-the-war-in-ukraine/21808960>

## The West pushes for “victory” against Russia in Ukraine

America and Britain signal a new mindset, but the endgame is unclear



Apr 30th 2022 | WASHINGTON, DC

“We gotta move at the speed of war,” declared Lloyd Austin, America’s defence secretary, as he signalled a new, more intense phase in the West’s effort to help Ukraine repel Russia’s invasion. **It involves providing more and heavier weapons, sustaining the effort for months and, above all, embracing the belief that Ukraine can now “win”.**

America’s novel sense of purpose was apparent after Mr Austin and Antony Blinken, the secretary of state, returned from a furtive visit to Kyiv on April 24th. **The Ukrainians, Mr Austin said, “have the mindset that they want to win; we have the mindset that we want to help them win.”** What is more, he said, **“We want to see Russia weakened to the degree that it can’t do the kinds of things that it has done in invading Ukraine.”**

**This was a notable change of tone and ambition.** In London on April 27th, Liz Truss, Britain’s combative foreign secretary, echoed the sentiment. “Ukraine’s victory is a strategic imperative for all of us,” she declared. The West had to be “prepared for the long haul”. **And on April 28th President Joe Biden proposed a new law authorising the government to sell assets seized from Russian oligarchs under various sanctions and use the proceeds to help Ukraine.** Despite serious worries about due process, this extraordinary measure seems likely to be supported by Congress after the House backed a similar, non-binding bill by 417 votes to 8.

To turn such talk into reality is harder. Mr Austin hosted a gathering in Germany on April 26th of some 40 countries to rally more military support for Ukraine. They included not just nato allies but friends from Asia, the Middle East and Africa. It will meet monthly. **Already there has been a shift in the weapons being given to Ukraine: not just portable anti-tank arms but now armoured vehicles, tanks and howitzers; not just Stinger shoulder-fired anti-aircraft missiles but also parts for fighter jets** (and some talk of sending aircraft, too). **Germany**, reversing its refusal to provide heavy weapons, announced it would be sending 50 Gepard anti-aircraft armoured vehicles, which would be useful in shooting down low-flying aircraft and drones.

America says the heavier equipment is needed in the next stage of the war. Having given up on taking Kyiv, Russia has massed its troops in the south and east, where the terrain is more open. Ukraine thus needs “long-range fires” and the ability to manoeuvre. Ukrainian officials say they do not yet have enough to go on the offensive.

Russia has been making slow progress. It has taken over a succession of villages and has all but established an eastern land corridor between Crimea and Donbas (regions it conquered in 2014), although a pocket of Ukrainian soldiers is still holding out in the Azovstal steel plant in the devastated port city of Mariupol. **Russia may be hoping to take enough land to declare success by May 9th, when Russia celebrates Victory Day, marking the Soviet Union's defeat of Nazi Germany.**

**It may want to go further.** Rustam Minnekayev, deputy commander of Russia's central military district, recently said **the aim is to take control of all of southern Ukraine.** If so, Russia still intends to seize a western land corridor to link Crimea to the enclave of Transnistria, a Russian-backed separatist region of Moldova, on Ukraine's western border. This seems a much taller order, requiring Russia to take Mykolaiv and Odessa, where Ukrainian defences have been strengthened.

That said, mysterious bombings in **Transnistria**, held by some 1,500 Russian soldiers, have caused jitters. Local authorities said two antennae broadcasting Russian radio were blown up on April 26th, a day after an attack on the region's state security ministry. The pro- eu Moldovan government suspects these are **false-flag incidents** staged by Russia to destabilise it. In southern Russia, meanwhile, Ukraine has made little effort to disguise its role in "payback" attacks against fuel- and weapons-storage facilities—a move endorsed by a British junior defence minister.

**For all the talk of winning, the West's aims are unclear.** Ms Truss speaks of "going further and faster to push Russia out of the whole of Ukraine". **Mr Blinken is more cautious. He has spoken of the need for a cease fire, and has said that "the end-state should be determined by the Ukrainians as a sovereign, independent country."**

The un Secretary-General, António **Guterres**, visiting Kyiv after going to Moscow on April 26th, tweeted: "The sooner this war ends, the better—for the sake of Ukraine, Russia, and the world." His spokesman said Russia had agreed in principle to let the un help evacuate civilians from Mariupol. But his efforts have angered Ukraine, which says he should have gone first to Kyiv to see evidence of Russia's atrocities. For its part, Russia is trying to divide the European allies through a combination of threats, such as warning of the danger of a nuclear exchange, and applying economic pressure by cutting off gas supplies to Poland and Bulgaria on April 27th.

Many experts now see parallels with the "winter war" of 1939-40, when Finland fought off the Soviet Union for months but was ultimately forced to cede territory and for decades afterwards had to maintain a precarious neutrality. **"I used to think the winter war was the best that Ukraine could achieve. I now think it's the best Russia can achieve,"** says Dan Fried of the Atlantic Council, a think-tank in Washington. **"Another scenario is possible: the defeat of Imperial Russia by the Japanese in 1905."** If there is a partition, he argues, it is unlikely to be a stable peace but, more probably, a dangerous armed truce.

1 mai (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2022/04/30/frances-re-elected-president-prepares-for-a-tough-second-term>

Macron rolls up his sleeves

## France's re-elected president prepares for a tough second term

### A new government, and a new governing style



Apr 30th 2022 | PARIS

Standing before the illuminated backdrop of the Eiffel Tower on election night, [Emmanuel Macron](#) made history, and then a promise. In a run-off vote on April 24th that defied modern precedent, the 44-year-old centrist president was re-elected with 58.5% of the vote. He roundly defeated the nationalist-populist Marine Le Pen, who secured 41.5%. Mr Macron is now the only sitting president with a governing majority since the Fifth Republic was established in 1958 to [have been re-elected](#) by direct universal suffrage.

Listen to this story. Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

It was a personal triumph for Mr Macron, who has run for election only twice: each time for the presidency, each time with success. His fledgling political party, now called La République en Marche (Irem), was set up just six years ago. The last time the French re-elected an incumbent—Jacques Chirac in 2002—Mr Macron was a student intern in Nigeria, studying at the Ecole Nationale d'Administration.

It was also, at least partially, a victory for centrist, broadly liberal, pro-European politics [over the forces of nationalism and populism](#). Mr Macron framed the run-off vote as one for or against tolerance, freedom and the European Union. On election night, he emerged to the strains of the eu anthem, and his supporters waved the eu flag. Ms Le Pen called it a choice between the people and the “globalist” Parisian elite. In the end, 42% of the 7.7m voters who preferred the radical-left Jean-Luc Mélenchon in the first round backed Mr Macron in the second, according to an Ipsos poll; only 17% of them went for Ms Le Pen.

The result, though, also [carried a warning](#). In 2002 Ms Le Pen's father, Jean-Marie Le Pen, scored a mere 18% in the presidential run-off. In 2017, when Mr Macron defeated Ms Le Pen for the first time, she nearly doubled that result, securing 34%. Now, even in defeat, she has never come so close to winning the highest office.

Indeed at Mr Macron's victory rally the mood was one of relief, not euphoria. “I'm just so thankful it's not Marine Le Pen,” said Léa, a 23-year-old student out celebrating with friends. “We were really worried she might win.” When Mr Macron took to the stage, he stressed the point: “I know that many citizens voted for me not in support of my ideas but to keep out those of the far right.” Hence the promise he made that night: of a “new era”, of “five better years” not just five more years, with a more inclusive and consultative governing style.

As he prepares for a second term, Mr Macron faces two challenges. First, second-round voting patterns reflected a deeply fractured France. Fully 85% of the electorate in Paris backed Mr Macron. In the village of Auchy-les-Mines, in the former mining basin of the north, 69% voted for Ms Le Pen. Thanks to campaign promises to ease the cost of living and stand up for the downtrodden, Ms Le Pen pushed out of the rustbelt of the north and east, and her party's old stronghold in Provence and the Riviera, into many rural and semi-rural parts. Mr Macron will need to find a way to speak to the people of disaffected France, and show that he is governing for them too.

Second, ahead of legislative elections on June 12th and 19th, Mr Macron faces a virulently hostile opposition, which calls him a president "by default". The moment the result was out, Mr Mélenchon declared him "the most poorly elected" modern president. This is on the grounds that turnout, at 72%, was three points below that in 2017 and the lowest since 1969—although still higher than at recent national elections in America and Britain. Moreover, argues Mr Mélenchon's camp, since the left was "forced" to vote for Mr Macron, the president lacks a real mandate. To try to block him, Mr Mélenchon is calling for a "popular union" of the left for the legislative elections. His campaign poster says simply: "Mélenchon, prime minister".

Winning in June will be crucial if Mr Macron is to shrug off such charges and press ahead with reform, such as his plan to raise the retirement age from 62 years to 64 or 65. Mr Macron's Irem and allied parties currently hold 60% of the seats. Since France in 2000 shortened the presidential term to match the parliamentary one, voters have backed each president with a legislative majority. "The constitutional logic is for us to win another majority, but it will be really hard work, and we will have to fight constituency by constituency," says Roland Lescure, an Irem deputy.



The Economist

The toughest rival could well be Mr Mélenchon, but only if he manages to reach a deal with the Greens and Socialists. Given their differences over such things as the eu and arming Ukraine (he is sceptical about both), this is by no means guaranteed; the wounded Socialists seem keener than the Greens. Ms Le Pen, meanwhile, is expected to win a lot more than her current total of seven seats, although the two-round voting system does not favour her party. For their part, the Republicans stand to lose a chunk of their 101 seats. Their presidential candidate, Valérie Pécresse, came in a humiliating fifth place, and they have ruled out any electoral alliance with either the nationalists or Irem.

The most likely scenario, says Vincent Martigny, at Sciences Po university, is another majority coalition of Irem and allies. This would include a movement created by Edouard Philippe, Mr Macron's ex-Republican former prime minister. Behind-the-scenes bargaining for constituencies is now under way. Mr Macron says he will shortly name a new prime minister, to replace Jean Castex. As ever, he has kept his choice secret, hinting only at his preference for someone with a record on green and social issues. Elisabeth Borne, his labour minister, is one name circulating.

Even so, the real opposition could emerge on the streets. That is why Mr Macron's promise to govern differently could determine whether he can forge a consensus about change, rather than dictate it from on high. He has now defeated the forces of populism twice. For this, history will judge him well. But he will now have to fight his own instinct to take all decisions himself. And he has his work cut out if he is to renew the appeal of liberal politics, and reverse that of the extremes.

## 1 mai (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/05/01/426599-la-baisse-du-pouvoir-d-achat-resulte-de-la-politique-monetaire>

- ÉCONOMIE INTERNATIONALE

- 1 mai 2022

# La baisse du pouvoir d'achat résulte de la politique monétaire

## Simone Wapler

La baisse du pouvoir d'achat est aujourd'hui le prix à payer pour l'interventionnisme inepte : monétaire, économique, climatique.



Christine Lagarde nov 2019 by Martin Lamberts European Central Bank(CC BY-NC-ND 2.0)

Le moral des ménages est en chute libre en raison de l'inflation et la consommation devrait s'en ressentir.

Le commentaire du Figaro sur l'inflation est un bon résumé de la pensée unique du moment :

« L'invasion de l'Ukraine par la Russie a en effet frappé de plein fouet les marchés internationaux des hydrocarbures mais aussi des matières premières agricoles, et accentué la pression sur les prix, qui était déjà forte depuis plusieurs mois en période de redémarrage très rapide de l'économie en période post-Covid. »

La hausse des prix aurait donc des causes exogènes pour reprendre le jargon prétentieux à la mode. Pas de chance, madame Michu, si votre panier de la ménagère est impacté par le covid et l'infâme Poutine ; nous, politiciens attachés à vous protéger, n'y sommes pour rien...

Pourtant l'inflation (hausse généralisée des prix) est bien le résultat direct de la politique monétaire conduite par la Banque centrale européenne depuis les crises de 2008 (crédit *subprime*), 2012 (Grèce) et 2020 (covid).

Le mot important de l'expression *politique monétaire* est *politique*. La création de l'euro poursuivait d'ailleurs une ambition politique dépassant celle d'un marché commun sans barrière douanière : une union monétaire, prélude à une intégration politique visant à terme à une confédération.

L'euro – comme le dollar, le yen, la livre, le franc suisse – est une monnaie fiduciaire, qui ne repose que sur la confiance. Le système monétaire et bancaire de l'euro – comme celui de toutes les autres devises – repose sur un principe de réserves fractionnaires dans les banques. Les banques prêtent bien plus que leurs dépôts (au moins dix fois plus) et fabriquent ainsi de la monnaie. Dans ce système, on dit que « *les crédits font les dépôts* ». Par exemple, le crédit immobilier d'un acheteur se transforme en dépôt sur le compte bancaire du

vendeur. La politique monétaire consiste à déterminer le rythme de création de crédit. Plus les taux d'intérêt sont élevés, plus le robinet est serré. Et inversement...

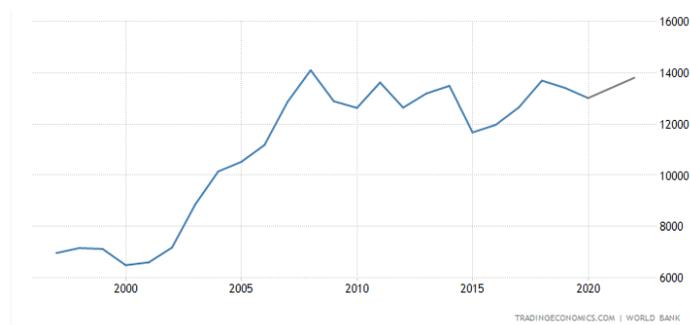
## Quand l'ultralibéralisme refuse la faillite

En 2008 est né le concept de « [trop gros pour faire faillite](#) » et la politique monétaire a consisté à sauver les banques qui avaient trop prêté. De la monnaie fraîche fut remise dans le circuit par les banques centrales en échange de créances bancaires pourries.

En 2012, confronté à la [faillite publique de la Grèce](#), Mario Draghi, alors à la tête de la Banque centrale européenne, a indiqué qu'il ferait « *tout ce qu'il faut* » (*whatever it takes*) pour sauver l'euro. « Tout ce qu'il faut » consistait pour la Banque centrale européenne à racheter massivement les dettes publiques émises par les États faibles pour empêcher les taux d'intérêt de monter. De la monnaie fraîche fut à nouveau remise dans le circuit, cette fois en échange d'obligations d'État pourries.

Depuis lors, de l'argent gratuit (prêts à taux zéro et « *quoi qu'il en coûte* » selon l'expression de Bruno Le Maire) est en permanence injecté dans le système financier ; il s'agit de monnaie qui ne correspond à aucune richesse supplémentaire créée.

### Évolution de l'économie de l'Eurozone (PIB)



Source [Tradingeconomics](#)

### Évolution de la masse monétaire de l'Eurozone



Source : [Tradigeconomics](#)

Ces graphiques nous disent très simplement que depuis la crise de 2008, le PIB de l'eurozone stagne tandis que la masse monétaire a doublé.

Si pour la même quantité de produits et services (PIB), il y a deux fois plus de monnaie, les prix de ces produits et services augmentent.

Selon le principe connu de l'[effet Cantillon](#), l'inflation est longue à se propager à tous les prix. La hausse a d'abord touché les produits financiers et l'immobilier, les cercles d'affaires les plus proches de la source de la création monétaire...

Ce n'est qu'aujourd'hui que l'onde se propage aux prix de l'énergie et de la vie quotidienne et que le problème de pouvoir d'achat dépasse celui du renchérissement de l'immobilier.

## **Politique monétaire, politique économique, politique énergétique : les trois torpilles de notre pouvoir d'achat**

Comme si la politique monétaire ne suffisait pas à nous ruiner, les politiques économique et énergétique complètent le travail de sape.

Par leurs continuelles distorsions (taxations de ce qui est rentable, subventions de ce qui ne l'est pas) les politiques économiques minent la productivité. La politique anti-économique que constitue le blocage des prix – on casse le thermomètre pour faire disparaître la fièvre – ne fait qu'aggraver la situation.

La politique énergétique (désormais pompeusement baptisée « lutte contre le changement climatique ») contribue à renchérir les prix de l'énergie. Sans parler des sanctions économiques prises à l'encontre de la Russie qui pénalisent d'abord les centaines de millions de citoyens des pays non directement impliqués.

Jamais par le passé avons-nous vu une transition énergétique forcée. La force animale ou humaine, puis la vapeur (produite par le charbon), puis l'électricité, puis les moteurs à combustion interne alimentés par les hydrocarbures : chaque énergie détrônait l'autre dans la mesure où elle se révélait plus efficace là où elle était utilisée et donc plus rentable que l'ancienne. Aujourd'hui, sous la pression des gouvernements, nous sommes contraints de remplacer des énergies rentables par des énergies lourdement subventionnées et à production intermittente (éolien, solaire).

La baisse du pouvoir d'achat est aujourd'hui le prix à payer pour tout cet interventionnisme inepte : monétaire, économique, climatique.

Les Français qui votent Macron, Le Pen, Mélenchon et autres veulent toujours plus de ces politiques contraires à leurs intérêts. Pourtant, la seule politique qui permette la prospérité est celle qui protège la liberté, la propriété et la sécurité de chacun sans tricher avec la monnaie, les prix et la rentabilité. Ce qui n'est pas rentable doit faire faillite, c'est la loi du capitalisme. Mais évidemment, rien n'empêche que chacun finance à fonds perdus ce qu'il estime être une bonne cause.

J'explique dans mon dernier livre – [Du sumérien au bitcoin : dettes et crises monétaires](#) – comment la mauvaise gestion des crises actuelles va déboucher sur la crise ultime : la crise monétaire. Pour comprendre ce qui nous attend, l'expérience en cours au Liban est à méditer.

1 mai (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/monde/le-systeme-politique-americain-est-en-train-de-s-effondrer-30-04-2022-2473835\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/le-systeme-politique-americain-est-en-train-de-s-effondrer-30-04-2022-2473835_24.php)

## « Le système politique américain est en train de s'effondrer »

L'intellectuel canadien Stephen Marche prédit une explosion inévitable des États-Unis. Il développe cinq scénarios catastrophes et comment les éviter.



L'invasion du Capitole en janvier 2021 a marqué les esprits. © SAUL LOEB / AFP

*De notre correspondante aux États-Unis, [Claire Meynial](#)*

Publié le 30/04/2022 à 19h00 - Modifié le 30/04/2022 à 19h02

**L**a fermeture du pont fissuré dans une petite ville déclenche des affrontements, la présidente des États-Unis est assassinée par un jeune radicalisé, un ouragan dévaste New York... Voilà les étincelles qui, selon Stephen Marche, journaliste et essayiste canadien établi aux États-Unis, pourraient déclencher la prochaine guerre civile tant le pays est divisé, armé, inégal. Il envisage aussi la séparation des États, plus du tout unis, à l'amiable. Son livre *The Next Civil War (La Prochaine Guerre civile* ») commence par ces phrases : « Les États-Unis touchent à leur fin. La question, c'est de savoir comment. »

Sans une réforme en profondeur de certaines institutions qu'il juge obsolètes, par exemple le collège électoral, il soutient, comme nombre d'experts publiés cette année, que l'explosion est inévitable. Son propos est étayé d'interviews de militaires qui ont travaillé sur des hypothèses d'éruptions violentes et de reportages où la réalité, comme souvent aux États-Unis, n'est pas loin de la fiction et rend l'implosion plausible. Le 20 avril, le Capitole a été évacué quand un avion a survolé une zone interdite avant de larguer six parachutistes de l'armée au-dessus d'un stade pour une démonstration précédant un match de baseball, rappelant l'un des scénarios du livre.

**Le Point :** Avez-vous pensé à votre quatrième chapitre en voyant le Capitole évacué après le survol d'un avion ?

**Stephen Marche :** Non, je n'ai même pas remarqué. En écrivant ce livre, j'ai appris qu'on pouvait être happé par les anecdotes qui, chaque jour, jalonnent l'effondrement américain. Mais il est préférable de se concentrer sur la tendance de fond. Il y a des problèmes structurels qui requièrent des solutions profondes. Quand le 6 janvier est arrivé [l'attaque du Capitole l'an dernier par des partisans de Donald Trump qui voulaient renverser le résultat de l'élection de 2020, NDLR], je m'y attendais totalement et je ne pense pas que c'était le « Grand Jour ». C'était l'équivalent de l'attentat contre le World Trade Center en 1993 : mal préparé, peu financé. Il y avait moins d'armes que je ne le pensais. Ce sera différent la prochaine fois. La vraie question, c'est celle d'un système politique en train de s'effondrer et qui ne sera plus une vraie démocratie dans 20 ans.

## **Pourquoi dans 20 ans ?**

En 2040, 50 % du pays contrôlera 85 % du Sénat [chaque État est représenté par deux sénateurs, indépendamment de son poids démographique, ce qui avantage les États peu peuplés, NDLR]. Mais il est déjà impossible de nommer une juge à la Cour Suprême sans qu'elle soit traitée de pédophile et on fait tout un plat de la loi *Build Back Better* [le grand projet d'investissements de Joe Biden, NDLR] qui, dans toute autre démocratie, s'appellerait un budget. Le gouvernement responsable, voilà ce que les États-Unis sont en train de perdre.

## **Quelles ont été les réactions à votre livre aux États-Unis ?**

Il a été très bien accueilli, alors qu'il soutient une thèse que personne n'a envie d'envisager. De la même façon que les Américains ne pensaient pas que la première guerre civile arriverait [la guerre de Sécession de 1861-1865, NDLR], et que le Nord était si peu préparé que ses dirigeants sont allés en Europe pour se procurer des armes.

Il faut une deuxième république américaine, ce qui n'a aucune chance d'arriver à court terme.

## **Peut-on faire peser le poids de ce risque de guerre civile sur la seule droite ?**

On peut dire que les États-Unis sont hyperpartisans : à mesure que certains sont de plus en plus à droite, d'autres sont de plus en plus à gauche, ce qui engendre de l'extrémisme des deux côtés et conduit au chaos politique. Mais on ne peut pas nier que les forces croissantes de l'autoritarisme, qui constituent la vraie menace, viennent de la droite. Il y a un vaste groupe organisé à droite, avec une aile armée et une aile politique, qui souhaite la fin de la démocratie. Et c'est faux de dire la même chose de la gauche. En revanche, le déclin des institutions dépasse les partis. La réalité démographique et politique est que la Constitution est obsolète. Il faut une deuxième république américaine, ce qui n'a aucune chance d'arriver à court terme.

## **Parce que les Américains vénèrent leur Constitution.**

Comme un document religieux, à droite comme à gauche. Je suis canadien, notre Constitution date de 1822, elle est écrite dans un anglais courant, que tout le monde peut lire. La Constitution américaine est du pur génie, brillante, mais c'est un document du XVIII<sup>e</sup> siècle et elle ne reflète pas la réalité contemporaine.

## **Avez-vous vu l'occupation d'Ottawa par les camionneurs canadiens comme une contagion de cette droite américaine ? Le convoi était très influencé par les théories du complot de QAnon.**

Et moins d'un tiers des financements étaient canadiens, donc oui, le chaos américain s'est répandu dans nos vies. Les adeptes de QAnon représentent à peu près 30 % des Américains, ce qui correspond au taux des antivax. Mais ils existent depuis environ 2008, où trois choses se produisent. Primo, la crise de l'immobilier et la dépossession de la classe moyenne américaine. La promesse de la prospérité s'évanouit. Secundo, avec l'élection d'Obama, c'est la fin d'une certaine iconographie blanche et le début de la peur du grand remplacement. Tertio, il y a l'échec de l'intervention américaine en Irak. On ne peut plus prétendre que les États-Unis sont une force bienveillante qui œuvre pour un monde meilleur. Beaucoup de mythes meurent en 2008.

## **Le mythe d'un pays blanc, pourtant construit au détriment des populations indiennes d'Amérique puis grâce aux esclaves arrachés à l'Afrique, est cependant solide.**

Tout pays a son mythe. Mais les États-Unis sont bien plus métissés que tout autre pays occidental. Le Canada est blanc à 78 %, les États-Unis, à 55 %. Dès 2040, les Blancs y seront une minorité. Et, lorsqu'un groupe ethnique se sent menacé par l'essor d'un autre, c'est une cause énorme de violence politique. C'est l'explication la plus puissante de ce qui se passe aux États-Unis en ce moment. L'Amérique, c'est 300 millions de personnes. C'est aussi un pays bien plus ouvert que tout autre au monde, qui accueille plus d'idées. Chacun peut lancer sa propre religion ! Cette capacité unique à tolérer la différence, comme quelque chose qui doit, en soi, être célébré, est ce qui l'a rendue si belle, mais aussi ce qui la déchire.

## **Y a-t-il un scénario que vous avez laissé de côté et que vous pourriez nous raconter ?**

J'avais écrit un chapitre qui décrivait ce qui s'est passé le 6 janvier 2021 au Capitole ! Je l'ai supprimé puisque c'est arrivé. Pourtant, quand j'ai commencé à écrire ce livre, d'abord sous la forme d'un article en 2017, on m'a accusé d'être alarmiste. Les rédacteurs en chef m'ont dit : « Tu ne crois pas que ça puisse arriver, quand même ! » Parce que ce pays est si riche. Il y a quelques années, je suis allé au Sénégal puis dans l'Ohio. Il y avait des hot-dogs à 2 dollars et, en appuyant sur un bouton, on avait de la viande hachée à volonté. Je me demandais comment expliquer aux Sénégalais que les plus pauvres aux États-Unis étaient des gens qui mangeaient du bœuf sortant du mur. Mais les révolutions, les guerres et les guerres civiles arrivent aussi dans les pays les plus développés et les plus riches.

## **Quelle est la probabilité de vos scénarios ?**

Certains sont plus solides que d'autres. Les modèles économiques sont très peu fiables. Personne n'aurait pu prévoir que la Bourse monterait en pleine pandémie. Mais les modèles environnementaux sont extrêmement solides. Le premier, celui du pont, est tiré de l'« Éventail complet des opérations sur le sol américain » (« Full Spectrum Operations in the Homeland ») de l'US Army. C'est le plan de bataille qu'un colonel m'a expliqué. Les experts estiment la probabilité d'un effondrement des États-Unis à 67 %. J'ai vraiment essayé de ne pas exagérer. Je m'en suis tenu à ce que je savais, je n'ai pas donné de date.

Ce qui va se passer autour de l'avortement cet été peut mal tourner.

## **La guerre contre un ennemi commun, Vladimir Poutine, peut-elle ressouder les Américains ?**

Tout est vu au travers d'un filtre partisan. Pour le 6 janvier, cette relecture a pris à peine six heures. Le fait qu'à la cérémonie en l'honneur du garde tué au Capitole seuls deux élus républicains sont venus veut tout dire. Cet homme est mort pour les protéger, eux et les institutions politiques, et ils ne sont pas capables de lui témoigner la plus infime marque de respect. Rien ne peut les tirer de cette dérive hyperpartisane. La sonnette d'alarme a été tirée le 6 janvier et cela n'a rien changé. Voilà pourquoi je ne pense pas qu'un ennemi extérieur puisse changer quoi que ce soit. Je cite Abraham Lincoln au début du livre : « À quel moment faut-il s'attendre à l'approche du danger ? Je réponds, si jamais il nous parvient, il doit surgir parmi nous. Il ne peut venir de l'étranger. Si la destruction est notre lot, nous devons nous-mêmes être son auteur et finisseur. En tant que nation d'hommes libres, nous devons survivre aux aléas du temps ou mourir par suicide. »

## **Beaucoup pensent que même un événement comme l'attaque du 11 septembre 2001 échouerait à rassembler les Américains tant les lectures en seraient divergentes.**

Je n'en doute pas un instant. Que ferait QAnon du 11 Septembre ? Il n'y aurait sûrement pas d'unification autour d'une menace commune. C'est l'évidence, il y a eu une pandémie qui demandait une participation négligeable de la population : porter un masque et se faire vacciner. Et les Américains ont été incapables de voir cela comme autre chose qu'une opportunité de se déchirer.

## **Y a-t-il des étapes qui vous inquiètent ? La loi fédérale autorisant l'avortement a de fortes chances d'être annulée cet été, ce qui va encore plus séparer les États, qui adopteront leurs propres lois. Les élections de mi-mandat, en novembre, promettent un moment de tension, de même que la présidentielle de 2024.**

Ce qui va se passer autour de l'avortement cet été peut mal tourner. L'Oregon a déjà dépensé 50 millions de dollars pour des centres d'avortement à la frontière de l'Idaho, qui a voté la loi l'interdisant après 6 semaines. La Californie se prépare à accueillir ce que l'on peut appeler des réfugiées médicales. Et le Missouri tente de faire voter une loi qui punira celles qui se feront avorter dans un autre État. Cela fracture le pays exactement comme la précédente guerre civile. À l'époque, l'incapacité à rassembler les États sur la question de l'esclavage a causé la division. Mais, s'il fallait choisir une date qui m'inquiète vraiment, je dirais 2040, l'année où la majorité blanche de la population devient minorité et où le Sénat n'est plus une institution démocratique. Et Dieu sait où en sera le changement climatique.

## **Dans ce contexte, que penser de cette classe politique très âgée ?**

Ces gens sont totalement investis dans le système actuel, on ne peut pas leur dire que l'Amérique est cassée, que le Sénat est cassé. On ne peut pas expliquer à ceux qui ont grandi en pensant que l'Amérique était la solution à l'Histoire que ce n'est plus le même pays. Que, comme tout autre, il a des moments d'intégration et de désintégration. Et que celui de la désintégration, c'est maintenant. Les candidats probables en 2024 sont Bernie Sanders, Joe Biden et Donald Trump. Ce n'est pas normal, ils auront presque tous 20 ans de plus que l'âge de la retraite. C'est un symptôme.

***The Next Civil War : Dispatches from the American Future*, de Stephen Marche – non traduit  
– (Simon & Schuster, 256 p., 18,50 €)**

1 mai (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/historiker-peter-hoeres-moralischer-furor-im-umgang-mit-russland-17993383.html?premium>

UMGANG MIT RUSSLAND:

## Zwischen Bestialisierung und Unterwerfung

- VON PETER HOERES
- -AKTUALISIERT AM 30.04.2022-17:21



Propaganda wirkt: Dieses Plakat von Harry Ryle Hopps trug dazu bei, in den Vereinigten Staaten von Amerika die Stimmung für einen Eintritt in den Ersten Weltkrieg zu wenden. Bild: Picture Alliance

Moralischen Furor vermeiden: Was aus dem Ersten Weltkrieg und von der Ostpolitik unter Willy Brandt für den Umgang mit Russland zu lernen ist. Ein Gastbeitrag.

**Der Krieg geht gegen Barbaren und Kriegsverbrecher. So äußerte sich kurz nach Kriegsbeginn am 8. August 1914 der französische Philosoph Henri Bergson, Präsident der Académie des Sciences Morales et Politiques: „Der begonnene Kampf gegen Deutschland ist der eigentliche Kampf der Zivilisation gegen die Barbarei.“** Ähnlich aggressive Töne in Frankreich und Großbritannien, aber auch aus neutralen Staaten, folgten zuhauf. Die deutschen Gelehrten, die sich bis dahin Wertschätzung erfreut hatten, reagierten darauf bestürzt und einigermassen hilflos. So versuchte der Philosoph Rudolf Eucken, immerhin der zweite deutsche Literaturnobelpreisträger, den Barbarenvorwurf an die Adresse der Feinde zurückzugeben. Er stellte den deutschen Kampf gegen den russischen „asiatischen Despotismus“ in die Kontinuität europäischer Freiheitskämpfe, wie sie die Griechen gegen die Perser und das europäische Mittelalter gegen die Hunnen und Mongolen ausgefochten hätten. Erfolg waren dieser Antwort und anderen Repliken wie dem Manifest 93 führender deutscher Intellektueller („An die Kulturwelt!“), das Vorwürfe gegen die deutsche Kriegsführung bestritt, kaum beschieden.

### Die Legende von abgehackten Kinderhänden

Nach dem Bruch der belgischen Neutralität und dem deutschen Einmarsch hatte sich die moralisch aufgeladene Kritik zur Hasspropaganda verschärft. Die deutschen „Hunnen“ wurden als Bestien und Kriegsverbrecher gezeichnet, an deren Spitze der Weltfeind in Gestalt des Kaisers stehe. Das Vorrücken der deutschen Armeen musste laut Schlieffen-Plan zügig vorangehen, sollten die Umfassung der französischen Streitkräfte und eine rechtzeitige Verlegung von Truppen nach Ostpreußen gelingen, wo die russischen Armeen eingefallen waren.

Die belgische Gegenwehr war trotz eines vorangegangenen Ultimatums heftiger als erwartet. Dabei kam es auch zu völkerrechtswidrigen Überfällen von Franc-tireurs auf deutsche Truppen. Diese reagierten hart, es wurden in Belgien und Nordfrankreich etwa 6500 Zivilisten erschossen. Die alliierte Propaganda erfand die Legende von abgehackten Kinderhänden, deren wahrer Kern sarkastischer Weise auf Belgisch-Kongo zurückzuführen ist, und von Leichenfabriken, in denen die Deutschen angeblich Seife herstellten.

Der deutsche U-Bootkrieg heizte das Klima weiter an. US-Präsident Woodrow Wilson benötigte, nachdem er im Wahlkampf 1916 noch versprochen hatte, sein Land aus dem Krieg herauszuhalten, 1917 eine moralische Mobilisierung für den Kriegseintritt, für die Zeichnung von Kriegsanleihen und für die Gewinnung von Freiwilligen für die Armee. Dies alles war nur über die Entmenschlichung des Feindes herzustellen, wovon amerikanische Plakate zeugen. Der verhasste Kaiser und der deutsche Soldat verschmolzen mit den Atrocities in Belgien zu einem visuellen Erinnerungsort. **Dabei wurde die deutsche Bestie mit gezwirbeltem Kaiserschnurrbart und Pickelhaube zu einer unmittelbaren Bedrohung für die Vereinigten Staaten selbst stilisiert, so in einem Plakat von Harry Ryle Hopps (1869-1937) von 1917. Die Bestie hatte schon den amerikanischen Kontinent betreten, in der Pranke die Kulturkeule schwingend, im Arm die vergewaltigte Jungfrau, eine Allegorie Belgiens, das Maul aufgerissen. „Destroy this mad brute“, so lautete die Aufforderung.**

## Feindschaft auf Dauer gestellt

In Versailles mussten die moralischen Schulden bedient werden. Das bedeutete, dass anders als 1814/15 in Wien kein echter Frieden geschlossen werden konnte, sondern die Feindschaft auf Dauer gestellt wurde. Weder die eigene noch die fremde Propaganda konnte vergessen werden. Anders als in neuzeitlichen Friedensverträgen üblich, wurde keine Oblivionsklausel in die Pariser Vorortverträge aufgenommen, das gegenseitige Vergessen, Voraussetzung für einen echten Frieden, sollte nicht gelingen. Der französische Präsident Georges **Clemenceau** erklärte im Oktober 1919 im französischen Senat, das Manifest der 93 deutschen Schriftsteller und Professoren, mit dem sie sich fünf Jahre zuvor gegen die alliierten Anschuldigungen gewehrt hatten, sei „ein schlimmeres Verbrechen, als alle anderen Taten, von den wir wissen.“

Die Deutschen und ihre Verbündeten wurden zu Parias der neuen Weltordnung mit den bekannten verheerenden Konsequenzen. Nicht der schreckliche Große Krieg war die Urkatastrophe des 20. Jahrhunderts, auch zuvor hatte es schon Weltkriege gegeben, die aber wieder zu Friedensordnungen führten, sondern der gescheiterte Friedensschluss, der eben nur zu einem Waffenstillstand im neuen dreißigjährigen Krieg der Weltkriegsepoche führte.

Die Dämonisierung und Bestialisierung des Feindes hatte die Unauffindbarkeit des Friedens zur Folge. Sie erzeugte Erbitterung bei den „Have-Nots“, den Verlierern des Krieges, die symbolisch gedemütigt, politisch entmächtigt und materiell enteignet wurden. Hitler, von Versailles erst politisiert worden, gelang der Aufstieg nicht wegen seines antisemitischen Programms, sondern weil er mit Zustimmung bis weit in die Linke hinein der geteilten Wut über den ungerechten Frieden am deutlichsten Ausdruck verleihen konnte. Dies wird noch in der mutigen Rede des SPD-Fraktionsführers Otto Wels im Reichstag gegen das Ermächtigungsgesetz im März 1933 überdeutlich.

## Die Ostpolitik wurde zur Verteidigung des Status quo

Zu der im Ersten Weltkrieg eskalierte Aggressionsspirale gibt es ein historisches Gegenbeispiel, das freilich ebenfalls problematische Konsequenzen und zwar bis zum heutigen Tag zeitigt. Mit der Neuen Ostpolitik versuchten Willy Brandt, Egon Bahr und die sozialliberale Regierung, dem Kreislauf von Aggression und Gegenaggression zu entkommen. Die Verständigung mit der kommunistischen Sowjetunion, mit Polen und der DDR Anfang der Siebzigerjahre wird bis heute mit viel Beifall bedacht. Häufig wird von dort eine Linie zur friedlichen Revolution in der DDR und zur Wiedervereinigung gezogen. Doch dafür fehlt jede Evidenz. Bahrs Konzept von „Wandel durch Annäherung“ war zunächst revisionistisch motiviert. Er wollte die Blockbildung aufbrechen und die Wiedervereinigung möglich machen, was bei den westlichen Verbündeten zu Befremden über einen neuen deutschen Alleingang führte.

Doch nach der aktiven Phase der Neuen Ostpolitik erstarrte dieser Politikansatz zu einer blinden Verteidigung des Status-quo. Dissidenten und Bürgerrechtler wurden zu ungeliebten Störenfriedern. Brandt und Bahr zeigten der polnischen Gewerkschaftsbewegung Solidarność die kalte Schulter, und noch am 1. Oktober 1989 äußerte Bahr: „Ist staatliche Einheit in greifbare Nähe gerückt? Alle erkennbaren Faktoren in West und Ost sprechen nach wie vor dagegen. Die große Aufgabe bis zum Jahre 2000, durch gemeinsame Sicherheit und Angriffsunfähigkeit Krieg in Europa unmöglich zu machen, verlangt die Stabilität der beiden

Bündnisse mit ihren beiden deutschen Staaten.“ Später gab Bahr zu, dass die Geschichte anders verlaufen sei.

Aber die Russlandpolitik der Vorleistungen ohne Gegenleistung wurde von Frank-Walter Steinmeier mit seinem Konzept „Annäherung durch Verflechtung“ der Sache nach schon in seiner Zeit als Kanzleramtschef, unter diesem Begriff dann in seinen beiden Amtszeiten als Außenminister, wiederaufgenommen. Bis zum Angriff Russlands auf die Ukraine wollte er davon nicht lassen. Die guten Beziehungen gingen ihm wie anderen Sozialdemokraten, und auch Angela Merkel stand dem kaum nach, wie zuvor den Protagonisten der Siebziger- und Achtzigerjahre über alles: über der Lage der osteuropäischen Staaten, über den Menschenrechten, über dem Völkerrecht.

Geschichtspolitisch flankiert wurde diese Politik zuletzt von einer merkwürdigen Übernahme sowjetischer und postsowjetischer Geschichtsbilder. Ohne Differenzierung wurden die Soldaten der Roten Armee nun zu Befreiern vom „Faschismus“ stilisiert, die Massenvergewaltigungen und grausamen Morde am Ende des Zweiten Weltkrieges im Osten Deutschlands und die Errichtung einer neuen Diktatur in der Sowjetischen Besatzungszone wurden weitgehend ausgeblendet. Putin beruft sich in diesen Tagen auf diese Befreiung vom Faschismus als Legitimationsquelle, ja er gibt vor, dieses Stück erneut aufzuführen.

## Den Feind nicht dämonisieren

Was lehren uns diese beiden so gegensätzlichen historischen Beispiele? So verständlich moralischer Furor angesichts des russischen Angriffskrieges in der Ukraine und den Massakern in Butscha und anderenorts sind, so schlecht ist man beraten, in einem rhetorischen Überbietungswettbewerb den Feind zu dämonisieren und zu bestialisieren. Wenn der ukrainische Schriftsteller Juri Andruchowytsh davon spricht, dass Russland ein terroristischer Staat sei, die russische Armee eine Terrororganisation und Russlands Bevölkerung „sich erfolgreich selbst entmenschlicht“ habe und „freiwillig zum Antimenschentum übergegangen ist“ (F.A.Z. vom 8. April), so erinnert das nicht nur fatal an die Kriegspropaganda des Ersten Weltkrieges, es stellt sich auch die Frage, wie mit Terroristen und Antimenschen jemals wieder ein Friede geschlossen werden und in Nachbarschaft gelebt werden kann.

Noch unverständlicher sind die hasserfüllten Eruptionen hierzulande, sie wirken kompensatorisch und überschießend. Wahrscheinlich wird der künftige Frieden mit Putin geschlossen werden müssen, in jedem Fall aber mit Russen. Insofern ist die eifertige Übernahme der Sprache von Botschafter Andrij Melnyk befremdlich. So ging Florence Gaub, stellvertretende Direktorin des Instituts der Europäischen Union für Sicherheitsstudien, noch über diesen hinaus, als sie bei Markus Lanz ausführte: „Wir dürfen nicht vergessen, dass, auch wenn Russen europäisch aussehen, dass es keine Europäer sind, jetzt im kulturellen Sinne, einen anderen Bezug zu Gewalt haben, einen anderen Bezug zum Tod haben.“

Allerdings muss Unrecht als solches klar benannt und aufgezeigt werden. Eine Verschleierung von Unrecht, eine Verständigung mit Russland zu Lasten von Dritten, eine Selbsttäuschung darf es nicht wieder und nicht mehr geben. Von Verbrechen jedoch auf eine ganze Armee oder ein ganzes Volk zu schließen und deren Angehörige kollektiv zu Verbrechern und Unmenschen zu erklären, das sollten sich in der Geschichte bewanderte und moralisch reflektierte Beobachter versagen. Gefragt sind nun Diplomaten, die zwischen der Skylla einer Hassrhetorik und der Charybdis einer Unterwerfung unter Putins Gewaltpolitik navigieren und dabei möglichst noch von einer entsprechenden Publizistik unterstützt werden. Noch ist beides erst in Ansätzen in Sicht.

*Der Autor lehrt Neueste Geschichte an der Universität Würzburg.*

1 mai (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/deutschland-und-der-krieg-auch-andere-sind-boese-17993299.html?premium>

DEUTSCHLAND UND DER KRIEG:

## Auch andere sind böse

- VON ECKART LOHSE
- -AKTUALISIERT AM 30.04.2022-17:04



Bundespräsident Steinmeier in der israelischen Gedenkstätte Yad Vashem im Sommer 2021 Bild: dpa

**Nie wieder Krieg: Dieses Mantra hat Deutschland seit 1945 vor allem auf sich selbst bezogen. Eine gewisse Hybris schwang dabei immer mit. Welch ein Irrtum.**

Im April 2018 war Angela Merkel in Washington. Sie besuchte den amerikanischen Präsidenten Donald Trump, den Gottseibeiens der deutschen Politik. Die Eroberung der Krim durch Wladimir Putin lag vier Jahre zurück, bis zum Angriff auf die gesamte Ukraine sollte es noch vier Jahre dauern. Merkel erinnerte nach dem Treffen mit Trump fast beiläufig daran, dass in Europa seit Jahrhunderten etwa alle zwei Generationen ein großer Krieg stattgefunden habe.

Das stimmt nicht mathematisch exakt, aber alles in allem liegen seit dem Augsburger Religionsfrieden im Jahr 1555, der eine Folge zahlreicher Konfessionskriege war, ungefähr 50 bis 70 Jahre zwischen den großen europäischen Kriegen. Mal etwas mehr, mal etwas weniger. Auf den Augsburger Religionsfrieden folgte der Dreißigjährige Krieg (1618 bis 1648), auf diesen der Spanische Erbfolgekrieg (1701 bis 1714), der Siebenjährige Krieg (1756 bis 1763), der Krimkrieg (1853 bis 1856). Dann wurden die Abstände kürzer. Nach dem Deutsch-Französischen Krieg (1870/71) kam der Erste Weltkrieg (1914 bis 1918). Von dessen Ende bis zum Beginn des Zweiten Weltkriegs vergingen gerade einmal 21 Jahre.

Für diese Abfolge gibt es nicht die eine große Erklärung. Aber ein wichtiger Grund liegt darin, dass erst die Kinder der Kriegsteilnehmer oder -opfer und dann erst recht ihre Enkel die Gräueltaten verdrängen und schließlich vergessen. Der vorige Krieg verliert seinen Schrecken, was dem nächsten den Weg bereitet. Seit Jahren wird daher immer wieder gemahnt, die Lehren aus dem Zweiten Weltkrieg nicht zu vergessen. Je weniger Zeitzeugen noch leben, desto schwieriger wird das.

### Kein Automatismus für den ewigen Frieden

Lag Merkels Erinnerung an diese Abfolge im Jahr 2018 die Ahnung zugrunde, dass es wenige Jahre später auf europäischem Boden wieder so weit sein würde? Die Eroberung der Krim durch Putin hätte als Fanal reichen können, reichen müssen. Aber Krieg in Europa war 2018 und in den Jahren danach noch kein großes Thema in Deutschland. Einige weitsichtige Politiker erinnerten jedoch daran, dass es keinen Automatismus für ewigen Frieden gebe.

Grund für Sorge war in Deutschland weniger die Aggression des russischen Präsidenten als vielmehr der drohende Zerfall von westlichen Sicherheitssystemen. Die wesentlichen Vorgänge waren Großbritanniens

Entscheidung, die Europäische Union zu verlassen (was die militanten Auseinandersetzungen in Nordirland in Erinnerung rief), und die Wahl [Donald Trumps](#). Dieser nährte Zweifel an Amerikas Rolle des Sicherheitsgaranten in der NATO. Die Gewissheit des Zusammenhalts der westlichen Staaten bekam Risse.

Die Generation von politischen Entscheidungsträgern wie Schröder, Merkel, Steinmeier oder auch Scholz ist geprägt vor allem von den Lehren, die aus dem Zweiten Weltkrieg gezogen wurden. Wie schon im [Ersten Weltkrieg](#) bestand der Kern des Konflikts darin, dass Deutschland Frankreich angegriffen hatte. Das, so die deutsche Lesart, müsse unbedingt verhindert werden. Nach 1945 sollte der Frieden deshalb durch die enge ökonomische Verbindung zwischen Deutschland und Frankreich garantiert werden. Die Montanunion wurde zum Kern des europäischen Einigungsprozesses.



Die damalige Bundeskanzlerin Merkel zu Besuch bei dem damaligen amerikanischen Präsidenten Trump im April 2018 :Bild: dpa

Nachdem sich der Eiserne Vorhang inmitten Europas gesenkt hatte, konzentrierte sich die bundesdeutsche Gesellschaft im Bemühen um den ewigen Frieden auf das westliche Europa. Vor allem die deutsche Linke hatte in weiten Teilen einen verklärten Blick auf die Sowjetunion und ihren deutschen Frontstaat, die DDR. Zur Ehrlichkeit gehört allerdings, zu sagen, dass es rühmliche Ausnahmen gab.

Jedenfalls sahen viele Bundesbürger Moskau bei der Arbeit am europäischen Frieden nicht zuvorderst in der Pflicht. Die große Angst, welche die Amerikaner vom Ende des Zweiten Weltkriegs an vor einem expansiven kommunistischen Regime hatten, fand in Westdeutschland nicht annähernd eine Entsprechung. Der Vietnamkrieg Washingtons schien vielen nicht nur politisch links stehenden Deutschen allemal mehr Grund für Demonstrationen zu geben als die Unterjochung zahlreicher Staaten durch Moskau.

Nach den Gräueltaten der Nationalsozialisten war es allemal in Deutschland zudem nicht möglich, einen anderen Verantwortlichen für den so dunklen Teil der Geschichte des 20. Jahrhunderts auszumachen als das eigene Land. Daraus erwuchs immer unumstößlicher die Überzeugung, dass die Deutschen, mehr als all ihre Nachbarn, durch und durch proeuropäisch sein müssten, um Krieg auf dem europäischen Kontinent zu verhindern. Auch hier sollte – mit positivem Vorzeichen – die Welt am deutschen Wesen genesen. Eine gewisse Hybris im Namen des Friedensprojekts Europa schwang mit: Wir haben die größte Katastrophe des 20. Jahrhunderts zu verantworten, jetzt werden wir auch zum Kern des größten Friedensprojekts.

## Es gab keine Aufarbeitung des stalinistischen Erbes

Die Konzentration auf die deutsche Schuld war einerseits zwingend, weil diese Schuld unbestreitbar ist. Alles andere könnte wie Relativierung oder gar Revanchismus aussehen. Mit dieser Keule lässt sich hart zuschlagen. Andererseits barg diese Konzentration die Gefahr, die Möglichkeit anderer Schuld zu übersehen. In Westdeutschland wurde die nationalsozialistische Diktatur jahrzehntelang aufgearbeitet; auch heutige Schülergenerationen wurden mit dieser Katastrophe der Eltern, Groß- und Urgroßeltern konfrontiert. Vergleichbares geschah weder in der Sowjetunion noch anschließend in Russland auch nur annähernd in

diesem Maß mit dem stalinistischen Erbe. Im Gegenteil: Putin konnte seine auf Expansion angelegte Diktatur auf dem Versprechen errichten, das Erbe des glorreichen Sowjetimperiums zu retten.



Im Bundestag wird dem ukrainischen Präsidenten Selenskyj nach einer per Video übertragenen Rede im März 2022 applaudiert. :Bild: dpa

Weiten Teilen der bundesdeutschen Gesellschaft war das aber entgangen. Am Beispiel von [Frank-Walter Steinmeier](#) lässt sich nachzeichnen, wie es zu dieser folgenschweren Fehlwahrnehmung gekommen ist. Für diese trägt er zwar als langjähriger Außenminister eine besondere Verantwortung. Er hat – ungewöhnlich für einen Spitzenpolitiker – aber eingestanden, dass er sich beim Blick auf Putins Russland geirrt hat. Auch war er mit seiner Fehleinschätzung nicht allein, nicht nur in seiner Partei, sondern in der gesamten deutschen Gesellschaft. Nicht selten war der deutsche Blick auf Amerika – zumindest bis zum 24. Februar 2022 – kritischer als der auf Russland. Als Beispiel mag die enorme Aufregung über die NSA-Abhöraffaire gelten, während der in seinen Folgen deutlich gefährlichere russische Hack des Bundestages nur wenig Beachtung fand. Zum amerikanischen Verhalten gab es einen Untersuchungsausschuss, zum russischen nicht.

Steinmeier hat seine erste Amtszeit von 2017 bis 2022 ganz dem Kampf für die Stärkung der Demokratie in Deutschland gewidmet. Zweifel an dieser Staatsform nahmen in den vorigen Jahren zu; die AfD schaffte es im zweiten Anlauf sehr deutlich in den Bundestag, der Verfassungsschutz konzentrierte sich immer mehr auf den Rechtsextremismus als die große Herausforderung schlechthin. Steinmeiers Schwerpunktsetzung schien naheliegend und im Einklang zu stehen mit dem Empfinden vieler Deutscher. Seine Wiederwahl mit den Stimmen von SPD, Grünen, FDP und Union war wie eine Bestätigung dieses Kurses.

Während er als Außenminister sogar nach der Eroberung der Krim durch Moskau noch das Gute in der Zusammenarbeit mit Putin und seinem Regime suchte, ging er mit seinen Landsleuten 75 Jahre nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs mit einer Härte ins Gericht, die ohne Vorbild war. Im Januar 2020 sprach er als erster deutscher Bundespräsident in der Holocaust-Gedenkstätte Yad Vashem in Israel. Er wünschte, so Steinmeier, sagen zu können: „Wir Deutsche haben für immer aus der Geschichte gelernt. Aber das kann ich nicht sagen, wenn Hass und Hetze sich ausbreiten.“

## Potentieller Nukleus eines dritten Weltkriegs

Zu diesem Zeitpunkt liefen in Moskau längst die Vorbereitungen für einen Angriffskrieg, den heute immer mehr deutsche Politiker bis hinauf zu Bundeskanzler [Olaf Scholz](#) als potentiellen Nukleus eines dritten Weltkriegs betrachten. Propagandistisch war dieser Vorgang von viel mehr Hass und Hetze unterfüttert, als es sie heute in Deutschland gibt. Eine kritische Auseinandersetzung mit der russischen Geschichte in der eigenen Gesellschaft stand Putin dabei ebenso wenig im Weg wie Bemühungen um eine Demokratisierung des Landes.

Die Folgen von Putins Krieg für Deutschland sind zwei Monate nach dessen Beginn noch nicht annähernd abzusehen. Panzer für die Ukraine oder 100 Milliarden Euro für die Nachrüstung der Bundeswehr sind zwar

dringend erforderlich, aber letztlich nur ein allererster Schritt in eine neue Wirklichkeit. Das Deutschland des schon nicht mehr ganz jungen 21. Jahrhunderts muss seit dem 24. Februar mit einer harten Wahrheit zurechtkommen: Die Hoffnung, dass nach den Millionen von Toten der Nazi-Herrschaft und des Zweiten Weltkriegs alle in Europa dem Krieg für ewig abgeschworen hätten oder ihn höchstens noch sehr begrenzt führen würden, auf dem Balkan als Antwort auf einen Völkermord, am Hindukusch oder in Mali im Kampf gegen den Terrorismus, ist zerschlagen. Der klassische Angriffskrieg mit dem Ziel der Landeroberung ist auch knapp 500 Jahre nach dem Augsburger Religionsfrieden nicht vom europäischen Boden verschwunden.

Der ukrainische Präsident Wolodymyr Selenskyj sagte bei seiner Rede vor dem Bundestag am 17. März, er spreche im Namen aller, die das deutsche „Nie wieder!“ jedes Jahr gehört hätten, jetzt aber sähen, dass „diese Worte nichts wert sind“. Denn in Europa werde wieder versucht, ein ganzes Volk zu vernichten.

Die Härte von Selenskyjs Worten war sicher der Verzweiflung eines Volkes geschuldet, das um sein Überleben kämpft. Aber deswegen sind sie noch lange nicht falsch. **Deutschland ist dem Irrtum erlegen, dass es in Europa nie wieder zu einem großen Krieg kommen könne, solange es ihn nur selbst nicht beginnt.** Wenn es aber der Auffassung ist, dass das nie wieder passieren darf, muss es nicht nur im eigenen Land dem Bösen entgentreten, sondern die Mittel und mehr noch die Bereitschaft haben, das auch außerhalb der eigenen Grenzen zu tun. **Es wird ein großer Balanceakt werden, die Lehren aus der eigenen Geschichte weiter als handlungsleitend zu bewahren, aber zugleich zu erkennen, dass das Böse aus einem anderen Land als dem eigenen kommen kann.**

30 avril (FAZ)

[https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/juergen-habermas-aeussert-sich-zum-ukraine-krieg-17993997.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_2](https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/juergen-habermas-aeussert-sich-zum-ukraine-krieg-17993997.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2)

HABERMAS ZUM UKRAINEKRIEG:

## Sollen wir Putin um Erlaubnis fragen?



Jürgen Habermas im August 2020 bei der Verleihung des Georg-August-Zinn-Preises Bild: Frank Röth

Der Chef-Kritiker der bundesrepublikanischen Öffentlichkeit sieht seine Felle davonschwimmen: Jürgen Habermas verteidigt den Bundeskanzler und rutscht in die Untiefen der Jugendbeschimpfung ab.

- 
- VON SIMON STRAUS
- -AKTUALISIERT AM 30.04.2022-12:38

Ein alter Krieger erinnert sich. An „wilde Spekulationen“ der Leitmedien zur Zeit der Blockmächte. An die postheroische Haltung Westeuropas, die sich in der zweiten Hälfte des zwanzigsten Jahrhunderts unter dem atomaren Schutzschirm der Vereinigten Staaten gebildet habe. An „kulturelle Selbstverständlichkeiten“, die ihm noch immer selbstverständlich erscheinen, aber heute offenbar von einer jüngeren Generation nicht mehr akzeptiert werden. **Vor allem die mühsam errungene pazifistische Nachkriegsmentalität der Deutschen sieht er in Gefahr.** Die Überzeugung, dass Kriege gegen eine atomare Macht sowieso nicht gewonnen werden können und man daher all seine Hoffnungen nur auf Kompromisse und Annäherungsversuche setzen darf.

**Der Chef-Kritiker der bundesrepublikanischen Öffentlichkeit sieht seine Felle davonschwimmen. Alles, was Jürgen Habermas Zeit seines Lebens als politischer Kommentator erreicht zu haben meint, löst sich in diesen Tagen auf.** Im Angesicht des russischen Angriffskrieges siegt das emphatische Gefühl gegen die kalkulierende Rationalität, weicht die erinnerungspolitisch begründete Skepsis gegenüber Pathos und Gemeinschaft vor dem aufgewühlten Ausdruck von Verteidigungspflicht und Bündnistreue. **Selbst der nüchterne Bundeskanzler ruft inzwischen zum „Patriotismus“ auf. Das hat Habermas willentlich überhört, wenn er jetzt in der „Süddeutschen Zeitung“ zu einer akklamatorischen Verteidigung des deutschen Regierungschefs ansetzt.** Das, was im „schrillen, von der Presse geschürten Meinungskampf“ untergehe, sei die Hochachtung vor einer reflektierten Kanzlernatur, die auf eine „sachlich umfassend informierte Abwägung“ bestehe, so **der hochbetagte Soziologe und Philosoph, der in Scholz einen späten Schüler zu erkennen scheint.**

Kein Problem, sondern ein Paradox

**Habermas deutet die aktuelle Konfliktlage in altbewährter Manier als kommunikationstheoretisches Problem:** Da der rechtsbrechende russische Präsident frei darüber entscheide, wann er den Westen als aktive Kriegspartei betrachtet, falle dem eine Verständigung mit ihm schwer. **Bei jedem Schritt seiner militärischen**

Unterstützung müsse der Westen daher abwägen, ob er nicht die „unbestimmte, weil von Putins Definitionsmacht abhängige Grenze des formalen Kriegseintritts überschreitet“. **Was als Problem beschrieben wird, läuft in Wahrheit auf ein Paradox hinaus. Wie soll jemand bei allem kommunikativen Geschick denn Grenzen beachten, die ein anderer zieht? Wie soll der Westen Grenzüberschreitungen verhindern, wenn die Gegenseite definiert, was eine Grenze ausmacht? Vielleicht, indem er Putin jedes Mal um Erlaubnis fragt, bevor er eine Entscheidung trifft?**



Wo sind die Gewissheiten hin? Jürgen Habermas bei der Verleihung des deutsch-französischen Medienpreises 2018 :Bild: dpa

## Im Kern ein Generationenkonflikt?

Das, was Habermas' Wortmeldung so zweifelhaft macht, ist nicht sein oberlehrerhafter Aufruf zur Mäßigung, nicht seine widersprüchliche Charakterisierung des russischen Präsidenten (in einem Absatz wird er als „rational kalkulierender Machtmensch“, im nächsten als „unberechenbar“ vorgestellt), nicht seine reflexhafte Verteidigung einer sozialdemokratischen Politik, die von heute aus gesehen alles andere als rational gehandelt hat – es sind **vor allem die rhetorisch ummantelten, fahrlässigen Denunziationen der ukrainischen Regierung**. Nicht nur Selenskyjs „gekonnte Inszenierung“ wird abwertend angeführt, sondern auch dessen eindrucksvolle Verzweiflungsrede vor dem Deutschen Bundestag als „moralischer Ordnungsruf“ desavouiert. **Habermas versteigt sich sogar dazu, auf ukrainischer Seite den Versuch einer „moralischen Erpressung“ festzustellen. Man muss sich das vor Augen führen: Da erpresst also ein überfallenes, in seiner Unabhängigkeit bedrohtes und von Kriegsgräueln versehrtes Land die viertgrößte Wirtschaftsmacht?** Und selbst, wenn es so wäre, geschähe die Erpressung dann nicht aus guten Gründen? Das entscheidende Stichwort „Nord Stream 2“ fällt bei Habermas jedenfalls nicht.

## Linkliberale Grundfesten erschüttert

Stattdessen sieht er den auf „Dialog und Friedenswahrung angelegten Modus der deutschen Politik“ **in Gefahr gebracht. Und zwar nicht von Putin, sondern von einer jungen, empfindlichen Generation, die ihre Emotionen nicht richtig unter Kontrolle habe und nun, so Habermas, mit ihrem naiven Schrei nach mehr Waffen für die Ukraine an den linkliberalen Grundfesten deutscher Nachkriegsgesinnung rüttele.** Auf geradezu programmatische Weise sieht der Philosoph die deutsche Debatte um Waffenlieferungen in einem unterschwelligen **Generationenkonflikt zwischen geschichtsvergessenen Jungen und kriegserfahrenen Alten** begründet: „zwischen denen, die empathisch, aber unvermittelt die Perspektive einer um ihre Freiheit, ihr Recht und ihr Leben kämpfenden Nation einnehmen, und denen, die aus den Erfahrungen des Kalten Krieges eine andere Lehre gezogen und eine andere Mentalität ausgebildet haben.“

## Wachsende Erklärungsnot

Unabhängig davon, dass es im Vergleich zu den Klimademonstrationen erstaunlich wenige Protestzüge junger Engagierter gegen diesen Krieg gibt – am 1. Mai sind, als ob nichts wäre, jetzt vor allem wieder

**Demonstrationen gegen den Kapitalismus angekündigt** – und auch die falkenhaften Wortführer aus dem akademischen Milieu nicht zur Generation der woken Millennials gezählt werden können, **spricht aus Habermas‘ Anklage vor allem die Wut des ideologisch so sicher verorteten Altlinken über die politische Unzuverlässigkeit der heutigen Jugend.** Ein seit jeher beliebtes Thema am Stammtisch der erfahrenen Denker – nur dass der Vorwurf der gesinnungsethischen Fahnenflucht diesmal auch eine Generation junger Deutscher mit trifft, die selbst Wurzeln im Kriegsgebiet haben und von Beginn an ihrer Parteinahme entschieden Ausdruck verliehen – auf öffentlichen Plätzen, in offenen Briefen, durch schnelle Bekanntmachung des Kriegsgeschehens über die sozialen Medien.

Und ja, auch wenn es einem (abtrünnigen) Recken der Kritischen Theorie vielleicht widersinnig erscheinen mag: **Die neue Realität des europäischen Krieges hat eine in Wohlstandslust und peripherer Terrorfurcht aufgewachsene Generation in der Tat „aus ihren pazifistischen Illusion herausgerissen“.** Alles andere wäre bei Licht betrachtet auch besorgniserregend. **Nein, nicht die von Habermas denunzierten Jungen, nicht die politischen Verantwortlichen in der Ukraine verhalten sich „unmoralisch“, sondern die Vertreter einer Geisteswelt, die in offenen Briefen die ukrainische Seite dazu auffordern, ihren Widerstand aufzugeben oder aus Talkshowsesseln heraus Waffenlieferung als „Tabubruch“ schmäh.** **Dass Habermas die in der Tat atemberaubenden Kehrtwenden deutscher, vor allem grüner Moralpolitik in den vergangenen Wochen mit einem Rückschritt nach „rechts“ in Verbindung bringt, muss dann angesichts der vergangenen Parlamentsdebatte nur noch hilflos wirken. Von der Drohung des AfD-Politikers Alexander Gauland, die Atommacht Russland dürfe „diesen Krieg nicht verlieren“, tun sich jedenfalls durchaus Parallelen zu Habermas‘ Argumentation auf.**

## Von Japan aus dem Bundestag gedankt

Was soll denn eigentlich der von ihm so heftig beschworene „asymmetrische Vorteil“ Russlands gegenüber der Nato genau sein? Muss denn dieses Land nicht genauso wie jedes andere das „apokalyptische Ausmaß“ eines weltweiten Atomkriegs fürchten? Liegt nicht viel eher ein strategischer Fehler darin, dass der Westen von Kriegsbeginn an stets öffentlich erklärt hat, was er alles nicht gewillt ist zu tun, anstatt dass er den Gegner über seinen genauen Entschlusswillen im Unklaren gelassen hätte? In gewisser Weise jedenfalls verfolgt Olaf Scholz diese Strategie. **Noch während Habermas an seinem Aufsatz geschrieben haben muss, bedankte sich der Regierungschef von Japan aus beim Deutschen Bundestag für die Unterstützung bei der Lieferung schwerer Waffen. Als habe er noch nie etwas anderes gefordert.** Naive Berechenbarkeit jedenfalls muss Scholz sich nicht vorwerfen lassen.

**„Was bleibt, ist ein Spielraum für Argumente“ – schreibt Habermas in wehmütiger Erinnerung an seine frühen Diskurstheorien.** In einer Zeit, in der die Drohungen aus dem Kreml mit jedem Tag martialischer klingen, scheint das ein schwacher Trost. Diesen Strukturwandel jedenfalls muss ein anderer beschreiben.

30 avril (NYT)

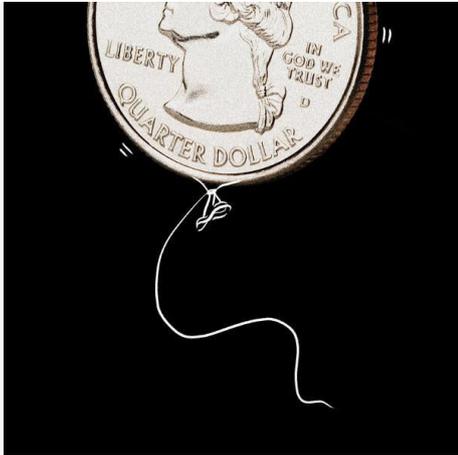
<https://www.nytimes.com/2022/04/29/opinion/inflation-interest-rates.html>

**OPINION**

**THE EDITORIAL BOARD**

# The Courage Required to Confront Inflation

April 29, 2022



Jerome Powell, the chair of the Federal Reserve, has often expressed admiration for the resolve exhibited by one of his predecessors, [Paul Volcker](#), who was willing to crash the economy in the early 1980s to drive down inflation.

Inflation in the United States is now higher than at any time since Mr. Volcker's recession, and Mr. Powell faces growing calls for the Fed to emulate that resolute performance and do [whatever is necessary to control inflation](#), even if it hurts economic growth.

The present moment requires a different kind of courage. Instead of reprising Mr. Volcker's shock-and-awe tactics, **the Fed needs to pursue a more measured approach, one that would bring inflation under control without sending the economy into a deep recession.** There is a risk that by forgoing stronger measures now, the Fed will ultimately have to impose greater pain. But there are also good reasons to think that the Fed can succeed — not least because of the enduring legacy of Mr. Volcker's achievement.

The Fed already has begun to shut down the stimulus campaign that it launched in the spring of 2020 to limit the economic impact of the pandemic. The central bank [raised](#) its benchmark interest rate at its recent policymaking meeting, in March, by a quarter percentage point to a range between 0.25 points and 0.5 points. It is widely expected to accelerate this process by announcing on Wednesday an unusual half-point increase in the benchmark rate, and by announcing that it will begin to reduce the bond holdings that it amassed to further suppress borrowing costs.

**It is time to raise rates.** The economy has rebounded as Covid-19 has loosened its grip. Notwithstanding the [quirky](#) weakness of reported growth in the first quarter of 2022, **inflation is now the primary economic problem confronting the United States.** Prices are outpacing wage growth for most Americans, eroding their living standards, and higher rates will help to slow rising prices.

**The Fed's benchmark rate would need to rise to somewhere between 2 percent and 3 percent to reach a level at which it is neither stimulating nor restraining growth.** Some Fed officials and outside economists have argued for additional half-point moves in the coming months. Some already are convinced the Fed will need to raise rates well above that neutral level to break

inflation. Under Mr. Volcker, the rate hit [20 percent](#). Mr. Powell, to his credit, has maintained a more measured tone. He [said](#) recently it was time for the Fed to move “a little more quickly.”

One reason to go slowly is that it takes time to judge the impact of changes in Fed policy. Merely by signaling that it plans to raise rates, the Fed already has initiated a significant reaction in financial markets. Average interest rates on home mortgages, for example, have climbed sharply. The monthly mortgage payment required to buy a median-price home has increased to \$1,690 from less than \$1,165 a year ago, according to Roberto Perli, the head of global policy research at the investment bank Piper Sandler.

### **Another reason for caution: Economists continue to debate the causes of the current inflation.**

Some place the blame primarily on the pandemic, which has caused sharp reductions in the availability of services and goods, driving up prices. With new vehicles in short supply, for example, used vehicle prices [rose](#) by more than 50 percent through January. More recently, Russia's invasion of Ukraine has disrupted global markets for [energy](#) and [wheat](#), driving up the prices of gasoline and [food](#) in many parts of the world.

Others, however, regard the federal government's response to the pandemic as the key factor. On top of the Fed's efforts to lower borrowing costs, Congress distributed [trillions of dollars in aid](#). Despite widespread job losses, the average household had more money to spend, creating more demand for goods and services.

Here's why the difference matters: The central bank's decision to raise interest rates can curb demand; supply shortages, on the other hand, are best endured patiently. The Fed's decision in the week ahead won't ease them.

Lingering questions about the health of the economy provide another reason for the Fed to move cautiously.

A goal of the Fed's stimulus campaign was to return the economy to **full employment**, meaning that those who wanted work would be able to find it. By one popular measure, the unemployment rate, which sits at the low level of [3.6 percent](#), the Fed has succeeded, prompting some to question the need for continued stimulus. **But the government's definition of unemployment is narrow. It includes only people actively seeking work**, while many Americans remain on the sidelines. About [1.6 million](#) fewer people are working now compared with early 2020.

In the 1970s, workers successfully demanded wage increases to compensate for expected increases in prices, while employers raised prices to cover the expected cost of higher wages. This dynamic, which economists call a **wage-price spiral**, can be dangerously self-perpetuating.

But in the intervening decades, American workers have suffered a significant loss in bargaining power. **While many businesses say they are struggling to find enough workers, that has not translated into real wage gains for employees.** Business are raising prices much faster than they are raising wages, allowing them to reap [record profits](#). **While inflation is up by [8.5 percent](#) over the past year, wages for private-sector workers are up by just [5 percent](#).** In other words, there is no evidence the United States is entering a wage-price spiral.

Finally, Mr. Powell can afford to move more cautiously because Mr. Volcker and his successors convinced the American public and global investors that the Fed is committed to controlling inflation.

Mr. Volcker once told an interviewer that he wore a path in his rug by pacing back and forth, wondering whether the pain he was imposing would accomplish that goal. It was a victory won at a high cost. **Moving too quickly to confront inflation, or raising rates too high, would squander it.**

30 avril (The Economist)

<https://www.economist.com/culture/2022/04/30/philip-gustons-paintings-are-controversial-but-here-they-are>

## Back Story

**Philip Guston's paintings are controversial. But here they are**

# A struggle over artistic freedom suggests a better way out of the culture wars



Apr 30th 2022

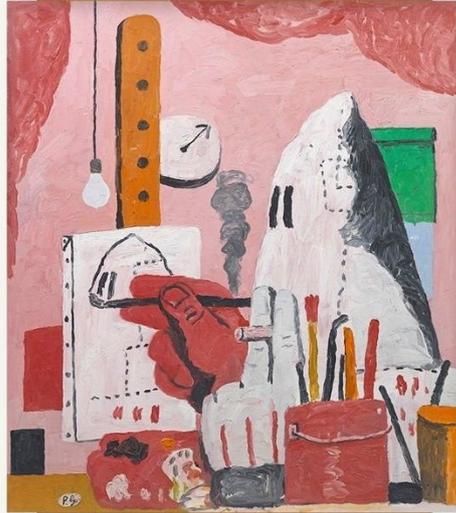
“Probably the only thing one can really learn”, Philip Guston eventually concluded, “is the capacity to be able to change.” The modern artist’s fate, he said, was “constant change”. As a painter he embraced that fate—and in posterity his work has proved both an index of change and a challenge to it. A new show in Boston charts his restless genius; it is also the canvas for a struggle over art’s freedom and obligations, and the contested balance between them.

Listen to this story. Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

Twice Guston, who died in 1980, made a reputation and gave it up—first as a figurative artist and muralist in the 1930s and 1940s, next by plunging into abstraction with his friend Jackson Pollock and other mid-century American pioneers. Boldly he returned to figuration in the late 1960s, dwelling on banal yet somehow uncanny objects: light bulbs, bricks, boots. He painted heads, distorted or half-submerged. And he made a series of paintings of triangular hooded figures that recall the Ku Klux Klan.

When first exhibited in 1970, these caused an art-world scandal—not because of the imagery, or Guston’s right to use it, but over the brashly cartoonish technique. A retrospective staged in 2003-04 passed without uproar. But in 2020, in the ferment after the murder of George Floyd, the organisers of the then-upcoming new show quailed at Guston’s motifs and themes. The director of the National Gallery of Art in Washington, where it was due to open first, said he had “appropriated images of black trauma”. The problem, implicitly, was both what Guston painted and who he was.

Well, who was he? The son of Jewish refugees from Odessa, he changed his name from Goldstein to evade anti-Semitism. The Klan was active in the Los Angeles of his youth and his early work also evoked its crimes, alongside other fascistic atrocities. He turned away from abstraction in part out of an enduring sense of political duty. “What kind of man am I”, he felt in the 1960s, “sitting at home, reading magazines, going into a fury about everything—and then going into my studio to adjust a red to a blue.”



As for the later hoods themselves: Guston delighted in telling stories with them, and in the expressions he could conjure in their almost blank visages. At bottom, though, they were—and are—a reproach. They are terrible in their ordinariness, surrounded with everyday bric-a-brac, glimpsed smoking or riding in a boxy car. In “The Studio” one sketches a self-portrait, blood on his hand and costume. The stitching in the hoods matches and merges with the window slits in the buildings Guston painted. His hoods are knitted into society. They are everywhere.

These works are an indictment of racism, glaring or insidious, not a case of it. But it appeared today’s viewers might not get a chance to see that for themselves. In 2020 the exhibition (already hit by the pandemic) was postponed by the four museums involved in it, initially until 2024. Opponents of censorship protested, as did many artists. Some thought the delay smelled like a cancellation, and that “Philip Guston Now”, the show’s title, might become Philip Guston Never.

They were wrong. Ahead of the mooted schedule, it opens on May 1st at the Museum of Fine Arts (mfa) in Boston, and will be adapted in Houston, Washington and London. It is a magnificent exhibition and—at a febrile, polarised time—an important one. The mfa brought in African-American curators and has carefully laid out the political context of Guston’s life and work. Visitors can avoid the hoods if they choose to: they can make up their own minds.

But with a few forgivable exceptions, the intended artworks are there; Guston’s vision is honoured and explained. The format gives consideration to those who might be offended, but not a veto. It affirms and accommodates art’s power to provoke, and its right to. Lots of cultural skirmishes end in shouty hostility or shabby retreat. Here is a wiser sort of resolution, relying on a mix of principle, reflection and what you might call tact, or good manners.

Besides the hoods, other themes and motifs recur. Red was the main colour in Guston’s palette, bleeding into pink. He was always influenced by the Italian Renaissance masters, especially their gorgeous visions of the apocalypse and the damned. Heaven was dull, he noted, but “when they’re going to hell the painter really goes to town”. The same is true of him, and of the new show: they draw art from anguish and force you to think.

image credits:

"The Deluge", 1969. Museum of Fine Arts, Boston. Bequest of Musa Guston. © The Estate of Philip Guston, courtesy Hauser & Wirth

"The Studio", 1969. Private Collection. © The Estate of Philip Guston, courtesy Hauser & Wirth

30 avril (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/livres/article/2022/04/29/guerre-roman-inedit-de-celine-et-nouveau-chef-d-uvre-de-l-ecrivain\\_6124210\\_3260.html](https://www.lemonde.fr/livres/article/2022/04/29/guerre-roman-inedit-de-celine-et-nouveau-chef-d-uvre-de-l-ecrivain_6124210_3260.html)

## « Guerre », roman inédit de Céline et nouveau chef-d'œuvre de l'écrivain

Le premier des romans inédits, redécouverts en 2021, de l'auteur de « Voyage au bout de la nuit », paraît le 5 mai. « Le Monde » l'a lu. « Guerre » est un texte bref, vif, tragique et lubrique, à ranger à côté des chefs-d'œuvre de l'écrivain. Un événement.

Par [Jérôme Dupuis](#)

Publié hier à 17h31, mis à jour à 05h21



Louis Destouches, dit Louis-Ferdinand Céline, portant ses décorations militaires (1915). COLLECTION FRANÇOIS GIBAULT

C'est un miracle. Le mot n'est pas trop fort. Pour le dire simplement, *Guerre*, roman inédit de Louis-Ferdinand Céline (1894-1961) qui paraît le 5 mai (édité par Pascal Fouché, avant-propos de François Gibault, Gallimard, 192 p., 19 €, numérique 14 €) à l'issue de circonstances rocambolesques près de quatre-vingt-dix ans après sa rédaction, mérite haut la main de trouver sa place dans les bibliothèques, entre *Voyage au bout de la nuit* (1932) et *Mort à crédit* (1936), les deux chefs-d'œuvre d'avant-guerre du romancier. « *Guerre est tout sauf un fond de tiroir* », résume Emile Brami, auteur d'une biographie de Céline (Ecriture, 2003). Il constitue, au contraire, une pièce centrale dans l'immense puzzle littéraire que Céline a obsessionnellement façonné à partir de sa vie.

Ce récit haut en couleur de la convalescence de Ferdinand, le double romanesque de l'écrivain, à l'automne 1914, à Hazebrouck (Nord), après sa blessure sur le front, vient combler une ellipse laissée béante au cœur de [Voyage au bout de la nuit](#). Tout à la fois récit de guerre, chronique provinciale et roman lubrique, cet inédit devrait faire frémir le lecteur de 2022 par sa crudité parfois insoutenable. Les éditions Gallimard ont bien mesuré l'importance de l'événement : elles ont décidé d'en imprimer d'emblée 80 000 exemplaires.

## Bref détour par les jours confus de la libération de Paris

Miracle, surtout, car nous n'aurions jamais dû lire ces pages. Pour comprendre comment elles sont arrivées jusqu'à nous, un bref détour par les jours confus de la libération de Paris s'impose. Dès juin 1944, Louis-Ferdinand Céline, [auteur de trois terribles pamphlets antisémites et proche des Allemands](#), sait que ses jours sont comptés sur la butte Montmartre, où il vit avec son épouse, Lucette. Ils ont tout juste le temps de coudre des pièces d'or dans la doublure d'une veste et d'embarquer leur chat, Bébert, avant de filer gare de l'Est, direction Baden-Baden, puis Sigmaringen, où ils retrouvent tous les ultras de la collaboration autour du maréchal Pétain.

Dans sa précipitation, la mort dans l'âme, l'écrivain doit abandonner une pile de manuscrits au-dessus d'une armoire de la rue Girardon. Ces liasses vont mystérieusement disparaître dans la confusion de la Libération. La rumeur, accréditée plus tard par Céline lui-même, accusera un certain Oscar Rosembly, arrêté à l'époque pour avoir « visité » les appartements de quelques personnalités montmartroises. Certains évoquent plutôt un pillage par un commando des Forces françaises de l'intérieur.

Céline se plaindra amèrement de ce vol jusqu'à son dernier souffle. Durant des décennies, tout ce que la « Célinie » compte de biographes et de chasseurs d'autographes tentera de mettre la main sur ce trésor. En vain. Jusqu'à ce jour de juin 2020 où, par l'intermédiaire de l'avocat Emmanuel Pierrat, un ancien critique théâtral de *Libération*, Jean-Pierre Thibaudat, prend contact avec les deux ayants droit de Céline, l'avocat François Gibault et Véronique Chovin. L'homme leur révèle qu'il détient les 5 324 feuillets disparus à la Libération. Depuis combien de temps ? De longues années. Qui les lui a donnés ? Mystère. Au terme d'une petite passe d'armes judiciaire, les manuscrits sont enfin restitués aux deux ayants droit. *Le Monde* avait révélé cette rocambolesque redécouverte dans son édition du 6 août 2021.

On mesure alors l'ampleur inouïe de ce trésor. Il y a là le manuscrit d'un roman inédit intitulé *Londres*, le manuscrit complet de *Casse-pipe* (paru inachevé en 1949), celui d'une « légende », *La Volonté du roi Krogold*, mille pages de *Mort à crédit*, et, donc, le fameux *Guerre*. C'est ce dernier que Gallimard et les ayants droit décident de publier rapidement (rappelons que Céline tombera dans le domaine public le 1<sup>er</sup> janvier 2032). De ce roman, on ne connaissait jusqu'à présent que le titre, évoqué au détour d'une lettre de Céline à son éditeur Robert Denoël, le 16 juillet 1934, dans laquelle il énumérait laconiquement trois œuvres à venir : « Enfance – Guerre – Londres. »

**« J'ai appris à faire de la musique, du sommeil, du pardon et, vous le voyez, de la belle littérature aussi, avec des petits morceaux d'horreur arrachés au bruit qui n'en finira jamais », proclame Céline dès les premières pages**

« *J'ai décrypté les 250 feuillets de Guerre entre octobre 2021 et janvier 2022*, raconte Pascal Fouché, grand spécialiste de Céline, à qui l'on a confié le soin d'établir cette édition. *Il semble que ce texte date de 1934. On sent que c'est un premier jet, écrit avec une certaine rage. L'écriture est parfois difficile à déchiffrer et il y a peu de ponctuation. Céline aurait sans doute modifié des choses à la relecture, mais ce premier jet est d'une puissance exceptionnelle.* »

Dès les toutes premières lignes de *Guerre*, en effet, on est happé par l'atmosphère crépusculaire du front après la bataille. Ferdinand gît là, dans la boue, blessé, avec un bras transformé en « éponge de sang » et d'insoutenables bourdonnements dans la tête. « *J'ai appris à faire de la musique, du sommeil, du pardon et, vous le voyez, de la belle littérature aussi, avec des petits morceaux d'horreur arrachés au bruit qui n'en finira jamais* », proclame-t-il dès les premières pages. « *Avec les mots de 2022, on dirait que Guerre est le récit d'un syndrome post-traumatique* », commente Emile Brami.

Récupéré par des Britanniques, le blessé est transféré vers Ypres, puis vers « *Peurdu-sur-la-Lys* », transposition romanesque d'Hazebrouck. Là, Ferdinand, craignant d'être fusillé comme déserteur, va se lier à tout un petit théâtre de personnages inquiétants : le médecin sadique ne rêvant que de le « *charcuter* » pour lui ôter la balle fichée dans sa tête, l'infirmière, M<sup>lle</sup> L'Espinasse, qui « *branle* » les agonisants sous leurs draps, le souteneur Cascade, qui malmène sa « *raclure de putain* », Angèle, le tout bercé par le bourdonnement des obus de 120 à l'horizon...

On a parfois le sentiment de lire un western flamand, avec ces cavaliers et soldats de toutes nationalités qui envahissent la rue principale, l'estaminet où l'on croise des femmes de mauvaise vie et les exécutions continuelles de déserteurs aux abords de la ville. L'écriture, rude, est celle du premier Céline, mêlant langage populaire et argot militaire, même si le romancier nous ménage quelques échappées campagnardes bucoliques – on a même droit à une partie de pêche à la ligne, comme échappée de Maupassant.

## Le sexe selon Céline

« *Paradoxalement, la force de Guerre, c'est sa brièveté. Voyage au bout de la nuit et Mort à crédit sont de grosses machines romanesques. Ici, tout est concentré en 150 pages et ce qui frappe, c'est l'omniprésence de la mort et du sexe* », observe Pascal Fouché. *Guerre*, c'est « Eros et Thanatos » à Hazebrouck. « *Notre grand maître actuellement à tous, c'est Freud !* », proclamait d'ailleurs le Céline des années 1930. Mais le sexe selon Céline a peu à voir avec les subtiles analyses du maître viennois. Et même pour qui serait familier des outrances langagières du Céline d'avant-guerre, *Guerre* dépasse, par sa crudité, tout ce que l'on avait lu de lui. Le souteneur Cascade, en particulier, pourrait bien heurter les oreilles de la génération #metoo : « *Dis encore un mot saloperie que je te carabosse ta putain de gueule de carafe !* », lance-t-il à sa « *grognasse* » Angèle, avant de l'inviter à aller « *se faire tasser par ses nègres* ». Un très utile « *lexique de la langue populaire* » placé en fin d'ouvrage nous rappelle, si besoin, que « tasser » signifie « sodomiser »... « *Guerre est écrit au moment où la danseuse Elizabeth Craig, à qui Voyage au bout de la nuit était dédié, quitte définitivement Céline : est-ce cette rupture qui a déclenché ce flot de lubricités ?* », s'interroge Pascal Fouché.

Une saisissante scène de *Guerre* résume à elle seule toute l'œuvre du romancier : Ferdinand et ses parents sont invités à déjeuner chez un notable de Peurdu-sur-la-Lys, M. Harnache. Et tandis que les convives sirotent confortablement un cognac, sous leurs fenêtres défilent de pauvres soldats en route pour la grande boucherie. Les puissants contre les faibles, les riches contre les pauvres, les planqués contre les sacrifiés : tel sera le leitmotiv de toute l'œuvre célinienne à venir, de ses délires antisémites jusqu'à sa fameuse « trilogie allemande » d'après-guerre. Un leitmotiv que l'on pourrait, bravant l'anachronisme, qualifier de très actuel.

Bien sûr, comme toujours avec Céline, la base du récit est totalement autobiographique : l'écrivain a bien été blessé au bras, le 27 octobre 1914, à Poelkapelle ; il a bien été soigné à l'Institution Saint-Jacques, à Hazebrouck, de fin octobre à fin novembre ; il a bien subi des hallucinations auditives tout au long de sa vie. Mais, comme toujours avec Céline également, la fiction va sublimer la réalité. *Guerre* semble ainsi accréditer l'une des légendes les plus tenaces entourant l'auteur de *Voyage au bout de la nuit* : il aurait été grièvement blessé à la tête sur le front, ce qui aurait nécessité une trépanation. Une légende pourtant démentie par ses nombreux biographes. Il n'empêche, tout au long de *Guerre*, Ferdinand se promène avec « *une balle au fond de l'oreille* »...

Autre légende au cœur du roman : la liaison que Louis-Ferdinand Céline aurait entretenue durant sa convalescence de l'automne 1914 avec une très convenable infirmière d'Hazebrouck, Alice David. Une rumeur a même évoqué un enfant issu de cette aventure. Dans *Guerre*, Ferdinand a bien une relation avec M<sup>lle</sup> L'Espinasse, la « *branleuse* » d'agonisants, mais on n'y trouve aucun indice relatif à une éventuelle descendance. En revanche, comme dans la « *vraie vie* » de Céline, le héros du roman, au terme de sa convalescence, s'embarque pour Londres, ce que fit en effet l'écrivain, en 1915.

On retrouvera donc la suite des aventures de Ferdinand dans un nouvel inédit, à paraître chez Gallimard à l'automne, tout simplement intitulé *Londres*. Les quelques privilégiés ayant pu jeter un œil sur le manuscrit évoquent un roman échevelé du niveau de *Guerre*. Dans le même temps paraîtra l'intégralité de *La Volonté du roi Krogold*, une légende celtique dont on ne connaissait que quelques passages distillés dans *Mort à*

*crédit*. Et, dès 2023, devraient paraître *Casse-pipe*, version complète, ainsi qu'une refonte du tome III des romans de Louis-Ferdinand Céline dans « La Pléiade ». Ce n'est plus un miracle. C'est une pluie de miracles.

**Signalons l'exposition « Céline, les manuscrits retrouvés », à la galerie Gallimard, 30, rue de l'Université, Paris 7<sup>e</sup>, du 6 mai au 16 juillet.**

30 avril (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/culture/michel-houellebecq-reagit-a-l-election-presidentielle-29-04-2022-2473735\\_3.php](https://www.lepoint.fr/culture/michel-houellebecq-reagit-a-l-election-presidentielle-29-04-2022-2473735_3.php)

## Michel Houellebecq réagit à l'élection présidentielle

Dans l'hebdomadaire allemand « Der Spiegel », sous le titre « Nicht versöhnt » (Pas réconciliés), l'écrivain analyse le vote français.

Publié le 29/04/2022 à 13h17 - Modifié le 29/04/2022 à 18h09

*Nicht versöhnt, par Michel Houellebecq*

Dans les sondages, je me suis toujours senti une affinité avec les agnostiques absolus, ceux qui après avoir examiné, et sans doute soupesé, toutes les options proposées cochent à chaque fois la dernière case : *Ne se prononce pas*.

Pour cette dernière élection, un institut de sondage français, j'ai oublié lequel, a innové en proposant, en réponse à la question « *Irez-vous voter dimanche prochain ?* », après les classiques *Oui* et *Non*, une troisième réponse ainsi formulée : « *Je l'envisage sérieusement.* »

« *Je l'envisage sérieusement* »... voilà qui donne à penser. Comme si le comportement normal, sage et prévisible était dorénavant l'abstention, mais qu'il restait loisible au citoyen, à l'issue d'une réflexion personnelle difficile, de faire jouer une *clause de non-reconduction*.

Au sujet de ces élections, je vais être contraint de m'auto-congratuler un peu en faisant observer que, jusqu'à présent, tout se passe comme prévu dans mon dernier roman. C'était, il est vrai, facile ; disons que c'était une prophétie mineure.



Je compenserai ce moment d'immodestie en tressant une couronne de louanges au *Spiegel*. Cette splendide est parue au moment de mon dernier séjour en Allemagne, à l'occasion de la Foire du livre de Francfort, qui fut l'occasion de ma dernière véritable interview, avec questions-réponses, etc. (C'était dans le *Spiegel* aussi, d'ailleurs.) La beauté de ce « *Ich bin nicht arrogant* » vient de ce que la photo dit

exactement le contraire, mais aussi du fait qu'une contre-vérité absolue, prononcée avec suffisamment d'aplomb, peut produire, au-delà de la sidération première, quelque chose comme une révélation.

Nous en eûmes un autre exemple, plus récemment, en France, lorsque Marion Maréchal Le Pen affirma dans une interview (pour s'en féliciter) que les gens « ne votaient plus en fonction de leurs intérêts, mais de leurs convictions ». Peu de phrases aussi fausses ont été prononcées en France, ces dernières années, par une personnalité publique. Le vote a toujours été, plus ou moins, un vote de classe ; mais il ne l'avait jamais été à ce point. Sur le plan sociologique, *l'enseignement des élections* est d'une limpidité absolue, cela peut se dire en une phrase : les riches votent Macron, les pauvres votent Le Pen, les intermédiaires votent Mélenchon. C'est une grille de lecture simple, brutale, et elle fonctionne à la perfection.

Les jeunes votent Macron ou Mélenchon, les vieux votent Macron ; ceux qui travaillent votent Le Pen. C'est vrai, ou à peu près ; mais le plus important, le plus décisif, reste le vote de classe.

Sur le plan des « classes d'âge », il faut affiner un peu, mais à peine. Mon ami Jean-Pierre Dionnet me résumait une fois la vie adulte à trois phases. Dans la première (correspondant à la « carte jeunes » de la SNCF, et d'autres organismes), on profite de la vie, on s'amuse, etc. Ça dure à peu près jusqu'à 26 ans. Dans la dernière (« carte sénior »), à partir de 60 ans, c'est-à-dire un peu moins que l'âge de la retraite au moment où j'écris, c'est en principe pareil : on profite de la vie, on s'amuse (enfin, quand même moins ; on fait un peu semblant). Entre les deux, c'est l'âge sérieux de la vie. On travaille, ou on essaie ; on fait fonctionner le monde, ou on essaie. Certains tentent de réussir, d'autres de fonder une famille, parfois les deux. Enfin, on ne se marre pas tous les jours.

Les jeunes votent Macron ou Mélenchon, les vieux votent Macron ; ceux qui travaillent votent Le Pen. C'est vrai, ou à peu près ; mais le plus important, le plus décisif, reste le vote de classe.

À force d'insister sur la notion de classe, je risque d'être accusé de soumission exagérée aux concepts marxistes ; ce n'est pas faux, mais je vais nuancer. Un phénomène existe, auquel Marx ne comprenait à peu près rien, phénomène négligeable au point de vue sociologique, mais parfois capital chez les individus (et la présidentielle consiste, avant tout, à élire un individu), c'est celui de la *trahison de classe* ; et nous en avons eu, au cours de cette dernière élection, deux exemples spectaculaires.

Grandie dans l'opulence, ayant connu une jeunesse de *night-clubbeuse* (quand même pas la *jet-set*, mais pas très loin), Marine Le Pen a rencontré la révélation à Hénin-Beaumont, chez les pauvres. Ce phénomène s'est produit à de nombreuses reprises dans l'histoire : saint François d'Assise, saint Vincent de Paul, etc. Sans viser aussi haut, Marine Le Pen s'est aperçue qu'elle avait davantage de plaisir à bavarder avec une caissière de chez LIDL qu'à retourner passer une après-midi dans le domaine de son père. Marine Le Pen a *trahi sa classe*.

Quand le résultat est plié d'avance, il devient difficile de s'intéresser au match.

Éric Zemmour a fait le chemin inverse. Né dans une de ces familles de juifs forcés par la nécessité de survivre au milieu des musulmans (il en reste quelques-unes, beaucoup moins, mais il en reste), il s'est enivré de la fréquentation des riches, des importants et des célèbres ; plus récemment, il a joui de susciter la ferveur chez des foules de jeunes gens. Cela était, en effet, inattendu et merveilleux, et peut s'excuser, mais Zemmour n'en a pas moins été à l'origine d'un phénomène qui ne va pas simplifier la situation de notre malheureux pays. Nous avons depuis longtemps en France deux gauches irréconciliables (pro et anti *woke*, pour simplifier) ; la droite essayait de jouer le jeu d'un couple *qui reste ensemble pour les enfants*, mais elle n'avait pas d'enfants. Éric Zemmour a peut-être créé les conditions de *deux extrêmes droites irréconciliables* ; ce qui serait une vraie nouveauté. Mais le public allemand ne devra pas s'y tromper : diverses balivernes idéologiques seront émises de part et d'autre ; mais la véritable opposition sera, comme à chaque fois, un pur et simple *conflit de classes*.

Marion Maréchal Le Pen, par exemple, n'a jamais trahi sa classe.

Nous venons d'offrir à l'opinion internationale, qui nous fait la bonté de suivre nos joutes, un spectacle bien médiocre. C'est un peu normal : quand le résultat est plié d'avance, il devient difficile de s'intéresser au

match. Je ne sais pas si les projections de mon roman s'avèreront ; la *rediabolisation* du Rassemblement national sera de plus en plus difficile à mettre en œuvre, il y a peut-être (ou peut-être pas ?) des limites à la stupidité des populations. Je peux seulement vous promettre une chose, cher public allemand : nous ferons mieux en 2027.

Et je peux ajouter (ce qui est moins gai) que la réconciliation n'est pas, chez nous, à l'ordre du jour.

**Dernier livre paru : *anéantir* (Flammarion, 736 p., 26 €)**

30 avril (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/politique/derosier-macron-n-aura-probablement-pas-de-majorite-absolue-29-04-2022-2473740\\_20.php](https://www.lepoint.fr/politique/derosier-macron-n-aura-probablement-pas-de-majorite-absolue-29-04-2022-2473740_20.php)

## Derosier : « Macron n'aura probablement pas de majorité absolue »

ENTRETIEN. Le constitutionnaliste estime que l'on pourrait se retrouver dans une configuration assez similaire à celle de la dernière cohabitation, en 1997.



Le Conseil constitutionnel a proclamé la réélection d'Emmanuel Macron, mercredi 27 avril. © LUDOVIC MARIN / POOL / AFP

*Par Sébastien Schneegans*

Publié le 29/04/2022 à 14h00

**E**mmanuel Macron a réalisé l'authentique exploit d'être réélu président de la République, à seulement 44 ans. Il lui faut désormais affronter la bataille des législatives. Le mandat des actuels Marcheurs, dont l'amateurisme avait été érigé en vertu, sera-t-il renouvelé ? Seront-ils au contraire remerciés ? Combien de députés Les Républicains (LR) le futur Premier ministre peut-il espérer raccrocher à la macronie ? Jean-Luc Mélenchon, éliminé au premier tour de l'élection présidentielle, peut-il obtenir sa revanche en imposant une cohabitation au président fraîchement élu ?

Jean-Philippe Derosier, constitutionnaliste et professeur de droit public à l'université de Lille, ne prétend pas bien sûr avoir la réponse à toutes ces questions. Il note cependant qu'il est « assez probable » que le président reconduit n'obtienne pas de majorité absolue. Nous nous retrouverions alors avec une Assemblée nationale éclatée, constituée par une opposition en ordre dispersé, incapable de s'entendre sur les principaux chantiers du prochain quinquennat, et une majorité aux contours imprécis. Une telle configuration, assez similaire à celle du gouvernement de la gauche plurielle de Lionel Jospin en 1997, est de nature à entraver l'exercice du pouvoir, souligne Jean-Philippe Derosier.

**Le Point : Emmanuel Macron** disait avoir été élu « par effraction » en 2017 ; il a été réélu, semble-t-il, par résignation en 2022. Le premier président de la République réélu hors période de cohabitation risque-t-il de devoir gouverner sans majorité absolue ?

**Jean-Philippe Derosier :** C'est en effet assez probable, mais il n'y aura pas pour autant, de mon point de vue, de cohabitation, car cela impliquerait qu'il y ait une majorité hostile au président de la République à l'Assemblée nationale. J'exclus une majorité de droite, puisque la droite ne sera pas forcément hostile au chef de l'État. Une majorité d'extrême droite paraît impossible, même selon les projections les plus optimistes, et une majorité de gauche me semble hautement improbable, quoi qu'en dise Jean-Luc Mélenchon.

## **Pour quelles raisons ?**

Depuis quarante ans, les élections législatives qui ont eu lieu dans le prolongement de l'élection présidentielle ont toujours confirmé le pouvoir du président de la République, en lui confiant une majorité pour gouverner. Jean-Luc Mélenchon semble oublier que, au premier tour de l'élection présidentielle, les forces de gauche, de Philippe Poutou à Anne Hidalgo, n'ont collectivement récolté que 32 % des suffrages. Or, ces 32 % pèsent évidemment nettement moins que les 40 % des candidats de droite et les 28 % d'Emmanuel Macron. Si Mélenchon voulait remporter les législatives, il lui faudrait donc grappiller des électeurs de Macron, ce qui me paraît, en regard de sa ligne politique, impossible. Jean-Luc Mélenchon ne serait par ailleurs pas en mesure de former une coalition, parce que le point d'équilibre n'est jamais une figure radicale ; les coalitions se sont toujours formées autour de figures centrales.

## **Ne risque-t-on pas toutefois de se retrouver avec une Assemblée nationale éclatée, avec une opposition en ordre dispersé et aucune majorité absolue ?**

C'est en effet à craindre. Ce troisième tour risque de déboucher sur la formation de trois ou quatre camps entre lesquels l'entente sera difficile. Il est en tout cas assez probable que le parti d'Emmanuel Macron, La République en marche, n'obtienne pas de majorité. Cela tient naturellement au fait que le président réélu ne bénéficie pas du même engouement qu'il y a cinq ans. Il incarnait alors le renouveau, cette dimension jupitérienne contre la position du président François Hollande et il emportait, avec sa volonté de dépasser le clivage droite-gauche, un souffle nouveau. Élu par résignation ou plutôt, dirais-je, par défaut, il n'aura probablement pas de majorité absolue.

LREM aura, en revanche, à n'en pas douter, quelques alliés, et cette constellation créera une majorité, qui sera plurielle. J'utilise à dessein ce terme, car on pourrait se retrouver dans une configuration assez similaire à celle de la dernière cohabitation, en 1997. Sous la houlette de Lionel Jospin, les socialistes, les radicaux de gauche, les Verts et le Parti communiste avaient alors formé la gauche plurielle. On pourrait se retrouver, en 2022, avec une majorité plurielle. À une gauche plurielle pourrait succéder une droite ou un centre droit pluriel. Emmanuel Macron sera cependant confronté à des difficultés supplémentaires.

## **Lesquelles ?**

La gauche plurielle était composée de trois groupes, réunissant cinq à six partis politiques différents. Aujourd'hui, la création d'un groupe parlementaire est plus aisée qu'auparavant puisqu'il ne faut qu'un minimum de 15 députés pour en constituer un, contre 30 jusqu'en 1988 et 20 en 1997 (et jusqu'en 2009). Un tel changement permet d'institutionnaliser davantage la pluralité, en multipliant les groupes parlementaires. Emmanuel Macron ne pouvant réaliser, selon la Constitution, que deux mandats, il sera surtout très vite confronté aux prétentions à sa succession. La pluralité cohérente va probablement se terminer par une singularisation incohérente. Autrement dit, plusieurs Marcheurs vont prendre leur bâton de pèlerin pour essayer de s'installer dans le fauteuil du président.

## **Est-ce de nature à compliquer l'exercice du pouvoir ?**

Inévitablement. Tout dépendra du nombre de députés dans le groupe majoritaire. La majorité absolue est fixée à 289 sièges, mais ils n'auront pas le même poids s'ils sont 288 ou 200. Le groupe de La République en marche a perdu la majorité absolue en mai 2020, mais il a conservé 276 députés, et la soudure entre LREM et les formations alliées était solide. Le point d'équilibre sera plus difficile à trouver s'il faut compter avec deux, trois ou quatre groupes. Ceux qui viendront d'Horizons, du MoDem ou d'Agir ne voudront aucunement se dissoudre dans un hypothétique parti unique.

## **Une telle configuration ne risque-t-elle pas de nuire à la stabilité de nos institutions, qui a été la marque de la V<sup>e</sup> République ?**

Cela pourrait être le cas dans la seconde partie du quinquennat. Si, par exemple, Édouard Philippe, Olivier Dussopt ou Christophe Castaner, ou d'autres encore, veulent prendre la succession d'Emmanuel Macron, ils ne pourraient plus gouverner ensemble. Mais la V<sup>e</sup> République dispose de mécanismes permettant de mettre de l'ordre. Si la majorité est indisciplinée, le président peut toujours dissoudre l'Assemblée et le 49.3, même

s'il a perdu de son efficacité, peut encore être convoqué. D'où la nécessité de faire passer les textes les plus clivants dans les trois premières années du quinquennat.

30 avril (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/amine-el-khatmi-en-s-alliant-avec-les-insoumis-le-parti-socialiste-trahirait-l-universalisme-20220429>

## Amine El Khatmi: «En s'alliant avec les Insoumis, le Parti socialiste trahirait l'universalisme»

Publié hier à 18:12

«Le projet politique de Jean-Luc Mélenchon, lourd de menaces pour la cohésion européenne, c'est l'assurance d'une France affaiblie et isolée à l'extérieur, appauvrie et divisée à l'intérieur.»



**FIGAROVOX/TRIBUNE - Le Parti socialiste et la France insoumise tentent de sceller un accord pour présenter des candidatures communes aux législatives. Pour le président du Printemps républicain, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon agite le communautarisme et fragilise l'édifice commun.**

*Amine El Khatmi est cofondateur et président du Printemps républicain. Il a écrit Combats pour la France (éd Fayard) en 2019 et a publié Printemps républicain (éd. L'Observatoire, 2021) en cette rentrée. Il a également soutenu Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle.*

Le Parti socialiste a entrepris de négocier une alliance avec La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon en vue des élections législatives. Ce rapprochement n'est pas guidé par une convergence de programme ou une coalition d'idées pour la France et les Français. Il est uniquement dicté par des convictions fragiles, très sensibles aux vents dominants, et par des circonstances darwiniennes. Le tout en trahissant tout ce pour quoi les socialistes se sont battus depuis des décennies, et en reniant ce qu'ils ont accompli lorsqu'ils étaient en responsabilité.

Il faut relever les paradoxes de cette situation pour comprendre que ce qui se joue aujourd'hui va bien au-delà de la survie d'un parti.

Le premier tient au fait que depuis cinq ans, le Parti socialiste a déploré la supposée personnalisation du pouvoir par Emmanuel Macron et l'affaïssement du Parlement. Il faudra donc expliquer le revirement qui conduit aujourd'hui les socialistes à s'allier à un Jean-Luc Mélenchon qui montre d'inquiétantes dispositions au pouvoir personnel et une bien faible capacité à accepter la contradiction.

Le second tient à l'idée que les socialistes se font de l'engagement politique. Il existe au PS, au sein duquel j'ai milité durant de longues années, une certaine idée de la gauche. La tradition d'un attachement sincère à la vérité du monde, à la dignité des personnes et à la complexité du réel. Comment comprendre alors que cet ancrage historique et philosophique soit aujourd'hui asservi, pour des raisons de basse politique, au mensonge populiste, à la légitimation de la violence et la simplification, jusqu'à l'outrance, du débat public ? Est-ce sous la conduite d'une personnalité irritable et imprévisible, en recherche permanente du conflit, que la gauche peut se reconstruire et la France s'apaiser ?

**À la veille des élections de juin, les socialistes ont le choix. Ils peuvent encore construire des alliances qui n'offensent leur histoire comme leur projet.**

*Amine El Khatmi*

Le troisième, enfin, tient à une certaine conception de la République. La gauche socialiste a toujours défendu l'universalisme grâce auquel le corps politique est composé de citoyens égaux, sans distinction d'origine, de culture, de fortune ou d'appartenance. La République s'est fondée sur cette philosophie de l'addition et du rassemblement d'un peuple autour d'un socle commun et indivisible. La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon procède par soustraction et confrontation, en permanence. Rompant, dans une logique clientéliste grossière, avec la tradition laïque dont il est issu, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon agite désormais le communautarisme et fragilise l'édifice commun. Il a, pour reprendre Aimé Césaire, «*une vision carcérale de l'identité*», enfermant l'individu au lieu de l'émanciper.

Il n'est même pas besoin de rappeler les inclinations poutiniennes de Jean-Luc Mélenchon, ni sa fascination pour les dictatures populistes d'Amérique latine, pour comprendre la fracture béante qui sépare les socialistes des Insoumis. Il n'est même pas besoin de rappeler ses errements durant la crise sanitaire, applaudissant le professeur Raoult pour ne pas désespérer la Canebière et diabolisant la vaccination, pour comprendre où est le problème. Il n'est pas besoin de s'imaginer aux côtés de quels personnages les socialistes se résignent à siéger dans la future Assemblée. Il n'est pas même besoin de rappeler la compromission impardonnable que fut la participation à une manifestation organisée par des mouvements islamistes en novembre 2019 – manifestation que le PS avait eu, pour une fois, le courage de dénoncer. Il suffit de dire, sereinement mais nettement, que le projet politique de Jean-Luc Mélenchon, lourd de menaces pour la cohésion européenne, c'est l'assurance d'une France affaiblie et isolée à l'extérieur, appauvrie et divisée à l'intérieur. Est-ce cela que veulent les héritiers de François Mitterrand ?

À la veille des élections de juin, les socialistes ont le choix. Ils peuvent encore construire des alliances qui n'offensent leur histoire comme leur projet. Ils peuvent rejoindre les femmes et hommes de gauche qui, autour du Printemps républicain, des amis d'Olivier Dussopt, François Rebsamen ou Jean-Pierre Chevènement ont fait le choix de porter une certaine idée de la gauche républicaine dans la majorité d'Emmanuel Macron. Ils peuvent encore décider de ne pas s'achever eux-mêmes en recevant le baiser de la mort de Jean-Luc Mélenchon. Les socialistes ont encore le choix de ne pas connaître «la honte de mourir sans avoir combattu».

30 avril (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/international/cette-moitie-du-monde-qui-reste-dans-le-camp-de-vladimir-poutine-20220429>

vendredi 29 avril 2022 - 19:10 UTC +02:00 1199 mots

Actualité ; International

## Cette moitié du monde qui reste dans le camp de Vladimir Poutine

Lasserre, Isabelle

### **ANALYSE - La crise ukrainienne, en cristallisant une opposition idéologique entre deux camps, fait souffler un vent de guerre froide sur le monde.**

Vue d'Europe ou de Washington, l'impression domine que le monde entier s'est levé contre Poutine et sa guerre en Ukraine. Cette impression est nourrie par la condamnation unanime de l'Occident et par ses efforts politiques, économiques et militaires pour aider l'Ukraine à résister. Mais il s'agit d'une perception occidentale, qui agit comme un miroir déformant de la réalité.

**Depuis le début de la guerre, une partie du monde soutient ouvertement le régime de Vladimir Poutine, tandis qu'une autre s'abstient de le condamner, se réfugiant dans l'indifférence ou l'embarras.** Et deux mois après le début de l'offensive, les crimes de guerre commis par les forces russes en Ukraine n'ont pas modifié le positionnement de ces pays.

Les lignes de fracture

Le 2 mars, la résolution de l'ONU condamnant l'agression de l'Ukraine a été adoptée par 141 États. Mais elle a été rejetée par cinq pays, la Russie bien sûr, la Biélorussie, la Corée du Nord, la Syrie et l'Érythrée. **Trente-cinq pays se sont abstenus.** Parmi eux, la plupart des alliés habituels de la **Russie: Chine, Algérie, Inde, Vietnam, Cuba, Iran...** Les deux résolutions suivantes des Nations unies, sur les conséquences humanitaires de la guerre et la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme, ont révélé les mêmes lignes de fractures.

Les raisons du soutien, tacite ou explicite, au régime de Poutine sont diverses. Contrairement à l'Europe, plus affectée par la crise en raison de sa proximité géographique et culturelle avec la Russie, de nombreux pays plus éloignés du front se sentent moins touchés par ses enjeux économiques et géopolitiques. **Certains soutiennent ouvertement le Kremlin, car ils dépendent de Moscou. La Biélorussie,** redevenue un satellite de la Russie. **La Syrie de Bachar el-Assad,** qui doit sa survie politique à l'intervention militaire de la Russie.

**Le Venezuela, dont le président Maduro est soutenu économiquement et politiquement par Moscou.** Ailleurs, sur les autres continents, sauf en Europe - à l'exception de la **Serbie** et, dans une certaine mesure, de la **Hongrie** - et en Amérique, **un silence consentant accompagne la guerre de Poutine en Ukraine.** C'est le cas dans **la plupart des pays du Caucase et d'Asie centrale,** encore très liés à Moscou dans les domaines économiques, militaires et diplomatiques.

C'est aussi le cas de **la grande majorité des pays asiatiques, sauf** les trois alliés traditionnels de l'Occident - **Japon, Taïwan, Corée du Sud.** Même **la démocratie indienne,** dont Moscou est le principal fournisseur d'équipements militaires, met en avant son statut de « *non aligné* ». Quant à la **Chine,** elle considère la Russie comme **un allié indispensable dans son affrontement avec les États-Unis.** Non seulement elle a refusé de condamner l'agression russe, mais **elle a assuré le Kremlin d'une amitié « sans limite ».** **Elle s'est aussi opposée aux sanctions occidentales et reprend la propagande russe qui fait des États-Unis et de l'Otan les responsables de la guerre.**

Rapport de forces

Même tableau sur **le continent africain,** où un gros tiers des pays, dont **l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Mali, la République centrafricaine et l'Afrique du Sud,** refusent de s'opposer à Moscou. Certaines capitales, comme Bamako ou Bangui, sont prisonnières de leurs liens avec la société de mercenaires Wagner proche du Kremlin. D'autres ne veulent pas mettre en danger leurs liens économiques et militaires avec la Russie. Quant au **Moyen-Orient,** il préfère **dénoncer le deux poids deux**

mesures de l'Europe, qui accueille à bras ouverts les Ukrainiens alors qu'elle résistait à ouvrir ses portes aux réfugiés afghans et syriens.

Les **Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite** ont voté les résolutions de l'ONU condamnant la guerre, mais refusent d'appliquer les sanctions occidentales. C'est aussi le cas **d'Israël**, qui ne veut pas mettre en danger son accord local avec l'armée russe, très présente dans la région, qui permet à son aviation de frapper des cibles iraniennes ou le Hezbollah en Syrie. Quant à **l'Iran, il partage avec la Russie les mêmes ennemis: les États-Unis et l'Otan** et ce point commun suffit pour détourner les yeux de l'Ukraine. **Partout, les intérêts nationaux priment sur les principes et les valeurs.** C'est aussi vrai en Amérique latine, où Poutine peut compter sur le **soutien de Cuba** et le silence de Jair Bolsonaro au Brésil.

**Bien que nombreux, les affidés de la Russie n'ont pas fait basculer le rapport de forces.** Les résolutions de l'ONU ont été adoptées. De même que celles de l'Unesco où, grâce à l'action de la France, de l'Allemagne, de la Pologne et de l'UE ainsi qu'à la bataille acharnée livrée par les ambassadeurs, la Russie et ses alliés ont perdu trois fois: quand l'Unesco a condamné la guerre ; quand elle a reporté la 45e session du patrimoine mondial, prévue en juin à Kazan, à l'ouest de la Russie ; et une troisième fois en attribuant le prix de la liberté de la presse à l'association biélorusse des journalistes. « *Tout est fait pour montrer qu'il ne suffit pas de bombarder l'Ukraine pour dominer le monde* », explique Véronique Roger-Lacan, l'ambassadrice de France à l'Unesco.

**Pourtant, l'engagement nouveau et massif des États-Unis aux côtés de l'Ukraine, qui se fait aussi au nom de « valeurs », ajouté à l'anti-occidentalisme qui souvent sert de ciment aux pays refusant de condamner Poutine, dessine de plus en plus un nouveau monde.** Il s'organise en **deux camps**: celui des **Occidentaux et des démocraties libérales et celui des dirigeants autocrates, qui poussent un contre-modèle.** Il est loin le temps où les néoconservateurs américains pensaient pouvoir imposer la démocratie de force en Irak en 2003, en espérant un effet domino et vertueux dans les autres pays du Moyen-Orient.

**Aujourd'hui, le camp de la démocratie et des droits de l'homme se rétracte, quand celui des autoritaires et des anti-démocrates se renforce.** La crise ukrainienne, en cristallisant une opposition idéologique entre les deux camps, fait à nouveau souffler **un vent de guerre froide** sur le monde. S'installera-t-elle à nouveau sur le long terme? **Beaucoup dépendra de l'intensité et de la nature du soutien chinois au régime russe.**

29 avril (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/28-prominente-fordern-in-offenem-brief-waffenstopp-fuer-die-ukraine-17993855.html>

OFFENER BRIEF IN DER „EMMA“:

## So sieht Kapitulation aus

- EIN KOMMENTAR VON MICHAEL HANFELD
- -AKTUALISIERT AM 29.04.2022-19:49



Bundeskanzler Olaf Scholz beim Besuch der Wasserstoffanlage der Chiyoda Corporation in Tokio, am 29. April. Bild: dpa

28 Prominente stärken in einem offenen Brief in der „Emma“ Kanzler Scholz für seine Haltung zum Ukrainekrieg den Rücken. Sie wollen keine Waffen liefern und - dass die Ukrainer endlich aufgeben. Ein Appell, der erschüttert.

Die Politik von Olaf Scholz, die er als „besonnen“ ausweist und die darin besteht, der Ukraine im Überlebenskampf gegen den Vernichtungsangriff der russischen Armee mit so wenig Waffen wie möglich zu helfen beziehungsweise so, dass Wladimir Putin dies nicht als Agieren einer „Kriegspartei“ versteht, findet Unterstützer. 65 Prozent der Bundesbürger, teilt das Umfrageinstitut Forsa mit, hielten die Linie des Bundeskanzlers für richtig. 56 Prozent fürchteten, dass sich der Krieg auf andere Länder in Europa ausweiten könnte, würden weitere Waffen an die Ukraine geliefert.

Das sehen auch die 28 Erstunterzeichner eines offenen Briefes so, den die Zeitschrift „Emma“ am Freitag veröffentlicht hat. **Alice Schwarzer, Alexander Kluge, Martin Walser, Reinhard Merkel, Reinhard Mey, Dieter Nuhr, Gerhard Polt, Edgar Selge, Antje Vollmer, Peter Weibel, Ranga Yogeshwar, Juli Zeh** und andere sind der Ansicht, dass Scholz richtig handele.

### Wer ist hier Opfer und wer der Täter?

Sie fordern ihn auf, „weder direkt noch indirekt, weitere schwere Waffen an die Ukraine“ zu liefern. Zwar sei „die russische Aggression als Bruch der Grundnorm des Völkerrechts“ zu werten. Auch gebe es „eine prinzipielle politisch-moralische Pflicht“, vor „aggressiver Gewalt nicht ohne Gegenwehr zurückzuweichen“. Doch finde diese „Grenzen in anderen Geboten der politischen Ethik“. Man dürfe das „manifeste“ Risiko einer Eskalation nicht in Kauf nehmen. Die „Lieferung großer Mengen schwerer Waffen“ könne „Deutschland selbst zur Kriegspartei machen“. Ein russischer Gegenschlag könne „den Beistandsfall nach dem NATO-Vertrag und damit die unmittelbare Gefahr eines Weltkriegs auslösen. Die zweite Grenzlinie ist das Maß an Zerstörung und menschlichem Leid unter der ukrainischen Zivilbevölkerung. Selbst der berechtigte Widerstand gegen einen Aggressor steht dazu irgendwann in einem unerträglichen Missverhältnis.“

Es sei ein Irrtum, „dass die Verantwortung für die Gefahr einer Eskalation zum atomaren Konflikt allein den ursprünglichen Aggressor angehe und nicht auch diejenigen, die ihm sehenden Auges ein Motiv zu einem gegebenenfalls verbrecherischen Handeln liefern. Und zum andern, dass die Entscheidung über die moralische Verantwortbarkeit der weiteren ‚Kosten‘ an Menschenleben unter der ukrainischen

Zivilbevölkerung ausschließlich in die Zuständigkeit ihrer Regierung falle. Moralisch verbindliche Normen sind universaler Natur.“

Auf ein solches Manifest dürfte der Kreml gewartet haben. Die Unterzeichner schlucken nicht nur die Drohung mit dem dritten Weltkrieg. **Sie sprechen mit der Formulierung der „moralischen Verantwortbarkeit der weiteren ‚Kosten‘ an Menschenleben“ den Ukrainern das Widerstandsrecht ab.** Das klingt, als sollten die Angegriffenen Mord, Vergewaltigung, Folter, Verschleppung und Versklavung ertragen. **Es ist, empathiefrei, unbeeindruckt von den Kriegsverbrechen, die Aufforderung zur Kapitulation.** Ob die Unterzeichner denken, dann hätten wir wieder Ruhe? Und es schön warm mit Gas und Öl von Putin?

29 avril (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/pierre-henri-tavoillot-un-mandat-pour-lutter-contre-la-crise-de-la-representation-et-l-impuissance-publique-20220428>

**Le Figaro, no. 24163**

Le Figaro, vendredi 29 avril 2022 1295 mots, p. 14

Débats

## « Un mandat pour lutter contre la crise de la représentation et l'impuissance publique »

Le philosophe, auteur de l'ouvrage remarqué *Comment gouverner un peuple-roi ?* (Odile Jacob), analyse les défis qui se présentent au président réélu au terme d'un scrutin marqué par la force inédite du vote protestataire.

Tavoillot, Pierre-Henri, Bastié, Eugénie

**PROPOS RECUEILLIS PAR eugénie bastié @EugenieBastie**

**LE FIGARO. - La victoire d'Emmanuel Macron est incontestable, mais la crise démocratique visible à travers la montée du vote protestataire et de l'abstention. Quelle leçon en tirer ?**

**Pierre-Henri TAVOILLOT. -** Sans nier ces données, il faut éviter les faux procès en illégitimité : 58,5 % constitue une victoire claire et nette. Nous vivons une continuité gouvernementale inédite depuis plus de quarante ans. À voir si elle se confirme lors des législatives. Mais cette réussite a deux limites. D'une part, le premier quinquennat a été marqué par trois crises majeures : « gilets jaunes », Covid-19 et guerre en Ukraine. Ces trois tempêtes ont totalement brouillé repères et cadres habituels du débat politique en France. Nous n'avons pas fini d'en mesurer les effets. D'autre part, les résultats du premier tour ont révélé l'ampleur de la marginalisation des partis traditionnels (PS et LR) au profit non seulement de courants plus radicaux (FI et RN), mais aussi d'une abstention massive. La France qui dit non est devenue majoritaire, quelle que soit la manière dont on interprète le clivage- social, idéologique ou intellectuel.

**Mais, cette France-là, à qui dit-elle non ?**

Elle dit non aux responsables politiques, juridiques et économiques, très efficaces pour démolir, impuissants à reconstruire. Ils inventent l'Europe, mais oublient ses frontières; ferment les usines, mais occultent les vies dévastées; ouvrent des centres commerciaux, et tuent les centres-villes; augmentent les droits individuels, mais détruisent la sécurité collective. Et quand, par miracle, ils construisent, ce sont des murailles d'impossibilités, des règles tatillonnes, des lois incohérentes. La France qui dit non, le dit d'abord aux aveux d'impuissance des puissants. Elle dit non aussi aux minorités actives qui ont pris le pouvoir et s'exonèrent des règles collectives pour bloquer et déconstruire au nom d'une vision très particulière de l'intérêt général. Sauver la planète, lutter contre le racisme « systémique », achever un patriarcat moribond, accueillir tous les migrants, détruire le capitalisme : ces causes sont justes !, disent-ils. Pourquoi faudrait-il en débattre alors qu'il est urgent d'agir ? Cette pression intolérante du « Bien », exaspère la France en colère, mais lui montre l'exemple. Inutile d'aller voter. Il faut protester, hurler et détruire, conditions pour être vu et entendu ! Elle dit non, enfin, aux élites intellectuelles et médiatiques qui profitent de leur droit de tirage dans l'espace public pour déverser, non pas les instruments de l'intelligence du monde, mais des idéologies aussi antagonistes que péremptoires : « guerres des races, des sexes, des générations, des classes, des territoires, des civilisations. Choisissez votre guerre civile, messieurs-dames, y a l'embarras du choix! Et on peut même en avoir plusieurs pour le prix d'une ! »

**La France qui dit non n'a-t-elle pas ses torts aussi ?**

Oui, cette France qui dit non tend aussi à se gargariser de son indignation. Enfermée dans sa colère, elle impute au gouvernement la hausse des prix causée par le Covid et la guerre en Ukraine; s'offusque qu'il tarisse l'argent magique du « quoi qu'il en coûte » alors qu'il s'agit d'une dette collective; lui reproche son ultralibéralisme dans le pays champion du monde des dépenses sociales; l'accuse d'accroître les inégalités dans une société où elles sont les plus réduites; le soupçonne d'empoisonnement avec un vaccin, gratuit de surcroît. « *Nul ne ment autant que l'homme indigné* », disait Nietzsche. Voilà ce que

sera le grand défi de Macron : séparer le « non bon grain » du « non ivraie » ; celui qui révèle la crise de la démocratie et celui qui promeut sa destruction. Il faudra écouter le premier; dénoncer le second. Tâche ardue, car la colère ne souffre guère la nuance.

### **Le face-à-face entre un « parti unique » rassemblant les « raisonnables » de droite et de gauche et les populistes n'obère-t-il pas cette possibilité ?**

Un clivage nouveau est apparu entre trois blocs qui expriment trois visions différentes de la démocratie. Dans celle-ci, il y a deux termes - *demos* (peuple) et *cratos* (pouvoir) -, dont l'articulation n'a rien d'aisée. Notre modèle libéral les associe en les limitant : pas trop de *demos* (mais des représentants), pas trop de *cratos* (mais des pouvoirs divisés et bornés

par des contre-pouvoirs). C'est là un équilibre instable et toujours décevant qui suscite deux tentations inverses.

Celle de la démocratie radicale, parfaitement incarnée par Jean-Luc Mélenchon, qui aspire à réduire le pouvoir vertical au profit de l'horizontalité participative. Et celle de la démocratie illibérale, prônée par Marine Le Pen, qui vise l'efficacité du pouvoir (sécurité, immigration, limitation du contrôle juridique). Une même mesure - le référendum - a chez eux deux sens différents. Chez le premier, il vise à installer une « démocratie permanente » ; chez la seconde, à s'exonérer des contrôles et contre-pouvoirs. Ce nouveau clivage n'est pas spécifique à la France; il est mondial. La Chine se pose aujourd'hui en leader du modèle illibéral. Elle est, selon ses propres dires, « la démocratie qui marche » , ce qui prime, c'est l'efficacité au service du bonheur du peuple et au détriment des libertés et des droits. De l'autre côté triomphe l'idée que la démocratie, c'est l'extension infinie des droits, des libertés et des identités individuelles, même si cela doit se faire au détriment de l'intérêt général et national. Et c'est entre ces deux projets que la démocratie libérale doit rechercher un nouvel équilibre

entre *demos* et *cratos*. Lutter à la fois contre la crise de la représentation (déficit de *demos* ) et l'impuissance publique (déficit de *cratos* ), tout en veillant à n'aggraver ni l'une ni l'autre.

### **Est-ce possible dans une France qui semble de moins en moins gouvernable et où la tentation de la rue entre en concurrence avec le choix des urnes ?**

Il faudra beaucoup de doigté et plus de clarté. Côté crise de la représentation, la priorité est de pallier l'anormale absence à l'Assemblée du RN (soit 13 millions de suffrages). Le choix de la proportionnelle s'impose sans mettre en péril pour autant la stabilité gouvernementale. Il faut aussi renouer avec un usage revivifié du référendum, par exemple sur l'immigration ou les retraites. Par ailleurs, après l'échec de la convention climat - très mal conçue -, on peut envisager des conférences de consensus sur des sujets délimités (par exemple, la fin de vie ou l'enseignement professionnel), mais à condition de ne pas donner dans le « progressisme béat » et de pas favoriser la tyrannie de minorités actives et bruyantes. Côté impuissance publique, reprendre la main suppose d'arrêter de déshabiller l'État au profit d'autorités indépendantes qui, focalisées sur leurs prérogatives, en oublient l'intérêt général. Il faut aussi sortir de ce que j'appelle la « nomocratie » (l'empire des règles), c'est-à-dire d'un droit qui outrepassé ses attributions pour décider sans le peuple et contre l'État en matière de sécurité, d'immigration, de choix sociétaux... Voyez, en France, la légalisation de l'avortement, c'est une loi. Aux États-Unis, ce fut un arrêt de la Cour suprême. Aucune raison d'importer cette dérivation nomocratique qui nie l'esprit de la démocratie et le cœur de la République. Bref, les défis sont ardues, mais le sentiment général de crise ouvre aussi le champ du possible. La marge de manoeuvre du président réélu est réelle, sa responsabilité, immense. On peut être inquiet, mais je regrette de voir émerger, à l'aube de ce nouveau mandat, tant de joie mauvaise de la part de responsables et de citoyens qui se réjouissent par avance de ses échecs. Drôle de manière d'aimer la France et la démocratie.

« Cette France qui dit non tend aussi à se gargariser de son indignation. Enfermée dans sa colère, elle impute au gouvernement la hausse des prix causée par la guerre en Ukraine; l'accuse d'accroître les inégalités dans une société où elles sont les plus réduites

29 avril (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/04/30/elon-musk-wants-to-re-engineer-the-public-square>

## Elon Musk wants to re-engineer the “public square”

The world’s best-known engineer gives himself another grand problem to solve



Apr 30th 2022

Sweeping statements about the future of humanity do not usually feature in discussions about leveraged buy-outs. But Elon Musk has never felt bound by convention. Asked about his plans to buy Twitter, a social network, and take it private—which were approved by the firm's board on April 25th—he went straight for the big idea. “My strong intuitive sense is that having a public platform that is maximally trusted and broadly inclusive is extremely important to the future of civilisation. I don’t care about the economics at all.”

Compared with its rivals—Facebook, Instagram and TikTok—Twitter is a minnow. But the deal matters. One reason is that Twitter’s size belies its importance. As a haunt of politicians, pundits and wonks, it does much to set the political weather—a digital “public square”, as Mr Musk put it.

Another is that Mr Musk made his name and his fortune by upending industries. This time, he will be grappling with a knotty problem of keen interest to governments around the world—how to regulate speech online. Most prescribe ever more rules. But Mr Musk wants to go the other way, removing restrictions instead of imposing new ones. The operators of other big social networks will be watching the experiment with interest.

At first blush, Mr Musk—best known for electric cars and reusable rockets—seems an unlikely social-media mogul. But a closer look suggests his acquisition of Twitter fits his approach to business. Mr Musk, a passionate engineer, likes to take poorly performing technologies and improve them. Tesla tore up the car industry’s rule book by replacing petrol with electricity, ditching dealerships and treating cars as computers. SpaceX proved that a hungry, move-fast-and-break-things startup run on a relative shoestring could outperform aerospace giants grown cautious and fat on the back of generous government contracts. Both firms were dismissed by bigger incumbents—until one day they weren’t.

All that engineering and disruption is animated by Mr Musk’s own, sometimes idiosyncratic conception of the social good. Tesla’s purpose is to prod the world more quickly towards a carbon-free economy (a goal vindicated by the speed at which other carmakers are now pivoting to electric vehicles). SpaceX’s ambition is so grandiose some commentators struggle to believe that Mr Musk is sincere: to establish a human presence on Mars, something that, were a catastrophe to befall Earth, might one day prove to have been an insurance policy for civilisation.

Assume that Mr Musk really is ready to spend billions of dollars of his own money to secure the “future of civilisation” (though he has a break clause should he get cold feet). The question is whether his vision of free speech on Twitter is sensible.

Twitter fits the pattern of Tesla and SpaceX, offering Mr Musk another complex engineering system to tinker with, and a grand reason for doing so. Social media deploy algorithms to highlight “engaging” content, using a thicket of rules that try to mitigate the worst side-effects, the better to sell users to advertisers. It is a business model full of inconsistencies and unexamined trade-offs that looks ripe for disruption. That Mr Musk wants to be its agent is perhaps no surprise, for he cut his entrepreneurial teeth in the 1990s, when techno-libertarianism and anti-censorship were the internet’s animating ideas.

**The fact that Mr Musk is a billionaire should not disqualify him from owning an important media firm. He has already set out some ideas for Twitter, many of them cautious and sensible. The resulting fuss shows how illiberal much online opinion has become.** He wants fewer outright bans and more temporary suspensions. Users should prove they are not bots. When in doubt, err on the side of leaving tweets up, not taking them down.

More significant, he thinks the cogs and ratchets of Twitter’s recommendation algorithm, which decides which tweets a user sees, should be public. Researchers could examine it; other programmers could tweak it. A version less prone to pushing “engaging” content—which, in practice, often means tweets that are enraging, controversial or plain daft—could lower the temperature of the entire platform, making the job of moderation easier and possibly leading to debate that is more thoughtful. Or perhaps Twitter could become an open platform, where different users may choose one of many different third-party algorithms—or none at all—according to their taste. **Content moderation is the messy product of political and social pressures.** It will be fascinating to see how easily it succumbs to engineering.

Mr Musk will not have an entirely free hand. Australia, Britain, the eu and India, have all been working on tech-regulation. **Thierry Breton, a senior eu official, noted that “It’s not [Mr Musk’s] rules that will apply here.”** Mr Musk’s other investors are nervous. The more time he devotes to Twitter, the less he will have for his other ventures. Shares in Tesla fell by 12% after news of the Twitter deal.

**Mr Musk’s personality poses a big risk. He is clever, driven and ferociously hard-working. He can also be puerile and vindictive,** traits on display in 2018 when he accused a British cave-rescue expert, with no evidence, of being a “pedo guy”. Such outbursts are one thing coming from a Twitter user with a big following. But when he is the owner, they will raise questions about whether he will be able to resist the temptation to exploit his new position to pursue his own obsessions and vendettas.

## The bird and the oak tree

**This newspaper shares Mr Musk’s free-speech convictions.** Nobody has a monopoly on wisdom. Experts are sometimes wrong and blowhards sometimes right. Even in the internet age, the best response to a bad argument is a better one. **Moderation on many platforms has become heavy-handed and arbitrarily enforced.** If Mr Musk’s talent for shaking up industries can help cut the Gordian knot of online speech, everyone will benefit.

But we are also keen on another liberal principle, that **institutions should be bigger than the person running them.** **Mr Musk can set new rules, but he should be seen to play no role in enforcing them.** If he really wants to convince users that he will be an impartial guardian of his “digital public square”, he could implement his reforms—and then freeze his own account.

29 avril (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/04/30/how-rotten-is-russias-army>

## How rotten is Russia's army?

Vladimir Putin uses warfare to make up for Russia's weaknesses. That is why he is so dangerous



Apr 30th 2022

The might of the modern Russian army was supposed to show the world that President Vladimir Putin had restored his country to greatness after the humiliation of the Soviet collapse. Instead, poor progress and [heavy losses](#) in Ukraine have exposed [deep flaws](#) within Russia. **For those threatened by Mr Putin's aggression, a diminished army is a relief. Unfortunately, it also leaves a nuclear-armed power with a point to prove.**

**So far, the invasion of Ukraine has been a disaster for Russia's armed forces.** About 15,000 troops have been killed in two months of fighting, according to Britain's government. At least 1,600 armoured vehicles have been destroyed, along with dozens of aircraft and the flagship of the Black Sea fleet. The assault on the capital, Kyiv, was a chaotic failure.

Leon Trotsky wrote that **"the army is a copy of society and suffers from all its diseases, usually at a higher temperature"**. Fighting in the east and the south of Ukraine over the next few weeks will not only determine the course of the war, but it will also determine how much the Russian army can salvage its reputation—and the reputation of the society it embodies.

**Our briefing this week sets out just how rotten the army has been.** Russia's defence budget, of over \$250bn at purchasing power, is about three times that of Britain or France, but much of it is squandered or stolen. Mr Putin and his top commanders kept their invasion plans from senior officers, reflecting a crippling lack of trust. [Disaffected troops](#), fed on out-of-date rations, have deserted their vehicles. Units have tortured, raped and murdered only to be honoured by the Kremlin. **Russia has failed to win control of the skies or combine air power with tanks, artillery and infantry.** Wallowing in corruption, unable to foster initiative or learn from their mistakes, its **frustrated generals abandoned advanced military doctrine and fell back on flattening cities and terrorising civilians.**

Ukraine's highly motivated forces are a rebuke to these Russian failings. Despite being less numerous and less well armed, **they resisted the invading army by passing decision-making to small, adaptable local units given up-to-the-minute intelligence.** Even if the Russian campaign, now under a single commander, makes gains in Donbas, it will do so chiefly thanks to its sheer mass. **Its claim to be a sophisticated modern force is as convincing as a tank turret rusting in a Ukrainian field.**

**For Mr Putin this is a crushing setback.** That is partly because, although he controls a formidable propagandist machine to help drown out his critics, **the loss of face threatens his standing at home. It is mostly because the use of military force is central to his strategy for making Russia count in the world.**

**Russia may be vast, but it is a medium-sized polity that still yearns to be a superpower.** Its population ranks between Bangladesh and Mexico, **its economy between Brazil and South Korea and its share of global exports between Taiwan and Switzerland.** Although Russia enjoys some sympathy in non-aligned countries like South Africa and India, **its soft power is ebbing—hastened by its display of incompetence and brutality in Ukraine.**

**To fill the gap between its power and aspirations—and to resist what he sees as America’s encroachment—Mr Putin has repeatedly turned to the only sphere where Russia can still purport to be world-class: military force.** In the past 14 years he has invaded Georgia and Ukraine (twice) and fought in Syria. His **mercenaries** have deployed to Libya, the Central African Republic, Sudan and now Ukraine. Mr Putin is a global bully obsessed with his country’s inadequacies. **Contrast that with China, which also has ambitions, but has so far been able to get results using its growing economic and diplomatic heft.**

**Humiliation in Ukraine weakens Russia’s last claim to superpower status.** The war may yet drag on, and while it does Russia will not be able to mount big operations elsewhere. Equipment, ammunition and manpower are being used up fast. **Restoring Russia’s forces to full strength and training them to avoid the mistakes in Ukraine could take years.** Should sanctions remain because Mr Putin is still in power, the task will require even longer. **Russian missiles are chock-full of Western components.** The flight of talented, outward-looking Russians will weigh on the economy. **All the while, the less that Russia can project military power, the less it will be able to disrupt the rest of the world.**

**That will be welcome. Yet, the invasion of Ukraine also holds lessons that are less comforting.** For one thing, it shows **that in pursuit of this strategy Mr Putin is willing to take risks that to many others—including many Russians—make no sense.** Further decline in Russian power could lead to still more reckless aggression.

Ukraine also shows that in future wars **if Russian forces cannot prevail on the battlefield, they will resort to atrocities.** **A weaker Russian army could be an even more brutal one.** For those around the world facing Russian aggression, that is a terrible prospect.

**Ultimately, weakness may lead Russia to the last arena where it is still indisputably a superpower: chemical, biological and nuclear weapons.** From the start of this war, Mr Putin and his government have repeatedly brandished the threat of weapons of mass destruction. **Mr Putin is rational, in that he wants his regime to survive, so the chances of their use probably remain slim. But as Russia’s armed forces run out of conventional options, the temptation to escalate will surely grow.**

The message for the wider world is that Mr Putin’s military opportunism in Ukraine must be seen to fail by his own officers and strategists, who may then temper his next headstrong scheme. A stalemate in Donbas would merely set up the next fight and it could be even more threatening than today’s.

**Yet, even if Mr Putin is defeated, he will remain dangerous. The message for nato is that it needs to update its tripwire defence.** *This rests on the idea that a Russian attempt to take a bite out of, say, the Baltic states may succeed at first, but would trigger a wider war which nato would eventually win.* That defence involves the risk of miscalculation and escalation, which are more fraught than ever if Russia’s conventional forces are weak. **Better to have a large forward force that Russia would find hard to defeat from the very start. The best way to be safe from Mr Putin and his rotten army is to deter him from fighting at all.**

29 avril (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/04/26/cedric-villani-voir-les-jeunes-filles-renoncer-aux-mathematiques-est-inquietant-alors-que-cette-matiere-a-un-statut-majeur-dans-nos-societes\\_6123686\\_4401467.html](https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/04/26/cedric-villani-voir-les-jeunes-filles-renoncer-aux-mathematiques-est-inquietant-alors-que-cette-matiere-a-un-statut-majeur-dans-nos-societes_6123686_4401467.html)

## Cédric Villani : « Voir les jeunes filles renoncer aux mathématiques est inquiétant alors que cette matière a un statut majeur dans nos sociétés »

Le mathématicien appelle, dans un entretien au « Monde », à un renforcement des matières scientifiques dans le tronc commun au lycée.

Propos recueillis par [Eric Nunès](#)

Publié le 26 avril 2022 à 07h00 - Mis à jour le 26 avril 2022 à 08h45



Cédric Villani, à Paris, le 10 mars

2020. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

Pour Cédric Villani, mathématicien et député (ex-LRM), la réforme du baccalauréat a accentué certains biais. Candidat à un nouveau mandat en Essonne, celui qui affiche désormais son soutien à Europe Ecologie-Les Verts regrette l'accentuation des écarts de niveaux dans cette discipline, et la faible proportion des filles dans la spécialité « maths » en terminale.

**En 2018, vous aviez rédigé, avec l'inspecteur général Charles Torossian, [un rapport sur l'enseignement des mathématiques en France](#), où vous faisiez vingt et une propositions. Quatre années plus tard, les inquiétudes sur le niveau en mathématiques des jeunes Français se sont accrues. Votre rapport est-il resté sans suite ?**

Le rapport de 2018 portait essentiellement sur l'école primaire, car c'est là que se trouvent les leviers les plus importants pour réformer l'ensemble du système lié à l'enseignement des mathématiques. Sur les quatre années écoulées, on ne peut pas dire que le gouvernement n'ait rien fait. Une refonte a été réalisée au niveau de la formation des enseignants du primaire, accompagnée de la mise en place de laboratoires de mathématiques dans le secondaire, qui permettent aux professeurs de mener collectivement une réflexion sur l'enseignement de leur discipline. La grande majorité des actions recommandées par le rapport ont été prises en compte.

Il est vrai néanmoins qu'[une fronde inédite de sociétés savantes](#), d'associations de mathématiques, d'astronomie et d'astrophysique, de biométrie, de biophysique, d'informatique, d'ingénieurs, de physique chimie, de classes préparatoires scientifiques, s'est constituée, très critique sur les conséquences de la réorganisation du baccalauréat.

**On a constaté plusieurs indicateurs défavorables concernant cette réforme, notamment que les filles lâchent prématurément les mathématiques.** En 2021, seulement 25 % des lycéennes ont bénéficié d'un enseignement de mathématiques de plus de 6 heures hebdomadaires contre 45 % avant la réforme. Ensuite, c'est la discipline qui a perdu le plus d'heures d'enseignement au cours de cette réorganisation du baccalauréat. Cela ne correspond pas aux engagements du ministère de l'éducation nationale au début du quinquennat.

On a également noté que les mathématiques n'ont pas trouvé de place dans le tronc commun des matières que doivent suivre les lycéens. Enfin, si les enseignants du supérieur reconnaissent qu'une partie du vivier (ceux qui ont suivi l'option « maths expert ») arrive dans leurs classes avec un niveau intéressant, il y a néanmoins une grande hétérogénéité des profils ; cela ne date pas de cette réforme, mais la situation s'est aggravée.

**Vous soulignez l'abandon des maths par de plus en plus de lycéennes. Comment les convaincre de poursuivre dans cette matière ?**

**Voir les jeunes filles renoncer aux mathématiques est inquiétant, extrêmement dérangeant à une époque où cette matière, à travers le numérique, a gagné un statut majeur dans nos sociétés.** Elle est, en effet, la matrice de métiers et de filières d'avenir. **Pour accompagner les lycéennes vers une carrière scientifique, il ne suffit pas de donner des opportunités égales, il faut également les convaincre.** Les modèles inspirants qui existent ne suffisent pas à forger des vocations. **Les convaincre passe par l'action des conseillers d'orientation, le tutorat, le mentorat et les conseils prodigués par les enseignants.**

Trop souvent, **des élèves, même brillantes, se sentent freinées, s'autocensurent et choisissent des voies qu'elles croient moins compétitives alors que les garçons ont tendance à se surévaluer et à surestimer leurs capacités à se lancer dans les voies les plus difficiles.**

**Quelles seraient, selon vous, les mesures prioritaires de la prochaine mandature pour encourager les jeunes à choisir les mathématiques et les sciences ?**

L'actuel tronc commun en terminale donne une très large place aux humanités et une trop faible aux sciences en général. Pour rééquilibrer cet ensemble, il est nécessaire d'ajouter deux heures de sciences hebdomadaires et de redonner la possibilité d'avoir trois spécialités en terminale (au lieu de deux actuellement) pour permettre aux profils scientifiques d'avoir un enseignement complet. Et **cela permettra également d'éviter que des lycéennes laissent tomber trop vite les mathématiques.** Enfin, il est urgent de revaloriser le métier d'enseignant, qu'il s'agisse des moyens alloués ou de la rémunération.

29 avril (Le Monde)

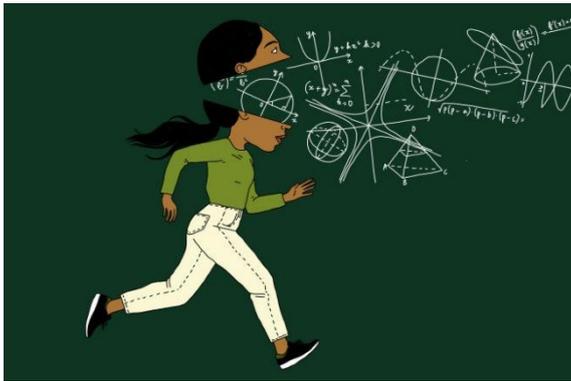
[https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/04/26/reforme-du-lycee-impact-de-la-crise-sanitaire-des-ecoles-d-ingenieurs-insatisfaites-du-niveau-en-maths-de-leurs-eleves\\_6123677\\_4401467.html](https://www.lemonde.fr/campus/article/2022/04/26/reforme-du-lycee-impact-de-la-crise-sanitaire-des-ecoles-d-ingenieurs-insatisfaites-du-niveau-en-maths-de-leurs-eleves_6123677_4401467.html)

## Des écoles d'ingénieurs insatisfaites du niveau en maths de leurs élèves

Le nouveau baccalauréat et deux années de crise liée au Covid-19 ont amplifié les difficultés en mathématiques de certains étudiants. Les écoles d'ingénieurs postbac et les classes préparatoires ont dû adapter leur programme et mettre en place des outils de rattrapage.

Par [Eric Nunès](#)

Publié le 26 avril 2022 à 05h45, mis à jour hier à 16h06



ANNA WANDA GOGUSEY

« *A est le dividende, B le diviseur et Q est le quotient, R, c'est le reste* », rappelle Bruno Caldier, formateur en mathématiques, qui, ce jeudi d'avril, fait face à une vingtaine d'élèves de 18 à 20 ans, en cours de soutien en arithmétique du CESI, une école d'ingénieurs postbac à Nanterre. Les bases de la division euclidienne sont rappelées, ainsi que des notions plus poussées comme les équations de Diophante ou encore le théorème de Fermat, qui ne sont pas toujours acquises pour les premiers titulaires du nouveau « bac Blanquer », obtenu en 2021.

Tous les enseignants interrogés sur le niveau de cette génération, des jeunes nés pour la plupart en 2003, s'accordent sur un constat : le niveau a globalement baissé. Pour rattraper le retard cumulé par les néobacheliers, des écoles postbac se dotent d'outils de mise à niveau. Elles pressent également le gouvernement de corriger des biais induits par sa réforme dans l'enseignement des matières scientifiques.

L'un des objectifs du nouveau baccalauréat était de mettre fin à la hiérarchisation des filières et au passage obligé de la filière scientifique pour ouvrir le plus de possibilités dans le choix d'un établissement supérieur ou d'une filière. Il fallait supprimer cette mécanique de la « voie royale », sésame de la réussite.

« *On a fait croire aux lycéens que tous les choix étaient possibles quand ils s'orientaient vers un bac S* », témoigne Thomas Maurer, directeur de la formation et de la pédagogie à l'Université de technologie de Troyes. C'est faux. Les classes préparatoires scientifiques comme les écoles d'ingénieurs postbac attendent que les candidats qui frappent à leur porte aient choisi non seulement des mathématiques en spécialité (six heures par semaine), mais, en outre, qu'ils aient opté pour l'option « maths expert », qui permet de monter à neuf heures d'enseignement de mathématiques hebdomadaire.

« *Au lycée, mes professeurs m'ont assuré que ce choix n'était pas obligatoire. Mais j'ai compris trop tard que c'est la seule voie pour acquérir les compétences attendues par une école d'ingé* », explique Margot Laserre, 19 ans, élève ingénieure au CESI. Les apprentis ingénieurs qui n'ont pas pris cette option reconnaissent leurs lacunes. « *Les graphes, les matrices, les nombres complexes étaient, à la sortie du lycée, des choses inconnues* », admet Hugo Lesage, 18 ans, également élève ingénieur au CESI.

## « Des heures de technique »

Selon le ministère de l'éducation nationale, ils sont 51 942 lycéens à avoir opté pour l'option « maths expert » en 2020. *« Il s'agit d'élèves qui ont acquis au lycée de bonnes compétences mathématiques, adaptées à la poursuite d'études scientifiques. Ils sont mieux formés, meilleurs que leurs prédécesseurs qui ont passé un bac S »*, souligne Emmanuel Duflos, directeur de l'Ecole centrale de Lille et vice-président de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs. Ensuite, le programme *« réconcilie les mathématiques et la physique*, poursuit Denis Choimet, président de l'Union des professeurs de classes préparatoires scientifiques. *Il est plus formateur, plus exigeant. Les mathématiques, il faut les pratiquer, ce sont des heures de technique. »*

Le niveau monte donc, mais seulement pour quelques-uns. La réforme du baccalauréat a involontairement recréé ce qu'elle voulait démanteler : une voie royale. Mais dont le nombre d'élèves forme un vivier largement insuffisant pour remplir les établissements d'enseignement supérieur qui les espèrent (classes préparatoires, universités, écoles d'ingénieurs postbac).

Si quelques dizaines de milliers de lycéens font le choix des mathématiques à haute intensité, c'est à contre-courant de la majorité. Un tiers des élèves décide d'arrêter la discipline dès la fin de la classe de 2<sup>de</sup> générale. En terminale, ils ne sont plus que 41 % à conserver la spécialité de six heures par semaine. Deux tiers des lycéens qui abandonnent cette spécialité optent alors pour une option de « maths complémentaires » (trois heures par semaine). La réforme a bien induit une dégringolade du nombre d'élèves recevant un enseignement en mathématiques : *« 59 % des élèves suivent un enseignement de mathématiques en terminale, ils étaient 90 % avant la réforme »*, compte l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public.

Les conséquences de cette désaffection sont multiples. *« Les mathématiques entraînent les capacités d'abstraction, elles sont utiles à la maîtrise des outils du quotidien comme à ceux de la vie professionnelle. Elles sont nécessaires à la formation de tout citoyen »*, avertit Emmanuel Duflos. Les jeunes femmes sont les premières à avoir lâché massivement les cours de maths : près de 50 % des lycéennes ont abandonné la matière en fin de seconde en 2021, alors qu'elles étaient 83 % à poursuivre cet enseignement avant la réforme, selon la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'éducation nationale.

*« Les conséquences de cette rupture sont désastreuses, alarme l'Union des professeurs de classe préparatoire, les filles se ferment les portes de la plupart des études scientifiques qui mènent aux emplois et aux carrières parmi les mieux valorisés. »* Et la société française se voit privée d'une part considérable de talents.

## Programmes adaptés

La nouvelle mouture du bac n'est pas la seule responsable du décrochage en mathématiques des nouveaux étudiants. L'ensemble des enseignants du supérieur interrogés rappellent que cette cohorte 2021 a non seulement essuyé les plâtres de la réforme, mais a également traversé dix-huit mois de pandémie, avec de longues périodes d'enseignement à distance et d'autres totalement escamotées.

Les établissements d'enseignement supérieur ont dû, cette année, adapter leur programme pour s'assurer que leurs étudiants puissent atteindre un niveau suffisant pour poursuivre. Tutorat, mentorat, stages de mathématiques, vidéo de formation... Tous ont développé de nouveaux outils de rattrapage. Le CESI a, pour sa part, inventé le « Tomic », un test avec lequel les néobacheliers ont pu évaluer leur niveau dans tous les champs des mathématiques, repérer les lacunes et les travailler lors de séances de rattrapage.

L'INSA, comme d'autres écoles d'ingénieurs postbac, reconnaît avoir accueilli, en 2021, une cohorte d'élèves dont le niveau était d'une *« grande hétérogénéité »*, selon Claude Maranges, directeur pédagogique du groupe. L'école a donc mis en place des cours en chimie, physique et biologie, pour apporter les notions nécessaires à la poursuite d'études qui n'ont pas été acquises en terminale. Une hétérogénéité due

notamment à un autre travers de la réforme du bac : l'obligation d'abandonner en terminale une des trois spécialités choisies en première.

Pour faire cesser ce désamour des lycéens pour les mathématiques, ce sont également les programmes qu'il faudrait revoir. Selon Morgan Saveuse, directeur des études du CESI, dès les premières années du secondaire, « *l'apprentissage des mathématiques doit se faire à travers la physique, la biologie, la technologie afin de rendre cet enseignement concret et permettre aux plus jeunes de comprendre très tôt à quoi sert cette discipline* ».

La réforme dite « bac Blanquer » sera-t-elle réformée ? Le 20 avril, lors du débat présidentiel de l'entre-deux-tours, Emmanuel Macron, réélu président le 24 avril, a affirmé qu'il faudra remettre « *des mathématiques jusqu'au baccalauréat* » dans le tronc commun. Les élèves de seconde n'auraient donc plus la possibilité d'abandonner cette matière lors des deux dernières années de lycée. « *Moi, cela m'a paru tout de suite bizarre de permettre l'abandon des maths dès la seconde. C'est une discipline fondamentale pour se construire* », s'étonne Shirine Manuel de Condinguy, 18 ans, élève ingénieure au CESI. L'exécutif semble se ranger à son avis.

### **« Il existe un plafond de verre »**

Amel Kefif, directrice générale d'Elles bougent, explique la façon dont son association aide les jeunes filles à vaincre leur manque de confiance pour les amener à se tourner vers les formations scientifiques.

« Les filles abandonnent en grand nombre les mathématiques si la matière n'est plus dans le tronc commun au baccalauréat. C'est le résultat d'un blocage, d'un plafond de verre, d'un manque de confiance. Quelques années plus tard, pour intégrer les formations scientifiques, les garçons ne se posent pas la question de l'excellence et candidatent, alors que de nombreuses filles abandonnent si elles n'ont pas 18/20 de moyenne. Les stéréotypes bien ancrés renforcent la masculinisation des métiers à responsabilité dans le secteur du numérique, et accentuent la féminisation des métiers du "care". Notre objectif est de réorienter les étudiantes avec l'aide de marraines qui ont la tâche de convaincre qu'il n'y a pas de métier de filles. Aujourd'hui, 700 femmes visitent les établissements du secondaire jusqu'au plus haut niveau universitaire pour faire découvrir les métiers du numérique et ouvrir pour les jeunes femmes le champ des possibles. »

**Eric Nunès**

29 avril (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/monde/pascal-bruckner-quand-on-revient-d-ukraine-en-france-on-a-honte-28-04-2022-2473633\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/pascal-bruckner-quand-on-revient-d-ukraine-en-france-on-a-honte-28-04-2022-2473633_24.php)

## Pascal Bruckner : « Quand on revient d'Ukraine en France, on a honte »

Le philosophe et le géopoliticien Nicolas Tenzer faisaient partie d'une délégation qui a inauguré une maison de l'Europe à Kiev. Ils racontent leur voyage.



La mairie de Kiev en février 2022. © SERGEI SUPINSKY / AFP

Par *François-Guillaume Lorrain*

Publié le 28/04/2022 à 12h00

Ils reviennent d'Ukraine. De 48 heures express passées là-bas. Cinq heures de bus entre Cracovie et Lviv, puis un train de nuit, de Lviv à Kiev, sur la ligne de transport des armes particulièrement exposée. Le philosophe Pascal Bruckner et le géopoliticien Nicolas Tenzer, professeur à Sciences Po, spécialiste des pays de l'Est, faisaient partie d'une délégation d'une dizaine de personnes reçues à la mairie de Kiev par Vitali Klitschko. L'objectif ? Ouvrir dans la mairie une maison de l'Europe, ou plutôt une salle baptisée « We Europe », qui symbolise et renouvelle la volonté d'ancrage européen de l'Ukraine en pleine tourmente de la guerre.

À la baguette, Guy Verhofstadt, l'ancien Premier ministre belge, qui milite activement à Bruxelles pour le dossier ukrainien, ainsi que la sénatrice du Lot, Angèle Prévaille. La délégation comptait plusieurs sénateurs, dont l'ancien ministre Claude Malhuret, Gérard Longuet, président du groupe d'amitié interparlementaire France-Russie au Sénat, qui a depuis longtemps exprimé ses critiques envers Poutine, mais aussi des parlementaires espagnol, roumain, lituanien. **Les contacts avaient été facilités par Alain Madelin, qui avait joué déjà les facilitateurs pour le voyage de BHL à Odessa.**

**Le Point : Quelles ont été vos impressions ?**

**Pascal Bruckner :** Ce qui frappe, c'est d'abord le passage de la frontière de Pologne en Ukraine. Les Ukrainiens reviennent chez eux. Il y avait plus de 6 kilomètres de queue, des voitures à n'en plus finir. **Quand on roule en Pologne, on se trouve dans un pays qui a bénéficié des crédits européens, tout est propre, bien entretenu, fluide. Dès qu'on passe en Ukraine, au-delà même de la guerre, on bascule dans un paysage de l'ex-URSS d'il y a 30 ans, la patine soviétique n'a pas disparu. Les gens semblent d'un sang-froid absolu, d'une détermination totale.** On était frappé par la volonté de nos interlocuteurs À Kiev, qui n'est pas détruite, mais qui ressemble à une ville morte, où les ponts avaient été minés dans le cas d'une incursion russe, nous avons eu une alerte aérienne, les gens dans les rues se sont dirigés calmement vers les abris. Il

existe une application missile sur les téléphones ukrainiens pour chaque ville. Elle s'allume au début et à la fin de chaque alerte.

**Nicolas Tenzer :** Cette force, ressentie à travers les reportages, on la perçoit vraiment en discutant avec eux. **Ils ne se plaignent pas, ne revendiquent rien, même s'ils estiment que l'Europe n'en fait pas assez. Ils se projettent vers l'avenir, vers une société ukrainienne à construire, tout en s'appuyant sur les huit ans de guerre déjà menée.** Nous sommes allés à Boutcha où le maire a procédé devant nous à la plantation d'arbres en mémoire des massacres. **Transmettre, ne pas oublier, mais bâtir aussi.**

**Ma seconde impression est que l'État fonctionne encore.** Les trains marchent, l'électricité aussi, la logistique est acheminée vers le Donbass. J'ai effectué une vingtaine de voyages dans ce pays et je m'aperçois de la transformation de l'appareil administratif. Une plus grande autonomie est accordée aux mairies, la solidarité est exceptionnelle même dans des administrations qui ont dû quitter des villes occupées par les Russes. Le ménage a été fait auprès d'associations douteuses, **la lutte contre la corruption n'est pas terminée, mais elle a commencé.** On voit à Lviv qu'ils organisent une importante logistique sanitaire autour de la médecine de guerre. Ils ont reçu les soutiens de médecins syriens, opposants à Bachar el-Assad, qui leur transmettent leur savoir tout récent en matière de traumatologie.

Zelensky est pour l'instant intouchable, mais s'il venait à disparaître, les frères Klitschko sont là pour le remplacer. Pascal Bruckner

### **Quel a été le message de Vitali Klitschko ?**

**P.B. :** Avec son frère, ils produisent une impression étonnante. On dirait deux aigles royaux, deux personnages de manga, invincibles, avec leurs yeux perçants. Cette salle est bien sûr symbolique, plus virtuelle qu'autre chose, on y a déposé un drapeau européen, on en voit d'ailleurs partout de ces drapeaux, dans Lviv ou Kiev. Les médias ukrainiens étaient présents, notre visite servait évidemment à montrer leur désir, leur besoin d'Europe. De nombreuses délégations se succèdent à Kiev, le lendemain, Blinken était attendu. Klitschko aime raconter des histoires : « I like stories », répète-t-il. Il nous a raconté celle de l'espion russe qu'ils ont débusqué dans la mairie parce que son pass était flambant neuf.

Il aime aussi se moquer des pillages russes, des soldats qui vident les machines à laver, qui piquent les ordinateurs portables pour s'en faire des gilets pare-balles en croyant qu'ils suffiront à les protéger des balles. C'est un personnage charismatique, d'une grande ambition politique. Zelensky est pour l'instant intouchable, mais s'il venait à disparaître, les frères Klitschko sont là pour le remplacer. **Quand on revient en France – et nous sommes revenus pour les élections dimanche –, on a honte. Voilà des gens qui versent leur sang pour entrer dans l'Europe, et chez nous, plus de 40 % des voix demandent à en sortir. À l'Ouest, des enfants gâtés, à l'Est, des sacrifiés.**

**N.T. :** La première étape de la procédure est leur admission au statut de candidat. Quand Ursula von der Leyen est venue, il y a trois semaines, elle n'est pas arrivée les mains vides. Elle leur a remis des papiers à remplir. Tout cela prendra du temps évidemment. **Pour l'heure, l'Autriche a dit qu'elle mettrait son veto.** Mais nous devons, en raison du sang versé, soutenir cette admission. Ce n'est pas seulement un cadeau que l'on ferait à un lointain cousin mal en point. Pour nous aussi, ce serait un atout, sur le plan économique, technologique, stratégique. Si l'Ukraine s'en sort militairement, elle se reconstruira avec un dynamisme exceptionnel tandis que la Russie va poursuivre sa lente désagrégation, plonger dans le chaos, ce qui d'ailleurs est loin d'être une bonne nouvelle, aux portes de l'Europe. En attendant, ils aimeraient bien que Macron, comme les présidents des pays baltes ou polonais, vienne à Kiev. C'est le message qu'on a reçu et que l'ambassadeur de France Étienne de Poncins, revenu à Kiev, a reçu également.

29 avril (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/postillon/gerald-bronner-le-rachat-de-twitter-par-elon-musk-est-quelque-peu-inquietant-29-04-2022-2473696\\_3961.php](https://www.lepoint.fr/postillon/gerald-bronner-le-rachat-de-twitter-par-elon-musk-est-quelque-peu-inquietant-29-04-2022-2473696_3961.php)

## Gérald Bronner : « Le rachat de Twitter par Elon Musk est quelque peu inquiétant »

ENTRETIEN. Le sociologue, auteur du rapport « Les Lumières à l'ère du numérique », redoute que le milliardaire allège la modération sur le réseau social.

*Propos recueillis par [Kévin Badeau](#)*

Publié le 29/04/2022 à 07h00 - Modifié le 29/04/2022 à 09h36

Le possible rachat de [Twitter](#) par le milliardaire libertarien [Elon Musk](#) suscite la controverse. Les plus ardents défenseurs de la liberté d'expression rêvent d'une plateforme débarrassée de la censure. Au contraire, les partisans de la modération des contenus en ligne s'inquiètent : Twitter est déjà un lieu d'une extrême violence, contaminé par les fausses informations et l'apologie des idées les plus sombres. C'est aussi sur Twitter que les militants les plus radicaux (de tous bords politiques ou idéologiques) se livrent des « guerres picrocholines ». *Le Point* a interrogé le sociologue Gérald Bronner, auteur du rapport [Les Lumières à l'ère du numérique](#) (2022). Voici ses impressions et ses pistes pour apaiser les réseaux sociaux.

**Le Point : Elon Musk veut racheter Twitter. Pourquoi les défenseurs de la liberté d'expression se réjouissent-ils autant ?**

**Gérald Bronner :** Les réseaux sociaux sont des vecteurs de liberté. On l'a vu dans l'histoire récente, notamment avec [les Printemps arabes](#) et tout particulièrement en [Tunisie](#) où [Facebook](#) a joué un rôle. On le voit encore avec la guerre en Ukraine : ce n'est pas pour rien si la [Russie](#) a bloqué Facebook et restreint l'accès à Twitter.

**Ce possible rachat génère également de fortes inquiétudes. Pourquoi ?**

L'acquisition de Twitter par Elon Musk, une personnalité qui se revendique libertarien, est quelque peu inquiétante. Le libertarianisme est une idéologie qui défend l'idée que l'expression de la liberté est toujours bonne. Selon ses partisans, une totale liberté d'expression aboutirait même à une société de concorde. Or ce n'est pas du tout ce que l'on observe... L'expression de la liberté sans aucun encadrement devient liberticide. Ceci est un vieux thème de la philosophie politique que Thomas Hobbes, dans *Le Léviathan*, avait bien souligné. Les règles, les normes et les lois sont là pour encadrer la liberté d'autrui afin de préserver la mienne.

**Que peut-on redouter avec Elon Musk aux manettes de Twitter ?**

On peut craindre qu'Elon Musk allège la modération. Une étude montre qu'il y a une indignation collective tous les deux jours sur ce réseau. On n'imagine pas qu'une levée de la modération va améliorer les choses... En Europe, on sera peut-être moins concerné, car [le Digital Services Act](#) va [contraindre](#) plus fortement qu'aujourd'hui les plateformes numériques.

**Peut-être assisterons-nous au retour du banni Donald Trump...**

Oui, le retour de Donald Trump est une hypothèse. On peut aussi imaginer que l'acquisition de Twitter par Elon Musk est – entre autres – motivée par [le bannissement de l'ex-président des États-Unis](#), à la suite des événements du Capitole à Washington en janvier 2021.

## **Quelles sont les limites acceptables à la liberté d'expression sur Twitter ?**

La loi. En France, nous n'avons ni le droit de remettre en cause l'existence des chambres à gaz, ni de proférer des insultes racistes ou homophobes, ni de harceler. Elon Musk a tweeté qu'il respecterait la loi. Cependant, je n'imagine pas le nouveau patron de Twitter faire de ce réseau social une plateforme plus vertueuse. La question étant, en temps de pandémie, ce qu'il convient de faire contre les fausses informations concernant par exemple les vaccins...

Les sociologues sont beaucoup plus enragés sur Twitter que dans les cénacles académiques.

## **Twitter, c'est plutôt la foire d'empoigne...**

Oui et peut-être encore plus chez nous. Twitter France dénombre 11 millions d'utilisateurs actifs. On y retrouve de nombreux militants, souvent radicaux, et beaucoup de journalistes. Voilà le danger : les journalistes, quoi qu'ils en disent, peuvent être impressionnés par le faux échantillonnage de réalité qu'offre Twitter avec sa conflictualité, ses emportements et sa radicalité. Peut-être que cet échantillonnage déforme une partie de la réalité dans le traitement de l'information. Twitter, ce n'est pas le poulx de l'opinion.

## **De quoi est-il le poulx, alors ?**

C'est le poulx des plus radicaux qui se livrent des guerres picrocholines. Je le vois moi-même dans ma discipline, la sociologie. Les sociologues qui s'expriment sur Twitter ne sont pas nécessairement représentatifs de la sociologie française. Je ne systématise pas, mais il faut reconnaître qu'ils défendent généralement des points de vue radicaux. Ils sont beaucoup plus enragés que dans les cénacles académiques. De la même façon, le wokisme est beaucoup plus présent sur Twitter que dans la vraie vie. Twitter est un miroir déformant et grimaçant qui peut tromper l'éditorialisation des journalistes.

## **Comment apaiser Twitter ?**

On pourrait commencer par limiter la prime de visibilité aux « super-utilisateurs ». Ils sont 1 % des comptes actifs, mais produisent 33 % des contenus ! On pourrait éditorialiser davantage sur la sincérité de l'information, plutôt que sur son caractère spectaculaire. On sait que sur Facebook, fut un temps, les messages assortis de l'émoticône « colère » avaient cinq fois plus de visibilité que ceux assortis de l'émoticône « like ». L'algorithme donne une prime aux messages qui énervent. Pourquoi ? Plus on est énervé, plus on polémique. Plus on polémique, plus on reste longtemps sur le réseau social. Plus on reste, plus on s'expose à la publicité, génératrice de recettes. L'équation fondamentale, c'est de ménager les intérêts économiques de ces entreprises avec l'intérêt supérieur de la démocratie. Reste maintenant à convaincre les Gafam...

## **Vous êtes un intellectuel français connu mais... vous n'avez pas Twitter !**

Non ! Le monde de Twitter apparaît rempli de « *haters* » (haineux, NDLR) et je n'ai pas envie de me confronter à cela. Je me sens bien plus en sécurité numérique sur Facebook, où je peux mieux éditorialiser ma page et isoler les contenus haineux.

29 avril (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pierre-vermeren-les-racines-culturelles-du-malaise-francais-20220427>

**Le Figaro (site web)**

mercredi 27 avril 2022 - 19:51 UTC +02:00 2576 mots

Vox ; Vox Société

## Pierre Vermeren: «Les racines culturelles du malaise français»

Vermeren, Pierre

**TRIBUNE - Le résultat de la présidentielle ne suscite aucune espérance, pas même parmi les électeurs qui ont voté pour Emmanuel Macron dès le premier tour. Pour expliquer ce paradoxe, il convient de dépeindre la situation de la France, argumente Pierre Vermeren.**

*Pierre Vermeren est normalien, agrégé et docteur en histoire, auteur, en particulier, d'«On a cassé la République. 150 ans d'histoire de la nation» (Tallandier, 2020) et de «La France qui décline. De la désindustrialisation à la crise sanitaire» (Tallandier, «Texto», 2022).*

L'éviction des sujets de fond n'a pas permis la tenue d'une présidentielle qui sied à une grande démocratie. Les analyses politiques n'en ont pas moins été confortées. Résumons-les de trois mots: «**discrédit**», quand les deux anciens partis de gouvernement totalisent 6 % des voix au premier tour; «**extrémisation**», quand 56 % des suffrages exprimés optent pour un candidat jugé «hors du cercle de la raison»; «**renoncement**», quand les deux tiers des citoyens français (y compris 1,3 million de non-inscrits) s'abstiennent ou votent contre un président porté par tous les corps constitués de la nation. **37,4 % des citoyens ont reconduit Emmanuel Macron, dont 6,4 % d'électeurs a priori peu amènes venus du vote Mélenchon.** Trois Français sur dix. Il serait de mauvaise foi de nier qu'il n'en arriva pas moins en tête.

Comment élucider le malaise qui s'étend? Faut-il l'attribuer à la non-campagne de candidats qui ont si peu exposé leur programme et n'ont débattu une seule fois? Faut-il l'imputer au Covid et à la réponse très discutable de l'État? Ou bien à cette guerre qui a suffoqué les Européens de l'Ouest, parce qu'un ancien kagébiste qui n'a rien compris, rien appris ni rien oublié, a choisi de martyriser un pays européen le temps d'un carême assassin?

Avec la révolte des «gilets jaunes» de 2018-2019, la France a traversé sa plus grande crise sociale depuis la Commune de Paris, en 1871. Les choses pouvaient-elles en rester là? **Des milliards d'euros empruntés aux générations suivantes pouvaient-ils éteindre ce brasier?** Puis le Covid a déclenché une crise inédite, avec la chute record du PIB depuis 1945. Or la France n'a pas encore retrouvé son PIB de 2019 que déjà frappe le cycle pénuries-inflation provoqué par le cycle Covid-guerre d'Ukraine.

Les circonstances étaient réunies pour une tempête sur la vie politique française: pourtant, en ce 24 avril au soir, elle s'est muée en souffle léger.

À regarder au loin, les indices d'une crise profonde et ancienne sourdent de notre histoire et de la littérature politique. Faut-il remonter au *Mal français*, de Peyrefitte, en 1976, ou au *Voyage au centre du malaise français*, de Yonnet, en 1993? Faut-il relire *La France qui tombe*, de Baverez, publiée en 2004 sous des cris d'orfraie? Ou lire les œuvres complètes de Gauchet, Guilly ou Fourquet, parmi d'autres? Ou les romans de Nicolas Mathieu et Houellebecq? L'insistance à analyser nos crises, de la part d'auteurs nombreux et politiquement divers, **révèle l'étrange décalage observé durant la campagne entre la parole enjouée des communicants et les conversations privées de la majorité des Français. Les aspects économiques essentiels de la crise n'épuisent pas un malaise aux racines culturelles.**

Pour les générations élevées et éduquées par des parents nés dans l'entre-deux-guerres, d'affiliation catholique, républicaine ou communiste, l'engagement des élus de la nation au service du peuple allait de soi. Les dirigeants politiques devaient l'éduquer, le guider, le protéger, voire l'enrichir, fût-ce à leur détriment. Vieux pays catholique, la France révolutionnaire a dessaisi le roi et l'aristocratie de leurs missions pour avoir failli dans leur exercice; non pour s'en affranchir, mais pour les endosser. C'était une évidence morale, politique, religieuse et républicaine. **Ferry, Clemenceau, Blum ou de Gaulle incarnent cette éthique de responsabilité.** Au nom de quel **pari fou** la IIIe République a-t-elle décidé de fabriquer des citoyens éclairés et instruits? **Servir le bien et le progrès moral et matériel.**

**Nous avons changé d'époque. Plus s'avance la Ve République, plus les Français se demandent à quoi sert le politique.** Quelles sont ses capacités d'action? Nos élus font-ils semblant de gouverner, et de déplacer les problèmes faute de pouvoir les régler? **Après 1945, la France et ses dirigeants ont évité la révolution, reconstruit le pays, mis fin à l'économie paysanne, créé une grande puissance industrielle et tertiaire moderne, développé la Sécurité sociale et l'école secondaire, aménagé le territoire national, liquidé l'empire colonial, reconstruit la République en 1958, construit une démocratie sociale et grandement contribué au lancement de la CEE: tout cela sans endettement ni déficit.** La politique gagnait ses lettres de noblesse.

**Or, depuis les années 1980, tout s'est grippé.** L'impression domine que nos dirigeants font de la politique pour servir leurs intérêts matériels et leur notoriété, gage de leur réussite matérielle. Des grandes entreprises liées à des puissances étrangères, des sociétés de conseil et de grandes banques offrent, après la politique, d'intéressantes reconversions professionnelles. Combien d'anciens ministres ne s'en cachent pas?

Certes des avancées ont été réalisées, comme l'élargissement de l'enseignement supérieur, l'équipement informatique et médical des Français ou la création d'une industrie aéronautique d'envergure mondiale. **Mais, parmi les questions qui préoccupent, voire exaspèrent les Français, rien ne bouge.** Pour un Todd, la cause est entendue: en abolissant la souveraineté nationale par la ratification du traité de Maastricht, les dirigeants français se sont coupé les mains, anéantissant leur capacité de décision, l'autonomie d'action de leur pays et toute idée de volontarisme. Le gouvernement des juges, la pression des normes et la législation européenne s'imposant à tous ont désagrégé l'indépendance des pouvoirs publics, le Parlement devenant une chambre d'enregistrement aux ordres de Bruxelles et de l'Élysée. **Certes.**

Dépossédés de leurs pouvoirs, nos dirigeants n'en ont pas moins pris des décisions lourdes de conséquences que nos voisins, à contrainte européenne identique, n'ont pas retenues: **le renoncement continu aux activités de production, qui creuse nos déficits intérieurs et extérieurs;** l'automatisation de nombreux métiers, qui, sans aucun profit pour la société, condamne des millions d'hommes et de femmes pauvres à l'inutilité sociale; **un flux migratoire haussier depuis les années 1980 en dépit de millions de chômeurs.** Pour s'en rendre compte, il faudrait s'intéresser à ce peuple majoritaire que notre économie a refoulé loin du cœur battant des métropoles mondialisées.

**La carte du vote au second tour de la présidentielle fait émerger - pour qui lit les cartes - les riches métropoles de la gangue des relégués:** à moins de 75 ou 80 % de votes en faveur d'Emmanuel Macron (Paris, Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Nantes), on sort des métropoles pour entrer en zone de relégation. **À plus de 60 % de vote Le Pen, la région broie du noir.** Mais qui est aujourd'hui le François Mitterrand du Morvan ou des Charentes ou le Georges Pompidou du Cantal ou d'Albi pour prendre le pouls de ces abîmes? **Jamais le «vote de classe» n'a été si manifeste.**

**Dans les années 1980, nous déplorions «la crise»** et les fermetures d'usines, la montée du chômage, la crise des excédents agricoles, la délinquance et les premières émeutes urbaines; des voix isolées regrettaient la chute du niveau scolaire et la fin des humanités; on s'étonnait des déficits, du gaspillage des deniers publics et de la montée de la dette. On plaignait les jeunes, condamnés à des études longues ou à l'inactivité faute d'emploi, tout en déplorant leurs mauvaises manières; déjà des places manquaient en prison. On pleurait les fermetures de gares et d'écoles rurales, prélude au démantèlement des services publics. **C'était il y a quarante ans!**

**«Les choses ont plutôt empiré», dirait Houellebecq. Aucun des maux déplorés par les Français n'a trouvé de règlement ni de solution.** Sarkozy a dépeint son prédécesseur en «roi fainéant». Puis les quinquennats se sont égrenés. Pour qualifier l'action de Hollande, on exhuma deux citations de Queuille: *«Il n'est pas de problème dont une absence de solution ne finisse par venir à bout»* et *«La politique, ce n'est pas de résoudre les problèmes, c'est de faire taire ceux qui les posent.»* Cette formule a été mise en œuvre pour faire taire les «gilets jaunes», **sans que les maux de la société s'apaisent.** Entre des formes récurrentes d'ultraviolence décomplexée contre nos policiers et l'irruption du wokisme révolutionnaire, **d'autres maux ont même émergé.**

En vingt ans, homicides et tentatives d'homicide ont doublé (selon le criminologue Alain Bauer), sans que l'on ose en débattre sérieusement. **La France est devenue le premier consommateur européen de drogues,** sans qu'on questionne leur acheminement sur notre sol, le nombre de policiers et de criminels tués à cause d'elles, ni l'atrophie cérébrale de millions de consommateurs. **L'endettement public abyssal que Bayrou déplorait en 2007 ne l'intéresse plus lui-même, bien que trois fois plus élevé. L'État en «faillite» de Fillon en 2011 n'en était qu'à son prélude, mais nous sommes indifférents. Le baccalauréat, dont les exigences ont fondu comme neige au soleil, est une coquille vide,** mais les classes aisées ont appris à faire avec. Notre influence dans le monde n'intéresse plus: le budget des Affaires étrangères a été divisé par deux, et nos relais d'influence les plus fidèles sont en faillite (Liban, Tunisie) ou se retournent contre nous (Pologne, Mali). **Même lorsque l'on nous enferme pendant des mois sous peine d'amende, nous ne pipons mot.**

**En fait, nous n'attendons collectivement plus rien de la chose publique.** Nous aspirons à la continuation de l'identique pourvu que les maux de la société nous épargnent. **Nous regardons les événements que nous suscitons ou subissons, même les plus funestes, comme une fatalité.** Nul ne demande à nos politiques de remédier à l'effondrement agricole, au scandale du tout-camion, aux ravages biologiques et aux cancers provoqués par les pesticides. Maffesoli a trouvé des mots juste pour décrire notre anomie: **«L'ordre public est devenu un désordre établi.»** Chacun s'en accommode, si ses intérêts immédiats sont préservés.

Les pauvres et les plus éloignés de la chose publique s'abstiennent de voter, parmi eux, près d'un jeune sur deux de 18 à 34 ans. **La dégradation des exigences scolaires, l'enseignement de l'ignorance,** la désaffiliation institutionnelle et idéologique - l'immense majorité des moins de 50 ans ignore la presse, les partis, les syndicats et les Églises -, les effets du confinement, **la quasi-vente libre des stupéfiants,** l'omniprésence des réseaux sociaux (qui absorbent 40 % des loisirs des jeunes pour les seuls échanges sur les réseaux et jeux en ligne), **la quasi-disparition de la lecture chez eux** et de la vie sociale intergénérationnelle créent une société parallèle.

Des millions de jeunes sont incapables de regarder un film ou même une série, qui exige des capacités de concentration et de mémorisation que ne soupçonnent pas les bien portants, rapportent des psychiatres. Une sous-économie de petits boulots et d'allocations explique l'effondrement durable de la natalité des Français; une forte fraction du pays est livrée à une vie sans espérance, en partie consacrée à se protéger de l'économie de prédation sur les consommateurs mise en place par les grands réseaux, tout un chacun se battant contre son opérateur téléphonique, son banquier ou son assureur pour ne pas être lésé.

**Jean-Luc Mélenchon est en tête des votants de 18 à 24 ans, Marine Le Pen a attiré les 25-34 ans.** En métropole, le poids croissant chez les jeunes des enfants de l'immigration afro-domienne est un point fort de Mélenchon, arrivé en tête outre-mer au premier tour et dans les trente plus grandes villes de banlieue (avec 69 % du vote des musulmans), mais aussi dans 7 métropoles sur 11. **Des millions d'électeurs ont voté pour celui qui promettait 1 063 euros par mois dès 18 ans, et des cantines gratuites: ce mode de vie sans travail - qu'il est permis d'appeler «assistanat» - lui a valu ces bons résultats.** Au deuxième tour, les cartes ont été redistribuées: l'outre-mer place Le Pen très en tête - le cocktail délinquance, immigration subie, pauvreté et refus du passe vaccinal prenant le pas -, tandis que le vote musulman métropolitain déclaré bascule en faveur de Macron à 85 %.

En revanche, les actifs «invisibles», mis un temps en lumière par la crise du Covid, votent à l'inverse. **Parmi les 25-50 ans, ouvriers et employés ont placé Le Pen en tête:** pour le prix indigne de leur travail? Cette catégorie constitue l'ossature active de la France périphérique. Dans ces catégories populaires, l'effondrement ancien du catholicisme a fait sauter les tabous en faveur du Rassemblement national. **En revanche, en région de vote catholique historique, on vote Macron,** ultime mutation du vote catholique dans le Grand Ouest - y compris en Vendée -, en Auvergne et en Alsace, au Pays basque, en Flandre et en Savoie. Le Pen y fait cependant 20 % dès le premier tour.

**À l'opposé, le centre de gravité macroniste demeure les baby-boomers nés entre 1942 et 1962.** La génération la plus nombreuse de France, devenue la plus aisée, a désigné tous nos présidents depuis 1981. Le choix de ces plus de 60 ans a une nouvelle fois été capital: 68 % d'entre eux ont choisi Macron. **Certes, la France compte 27,1 millions d'actifs occupés sur 48,7 millions d'inscrits: ils pourraient imposer leur choix, mais ce n'est pas le cas.** Parmi les 21,6 millions d'électeurs inactifs (retraités, chômeurs, allocataires ou conjoints sans emploi), **les 17 millions de retraités survotent, quand 13 à 14 millions d'abstentionnistes se recrutent surtout chez les jeunes et les pauvres.** Fait étrange, les inactifs sont majoritaires dans la désignation du président français. Or, en France, inactivité et aisance font bon ménage.

**La France aisée est structurée autour des 5 millions de cadres, qui ont voté Macron à 77 %.** Outre conjoints et enfants, ils agrègent 3,4 millions de retraités aisés (c'est-à-dire, selon la Drees en 2017, gagnant plus de 3680 euros par mois). **De Paris à Versailles, ce bloc élitare de 10 millions de personnes est passé des Républicains et du PS à Macron.** Intérêts matériels et interdits moraux se conjuguent contre Le Pen. En ce sens, l'alliance rêvée par Éric Zemmour entre une «bourgeoisie patriotique» et un vote prolétarien semble utopique, **tant les Français et leur géographie sont désormais clivés.**

En fédérant les plus de 60 ans, les catégories sociales supérieures, les électeurs musulmans de métropole qui ont voté et 42 % des mélenchonistes, Macron a réalisé une improbable alliance électorale. Très éloignée de la synthèse Terra Nova, elle renvoie néanmoins les 60 % de la France populaire et périphérique dans les cordes. Pour quoi faire?

29 avril (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/livres/abigail-shrier-ados-transgenres-un-aller-sans-retour-possible-20220429>

**Le Figaro (site web)**

vendredi 29 avril 2022 - 06:02 UTC +02:00 2396 mots

## Abigail Shrier: «Ados transgenres, un aller sans retour possible»

Ungemuth, Nicolas

**EXTRAITS EXCLUSIFS - Dans *Dommages irréversibles*, un saisissant essai jamais idéologique mais purement factuel, la journaliste au *Wall Street Journal* montre comment des adolescentes américaines décident de changer de sexe sous l'influence d'internet. Un phénomène qui pourrait bientôt toucher la France.**

La dysphorie de genre, anciennement appelé «trouble de l'identité de genre», se caractérise par un malaise profond et persistant vis-à-vis de son sexe anatomique. [...] Historiquement, elle n'a concerné qu'une infime partie de la population (environ 0,01 %) et presque exclusivement des garçons. Au cours de la dernière décennie, la donne a changé de façon spectaculaire. L'Occident a vu une augmentation subite du nombre d'adolescents affirmant souffrir de dysphorie de genre et s'identifiant comme «transgenres».

Pour la première fois dans l'histoire de la médecine, des adolescentes de sexe féminin à la naissance ne sont pas seulement présentes parmi ceux qui s'identifient ainsi, mais constituent la majorité du groupe. Pourquoi? Que s'est-il passé? Comment un groupe d'âge (les adolescents) qui avait toujours été minoritaire parmi les personnes concernées en est-il venu à constituer la majorité?

La solitude des ados à l'ère numérique

Aux États-Unis, l'adolescence est pratiquement synonyme chez les filles d'angoisse de ne pas être physiquement à la hauteur. [...] Les personnages des réseaux sociaux - c'est-à-dire les «amis» les plus intéressants pour les ados d'aujourd'hui et avec lesquels ils passent le plus de temps - ne présentent pas de telles imperfections. Soigneusement choisies et «facétieuses», leurs photos définissent un standard de beauté qu'aucune fille réelle ne peut atteindre. Et elles sont constamment dans la poche des adolescentes, nourrissent leurs craintes de ne pas être à la hauteur, alimentent leur obsession pour leurs propres défauts ou ce qu'elles perçoivent comme tels, tout en les exagérant considérablement. Beaucoup d'adolescentes de la génération Z qui tombent dans les filets du phénomène transgenre appartiennent à la classe moyenne supérieure.

Méprisées par des parents pour qui «élever» est un verbe actif, voire l'œuvre d'une vie, elles sont souvent des élèves brillantes. Jusqu'à ce que la folie transgenre les frappe, ces adolescentes se distinguent par leur gentillesse, leur servabilité et leur absence totale de rébellion. [...] Internet ne leur laisse jamais un jour, ni même une heure, de répit. Elles veulent ressentir les émotions fortes de l'amour adolescent, mais la plus grande partie de leur vie se passe sur un iPhone. Elles essaient l'automutilation. Elles tentent de l'anorexie. Les parents les envoient chez des psychiatres qui leur prescrivent des médicaments en guise de ouate pour amortir leurs humeurs, ce qui aide - à moins que ressentir quelque chose n'ait été le but.

Gayatri, un cas problématique parmi d'autres

Gayatri a toujours été «tre's fille», m'a dit son père, immigrant indien et médecin. Enfant, elle adorait Dora l'exploratrice et les princesses de Disney. Au collège, une de ses amies de l'école primaire a «transitionné»: elle a commencé à se bander la poitrine, a annoncé qu'elle avait un nouveau nom, et a demandé aux autres d'utiliser les pronoms masculins pour s'adresser à elle. Les parents de Gayatri se présentaient comme progressistes. À l'époque, ni l'un ni l'autre n'a fait grand cas de ce changement, qui n'a pas semblé impressionner leur fille. Mais l'année suivante, en troisième, les parents de Gayatri lui ont acheté un ordinateur portable et - après maintes discussions - un smartphone. Elle s'est mise à passer beaucoup de temps sur Tumblr et DeviantArt, le site de partage artistique qui séduit une grande audience transgenre.

Elle a commencé à parler d'identité de genre à sa mère. Ses parents ne se doutaient pas de la corrélation entre ses propos et le temps passé sur internet. L'éte est arrivé et les longues journées se sont profilées devant elle comme une main tendue. Tous ses moments libres, Gayatri les passait sur internet. Un jour, Gayatri a lancé l'idée de commencer un traitement à la testostérone et de subir une «chirurgie du haut». Ses parents se sont alarmés. Elle agissait à leur insu. Ex-balourde de la classe,

Gayatri s'e'tait re'invente´ une personnalite´ d'ado transgenre branche'e. Les «likes» et les e´mojis qui pleuvaient sur son profil Instagram parlaient d'eux-me^mes: cette nouvelle identite´ e'tait une version upgrade'e d'elle-me^me. En tant que «garc,on trans», Gayatri avait des amis - beaucoup d'amis.

## Chiffres et tendances

En 2016, Lisa Littman, gynecologue-obstetricienne devenue chercheuse en sante´ publique et me're de deux enfants, parcourait les re´seaux sociaux lorsqu'elle a remarque´ une singularite´ statistique: plusieurs adolescents, pour la plupart des filles, de sa petite ville du Rhode Island se de´claraient transgenres - tous au sein du me^me groupe d'amis [...]. Le Dr Littman ne connaissait pratiquement rien a` la dysphorie de genre. [...] Mais elle en savait suffisamment pour constater que les chiffres e'taient beaucoup plus e'leve's que la pre´valence attendue. [...] La hausse, effectivement, s'est re´ve'le'e sans pre´cedent. Aux E´tats-Unis et dans le monde occidental, on constatait un pic soudain d'adolescentes de´clarant une dysphorie de genre - la pathologie associe'e a` la de´signation sociale «transgenre».

Entre 2016 et 2017 aux E´tats-Unis, le nombre d'interventions en chirurgie transgenre pour les jeunes femmes a quadruple´, cette population repre´santant soudain - comme on l'a vu - 70 % de toutes les interventions en chirurgie transgenre. En 2018, le Royaume-Uni a signale´ une augmentation de 4400 % par rapport a` la de´cennie pre´cedente du nombre d'adolescentes cherchant a` obtenir des traitements de genre. [...] Au cours de la dernie're de´cennie, comme le Dr Littman l'a de´couvert, les chiffres de la dysphorie de genre chez les adolescents ont bondi dans l'ensemble du monde occidental. Aux E´tats-Unis, la pre´valence a augmente´ de plus de 1000 %. 2 % des lyc'e'ens s'identifient aujourd'hui comme «transgenres», selon une enque^te mene'e en 2017 aupre's des adolescents par les Centres pour le contro^le et la pre´vention des maladies. En 2016, les personnes assigne'es femme a` la naissance repre´sentaient 46 % de toutes les chirurgies de re´attribution sexuelle aux E´tats-Unis. Un an plus tard, ce pourcentage e'tait de 70 %.

## YouTube et testost'e'rone: le ro^le des influenceurs du net

Alex Bertie, un youtubeur anglais FtM («*Female to Male*», NDLR), sans doute le plus populaire (300.000 abonne's), a tenu un vlog (blog vide'o) sur sa premie're anne'e de testost'e'rone. «*C'est le jour que je n'aurais jamais ose´ espe´rer, s'enthousiasme-t-il, adorable garc,on a` la ma^choire ombre'e. C,a fait officiellement un an que je suis sous testost'e'rone. Avant les hormones, je souffrais de la haine de soi, de la jalousie et de l'envie, je voulais constamment m'isoler du reste du monde... Aujourd'hui, un an apre's avoir commence´ les hormones, je ne pourrais pas e^tre plus heureux! Les changements apporte's par la testost'e'rone ont vraiment ame'liore´ ma qualite´ de vie et redessine´ mes projets d'avenir.*» Sa voix est plus grave. Ses e´paules sont plus larges, ses bras plus imposants, sa ma^choire carre'e. Sa graisse est redistribue'e (moins dans les cuisses et les hanches). Et le plus re´jouissant pour lui: ses re`gles ont disparu. «*Heureusement, apre's deux mois de T, elles se sont comple`tement arre^te'es, Dieu merci. Cette anne'e, j'ai aussi fait la chirurgie du haut. C'est un truc a` part. Je pourrais consacrer un million de vide'os a` la chirurgie du haut. Associe´ aux hormones, cela a carre´ment fait dispara^tre ma dysphorie de genre. Donc, en gros, la testost'e'rone... c'est ge´nial.*» [...]

Tous les vlogueurs trans ne partagent pas la mode´ration de Chase. Le gourou Instagram MtF (*Male to Female*, NDLR) Kaylee Korol, femme fre^le aux cheveux bleus comme ses yeux et qui ressemble a` une adolescente ordinaire, offre ce «conseil trans»: «*Vous n'avez pas besoin d'e^tre su^rs a` cent pour cent d'e^tre trans pour essayer les hormones, vraiment, assure Kaylee a` ses followers. Vous pouvez essayer les hormones pendant trois mois. Apre's cette pe´riode, il commence a` y avoir des effets permanents, mais avant, vous pouvez simplement tester et voir comment vous vous sentez. C'est ge´nial, c'est aussi simple que c,a. Les hormones ne doivent pas vous effrayer.*» Inutile, donc, d'avoir la certitude d'e^tre trans pour prendre des hormones. En fait, Kaylee ajoute que le traitement hormonal est «*probablement le meilleur moyen de savoir si vous e^tes trans ou non*». Il est prouve´ que la testost'e'rone a des effets secondaires ne´fastes, mais vous en entendrez rarement parler. Les gourous de YouTube et d'Instagram sont la` «pour le fun», et les risques accrus de divers cancers et d'hyste´rectomie prophylactique ne sont pas vraiment fun.

## Des traitements loin d'ê'tre anodins

La testost'e'rone e´paissit le sang. Les filles transidentitaires rec,oivent une dose de testost'e'rone 10 a` 40 fois supe´rieure a` ce que leur corps pourrait normalement supporter pour produire les changements qu'elles recherchent. Selon certaines indications, les femmes biologiques recevant ces doses de testost'e'rone auraient un risque de crise cardiaque pre's de cinq fois supe´rieur a` celui des femmes, et deux fois et demie supe´rieur a` celui des hommes. Le dosage e'tant de'termine´ par l'apparence physique de sire'e - pluto^t que par le traitement d'une maladie -, il obe^it a` des crite'res esthe´tiques et non pas me'dicaux. On justifie ge´ne´ralement la testost'e'rone comme un traitement de la «dysphorie de genre», mais les endocrinologues qui la prescrivent

semblent rarement évaluer ses effets sur la dysphorie du patient. Ils examinent plutôt son taux sanguin pour s'assurer que la testostérone reste dans la fourchette normale pour un homme. [...] Peu de temps après la prise d'hormones mâles, des changements permanents se produisent.

Si une fille biologique regrette sa décision et arrête la testostérone, sa pilosité corporelle et faciale restera probablement en place, tout comme son excroissance clitoridienne, sa voix grave et peut-être même la masculinisation de ses traits faciaux. Même si des doses massives de testostérone doivent être maintenues pour que les effets de la transition se poursuivent, l'élimination de la T ne ramène pas l'adolescente à son point de départ. La testostérone s'accompagne également de douleurs et de désagréments. Il y a le problème de l'atrophie vaginale, mais aussi des douleurs musculaires, des crampes sévères dues à l'endométriose, une hausse de la sudation, des sautes d'humeur et de l'agressivité. Les effets à long terme comportent une augmentation des taux de diabète, d'accidents vasculaires cérébraux, de caillots sanguins, de cancers et, comme nous l'avons vu, de maladies cardiaques. Globalement, le risque de mortalité augmente. Il existe un dernier risque, inévitable, du fait qu'aucune patiente sur la Terre ne prend son traitement exactement à la même heure: à un moment donné, une jeune fille sous T se fera une injection un jour ou deux après la prise prévue. [...] Après tous ces risques et ces sacrifices insensés, au moins la dysphorie a disparu, non? En fait, il n'existe aucune étude à long terme indiquant que la dysphorie de genre ou les idées suicidaires diminuent après une transition médicale. Souvent, la dysphorie d'une jeune femme augmente avec la testostérone, car elle se rend compte que même avec une voix d'homme, des poils, une mâchoire carrée, un nez rond et une barbe fournie, elle ne ressemble pas tout à fait à un homme.

Les «détransitionneuses»: celles qui tentent de faire machine arrière

Presque toutes les détransitionneuses à qui j'ai parlé sont perclues de regrets. Si elles ont pris de la testostérone quelques mois seulement, elles ont une voix étonnamment masculine qui restera grave. Si elles ont été sous T pendant plus longtemps, elles souffrent de la gêne d'avoir une géographie intime inhabituelle: un clitoris élargi qui ressemble à un petit pénis. Elles détestent leur barbe naissante et leur pilosité corporelle. Elles vivent avec une poitrine lacérée et des tétons masculins (oblongs et plus petits) ou des rabats de peau qui ne ressemblent pas à des tétons. Chez celles qui ont conservé leurs ovaires, une fois privé de testostérone, le tissu mammaire se gonfle au retour des règles d'un liquide qui, souvent, n'est pas correctement drainé. [...] Les désisteuses et détransitionneuses à qui j'ai parlé m'ont toutes dit qu'elles étaient sûres à 100 % d'être trans à vie - jusqu'à ce que, soudainement, elles ne le soient plus. Presque toutes reprochent à leur entourage adulte, en particulier les professionnels de la santé, d'avoir encouragé et facilité leur transition.

29 avril (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/international/les-cles-pour-comprendre-la-suede-victime-de-son-laxisme-migratoire-20220429>

**Le Figaro (site web)**

vendredi 29 avril 2022 - 06:01 UTC +02:00 719 mots

# Les clés pour comprendre la Suède, victime de son laxisme migratoire

Tremblais, Jean-Louis

**DÉCRYPTAGE - Naguère paisible et prospère, le royaume scandinave est aujourd'hui secoué par des troubles ethnico-religieux: le résultat de vingt ans d'une politique migratoire «généreuse et bienveillante» jusqu'à l'absurde.**

## 1. Un habitant sur cinq est né à l'étranger

La Suède fut longtemps un pays d'émigration, notamment vers les États-Unis. D'où une population restée homogène jusqu'à la fin du XXe siècle. Au nom de la tolérance et de la bienveillance, ses dirigeants issus de la social-démocratie (dont le royaume scandinave est le modèle suprême) ont décidé d'inverser les flux et d'ouvrir ses frontières aux réfugiés. Une générosité non dénuée d'arrière-pensées, l'économie ayant besoin de main-d'œuvre. Cette politique d'asile a commencé par la guerre en ex-Yougoslavie, mais elle s'est emballée avec le conflit syrien. Pour la seule année 2014, Stockholm a distribué 160.000 titres de séjour. Au total, le nombre de personnes nées à l'étranger a augmenté de 80 % en vingt ans. Un habitant sur cinq vient d'une autre contrée, soit 2 millions de ressortissants sur un effectif total de 10 millions. Un quart des nouveau-nés ont au moins un parent allogène. Malgré toute sa bonne volonté, l'État-providence a fini par donner des signes de fatigue, au niveau des régimes sociaux et du système scolaire. À tel point que le gouvernement a finalement coupé les vannes en 2020, limitant les entrées annuelles à 25.000 individus. Mais trop tard.

## 2. Le choc des valeurs et des croyances

L'enfer est pavé de bonnes intentions, les luthériens (religion majoritaire en Suède) auraient dû le savoir. Las! Après l'angélisme euphorique des années 2015, les Suédois se retrouvent aujourd'hui dans un pays qu'ils ne reconnaissent plus, y compris dans les villes de province. Un contexte explosif comme l'ont prouvé les émeutes du week-end pascal. À l'origine des incidents, la tournée (autorisée au nom de la liberté d'expression) de Rasmus Paludan, leader dano-suédois du parti Stram Kurs (Ligne dure), dont la spécialité est de brûler les Corans en public. Certes, le geste n'est pas fin, mais le délit de blasphème ayant été aboli en 1970, il demeure légal. Stockholm, Örebro, Malmö, Linköping, Norrköping: partout où il était annoncé et même quand il ne s'y est pas rendu, des violences ont éclaté aux cris d'«Allah akbar». Jets de pierres, incendies, pillages: des hommes, des femmes, mais aussi des enfants s'en sont pris aux forces de l'ordre et aux symboles de l'État pendant plusieurs jours. Certains policiers ont dû faire usage de leur arme pour éviter le lynchage. Du jamais-vu dans le royaume. Bilan: 40 blessés (dont 26 fonctionnaires de police) et un million d'euros de dégâts.

## 3. Des clans mafieux à base ethnique

En fait, les Suédois découvrent avec retard et effroi ce que provoque une immigration massive en provenance de pays n'ayant ni la même culture ni les mêmes valeurs: ce qu'on appelle en France (qui n'a pas de leçon à donner en la matière!) les zones de non-droit. L'an dernier, la Suède a recensé 342 fusillades ayant fait 46 morts. Par rapport au nombre d'habitants, c'est un record d'Europe. Un peu comme si Marseille avait été déplacée telle quelle vers le Grand Nord! Les auteurs, comme les victimes, sont des trafiquants d'armes ou de drogue, dont 85 % sont soit nés hors des frontières soit d'origine étrangère. Selon le site universitaire Perspective Monde, «32 des chefs de réseaux criminels les plus recherchés du pays sont issus de l'immigration». Ils dirigent des gangs organisés sur des bases ethniques (Albanais, Afghans, Turcs, etc.). La police suédoise dénombre une quarantaine de ces structures, qui règlent leurs comptes à la grenade ou à la kalachnikov. Conséquence logique: le mouvement anti-immigration des Démocrates de Suède est passé de 1,5 % des voix en 2002 à 17,5 % en 2018. En attendant de faire mieux aux prochaines élections de septembre.

29 avril (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/holocaust-gedenken-im-ukraine-krieg-staatsraeson-im-ernstfall-17990695.html>

STAATSRÄSON IM ERNSTFALL:

## Ein harter Test für heilige Versprechen

- EIN KOMMENTAR VON REINHARD MÜLLER
- -AKTUALISIERT AM 28.04.2022-21:41



Bundestagspräsidentin Bärbel Bas (SPD) legt einen Kranz in der Holocaust-Gedenkstätte Yad Vashem in Jerusalem nieder. Bild: dpa

Deutschland, die Ukraine und Israel: Was bedeutet es, aus der Geschichte gelernt zu haben?

Es war ein protokollarisches Novum – und setzte zugleich eine Tradition in der schicksalhaften Beziehung fort: Bundestagspräsidentin Bärbel Bas sprach als erste deutsche Politikerin in der Knesset anlässlich des israelischen Holocaust-Gedenktages. **Die so wichtige, aber eben auch Routine gewordene Mahnung „Nie wieder“ ist leider besonders aktuell. Wegen eines zunehmenden, auch auf deutschen Straßen und Plätzen herausgeschrienen Judenhasses.**

Und wegen eines Krieges, den das einst von Deutschland erbarmungslos bekriegte Russland derzeit mit Vernichtungswillen gegen die Ukraine führt. Putin will das von einem jüdischen Präsidenten regierte demokratische Land „denazifizieren“. Deutschland sieht sich dem Vorwurf ausgesetzt, einen Faschismus in neuer Gestalt nicht richtig bekämpfen zu wollen. Selenskyj wiederum erntete in Israel gerade deshalb Kritik, weil er vor der Knesset Vergleiche mit dem Holocaust zog.

**Beschwörungen, aus der Geschichte umfänglich gelernt zu haben, werden jedenfalls einem harten Test unterzogen. So versichert Deutschland, Seit' an Seit' mit der Ukraine zu stehen, ja gleichsam selbst angegriffen zu werden; es will aber auf keinen Fall Kriegspartei sein – aus noch höherem Interesse. Das gibt eine Vorahnung dessen, was sogar das deutsche Versprechen „Die Sicherheit Israels ist für uns Staatsräson“ im Ernstfall bedeuten kann.**

29 avril (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/gas-aus-russland-die-verlogene-debatte-in-der-chemieindustrie-17988142.html?premium>

LIEFERKETTEN IN DER CHEMIE:

## Wie verlogen die Debatte um russisches Gas ist

- EIN KOMMENTAR VON BERND FREYTAG
- -AKTUALISIERT AM 28.04.2022-13:12



Ein BASF-Mitarbeiter im Werk in Ludwigshafen bei einer nächtlichen Kontrolle Bild: dapd

Managern der deutschen Chemieindustrie wird vorgeworfen, deren Gier habe Deutschland in die Abhängigkeit von Russland getrieben. Was für ein Zerrbild! Die Industrie war nicht blauäugiger als der Rest.

Es hat einen Krieg gebraucht, um den Deutschen ins Gedächtnis zu rufen, wie Wertschöpfungsketten funktionieren. Dass aus Gas und Öl in Anlagen der chemischen Industrie erst Ethylen und Propylen gemacht werden müssen – diese Grundchemikalien dann zu Kunststoffen verarbeitet werden, zu Farben, Textilfasern, Klebern, Dämmmaterial, Waschmittel, Kosmetik, selbst Medikamenten. Das alles ist selbst dem handelnden Personal erst wieder aufgefallen, seit ein Importstopp von Gas als letztes Mittel gilt, um die russische Kriegsmaschine zu stoppen.

Die Hoffnungen auf einen Wandel durch Handel sind in der Ukraine zerplatzt. Die Naivität allerdings hält sich. Vor allem die Naivität, die sich auf die vermeintlich einzigen Nutznießer der Gasimporte, die Chemieindustrie, kapriziert. BASF habe mit Gier und Milliardengewinnen das Land in die Abhängigkeit von Russland getrieben, verkündete dieser Tage das öffentlich-rechtliche TV. Herrje, was für ein Zerrbild.

Die Chemieindustrie ist ein Vorbote. Denn dort ist die Beschaffung seit jeher international, nicht nur die Absatzmärkte. Öl, Gas, Phosphat, Nickel, Kobalt, fast alles, was man für die Produktion von Chemikalien braucht, gibt es in Deutschland gar nicht. Und doch hat sich hier die größte Chemieindustrie Europas entwickelt. Wie sie ohne Rohstoffe aus Kleptokratien funktionieren kann, weiß heute niemand.

Zur Verlogenheit der Gas-Debatte genügt ein Blick nach Finnland, wo BASF gerade mit dem russischen Rohstoffriesen Norilsk Nickel ein Werk für Batteriechemikalien baut. Im Auftrag und mit Förderung der Politik, um die europäische Autoindustrie von Batterieimporten unabhängig zu machen. Weil auch das ohne die Russen zurzeit kaum möglich ist, hat die EU im Stillen den Putin-Vertrauten und Norilsk-Großaktionär Wladimir Potanin von Sanktionen bislang ausgenommen. Schließlich würde es ohne sein Palladium auch mit der geplanten Halbleiterproduktion in Europa nichts.



Wladimir Potanin :Bild: REUTERS

Das Aktionärstreffen der BASF war schon immer ein Brennglas, unter dem man den Zustand der Welt begutachten konnte. Seit einigen Jahren tritt dort ein Bischof aus Südafrika auf, um Entschädigung für die Opfer in einer südafrikanischen Platinmine zu fordern. Bei einem Aufstand der Arbeiter für mehr Lohn und gegen schreckliche Arbeitsbedingungen hatte die südafrikanische Polizei 34 Bergleute erschossen. BASF ist der größte Kunde, viele würden sagen: Profiteur. Ohne Platin aber gibt es keine Abgaskatalysatoren, nicht für VW, nicht für BMW, nicht für Daimler. Südafrika verfügt über die größten Platinreserven der Welt, dahinter folgt – Russland.

## Der Glaube an Wandel durch Annäherung war Common Sense

BASF-Chef Martin Brudermüller hat sich angesichts des drohenden Gasstopps an die Spitze der Warner gesetzt. Sein [Interview mit der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung](#) hallt bis heute nach, sein apokalyptisches Bild von der Zerstörung der Volkswirtschaft, seine Verachtung anderer Positionen sind ohne Frage starker Tobak. Ihm und der Industrie im Gegenzug eigene Versäumnisse vorzuwerfen ist trotzdem wohlfeil. Gas aus Russland ist billig und nah. Die Verträge waren wirtschaftlich vernünftig und von politischem Wohlwollen begleitet. Das betrifft bei Weitem nicht nur BASF. Der Glaube an Wandel durch Annäherung ist seit der Ostpolitik von Willy Brandt nie gebrochen. Auch nach dem Zusammenbruch der Sowjetunion galt es als Common Sense, den Russen eine wirtschaftliche Perspektive zu bieten. Heute weiß man: Es hat nichts genützt.



BASF-Chef Martin Brudermüller :Bild: Frank Röth

Aber wie hätten wohl die Aktionäre reagiert, wenn der Vorstand mit Verweis auf die Diversifizierung vor Jahren angekündigt hätte, [Flüssiggasterminals](#) zu bauen? Auf Katalysatoren zu verzichten? „Die Aktionäre“, das sind im Fall der BASF keine Hedgefonds, sondern die Fonds der Sparkassen und Volksbanken, die großen Versicherer, der Durchschnitt der deutschen Anleger. Und BASF ist nach wie vor der größte Dividendenzahler des Landes.

Flüssiggas ist wirtschaftlich und für die Umwelt gesehen Irrsinn. Trotzdem lassen die Gräuel von [Buchttscha](#) kein „Weiter so“ mehr zu. Jedem sollte aber klar sein, dass diese Zeitenwende, das Ende der Globalisierung, auch das Geschäftsmodell von Deutschland erschüttert. Ohne russisches Gas wird es früher oder später gehen, aber ohne den Milliardenmarkt in China nicht. Die Chemieindustrie war nicht blauäugiger als der Rest und auch nicht unverfrorener. Sie steht nur am Anfang der Wertschöpfungskette. Kunden, Aktionäre, Beschäftigte, alle haben davon profitiert. Und alle wird es nun treffen.



## Liberté d'expression : qui a PEUR du nouveau TWITTER ?

VENDREDI 29 AVRIL 2022 À 08:00 / NATHALIE MP MEYER

Elon Musk [rachète](#) Twitter ! L'homme [le plus riche du monde](#) s'offre ce qu'il [appelle](#) lui-même « *la place publique numérique [digital town square] où sont débattues les questions vitales pour l'avenir de l'humanité.* » Il y a un petit côté « moi, riche et célèbre, maître du monde » dans la façon dont s'est nouée cette affaire en quelques jours pour 44 milliards de dollars. Mais là n'est pas le reproche essentiel adressé au patron de SpaceX et Tesla.

Tout autre milliardaire plus acquis aux idées de contrôle des « discours de haine » et des « fake news » sur internet aurait certainement été accueilli avec joie. Mais voilà, Elon Musk déboule sur le marché de l'information et des opinions avec le dessein spécifique d'y renforcer la liberté d'expression et soudain, rien ne va plus : pour nombre de grands démocrates autoproclamés et autres gentils « woke » conscientisés, son projet reviendrait ni plus ni moins à [menacer](#) la liberté et la qualité des médias traditionnels et à [soutenir](#) Trump, le patriarcat et le suprémacisme blanc ! À propos de Trump, qu'ils se rassurent. Ce dernier a expliqué qu'il [ne reviendrait pas](#) sur Twitter mais resterait sur Truth Social, le réseau qu'il a lui-même créé. C'est du reste un élément important à prendre en compte : Twitter n'est ni la seule « *place publique* » au monde – j'aime penser qu'à sa façon, mon blog est aussi une petite place publique au sein de l'univers de la production et de l'échange d'idées – [ni la plus importante](#), loin s'en faut.

De nouveaux lieux peuvent apparaître, d'autres s'effondrer, car finalement, l'utilisateur (payant ou pas) des médias et des réseaux sociaux reste le roi : lui seul décide d'y participer ou pas, lui seul choisit le support qui lui convient le mieux, lui seul exerce ses préférences dans le choix de ses « amis », ses publications personnelles, ses « likes » et ses « partages ». À Elon Musk de montrer que son nouveau Twitter sera digne de l'intérêt et de la confiance de ses utilisateurs actuels et futurs. La transparence qu'il compte instaurer à propos des algorithmes utilisés pour gérer l'ordre de présentation des publications joue clairement en sa faveur.

Cependant, face à la levée de boucliers pratiquement hystérique qu'il a dû affronter depuis l'annonce du rachat, il a [précisé](#) qu'il ne comptait pas étendre la liberté d'expression en dehors des contours légaux existants, mais simplement s'interdire les censures non exigées par la loi : Mais quand on sait à quelle vitesse les États (de l'Union européenne, en l'occurrence) s'affairent pour resserrer les barrières sociales et fiscales autour d'internet, on peut vraiment se demander si l'intervention d'Elon Musk changera quoi que ce soit à l'obligation de pensée conforme qui s'installe de plus en plus bruyamment dans les textes de lois. Comme le rappelait notre secrétaire d'État au numérique Cédric O, attention, il va falloir respecter les dispositions du tout nouveau Digital Service Act. Pas question de laisser proliférer des publications qui pourraient perturber les gentils utilisateurs :

J'ai déjà eu l'occasion de souligner dans d'autres articles combien il était difficile de définir la « [haine en ligne](#) » et de tracer une limite avec la liberté d'expression. Prenons l'exemple de la discrimination religieuse et du blasphème. Lorsque la jeune [Mila](#) tenait sur Instagram les propos ci-dessous :

**« Je déteste la religion (...), le Coran, il n'y a que de la haine là-dedans, l'Islam, c'est de la merde, c'est ce que je pense. (...) Votre religion, c'est de la merde, votre Dieu, je lui mets un doigt dans le trou du cul, merci, au revoir »,**

propos qui lui ont valu harcèlement, menaces de mort et toute la bêtise idéologique de la Garde des Sceaux d'alors, était-elle dans la « haine » ou faisait-elle simplement usage de sa liberté d'expression ?

Quant aux « [fake news](#) », les gouvernements sont-ils si certains de ne jamais se tromper qu'ils seraient bons juges en la matière ? Rien ne vaut la contre-argumentation pour réfuter des affirmations qui nous semblent fausses. De plus, l'expérience a montré à maintes reprises que toutes les tentatives d'interdiction n'ont jamais réussi à mettre fin à une pratique ou une rumeur et tendent au contraire à lui donner un surcroît d'intérêt.

C'est exactement ce qu'a pu [constater](#) Facebook. Régulièrement accusés de servir de trop bons vecteurs à la propagation quasi instantanée de « fake news » aux quatre coins du globe, les réseaux sociaux ont été sommés de faire le ménage chez eux. En 2017, les dirigeants de Facebook considéraient plutôt qu'ils n'avaient pas à être « [les arbitres de la vérité](#) », mais ils ont commencé tant bien que mal à mettre des contrôles en place et butent sur l'irrésistible charme de l'interdit ou du sulfureux désigné comme tel :

**« Indiquer avec un drapeau rouge qu'un contenu est faux ne suffit pas à changer l'opinion d'une personne, et peut même avoir l'effet inverse. »**

Mettre un drapeau rouge, ordonner des bannissements permanents – voilà ce que Musk ne veut plus faire. Après tout, les gens sont adultes. Doivent-ils être soumis à une sorte de contrôle parental toute leur vie ?

Eh bien, oui, d'après le philosophe et grand adepte des [tweets comminatoires](#) Raphaël Enthoven. Pour lui, c'est très simple, trop de liberté tue la liberté ! « *Il y a quelque chose de liberticide dans une liberté totale* » a-t-il affirmé sur Europe 1, ajoutant qu'un Twitter sous la houlette d'Elon Musk constituait pour lui « *une perspective liberticide et non pas libérale* » (vidéo, 02' 40") :

Ah oui, parce que depuis quelque temps, Raphaël Enthoven se revendique libéral et fait partie de ces libéraux qui ont [appelé](#) à voter pour Emmanuel Macron au second tour de la récente élection présidentielle. Donc, à l'en croire, on serait plus libre dans le cadre d'une liberté d'expression encadrée ? Quel retournement acrobatique des concepts !

Rappelons d'entrée de jeu que la diffamation et les injures publiques telles que « sale arabe » ou « sale juif » décochées nommément à quelqu'un (exemples d'Enthoven dans la vidéo) peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires.

Dans le débat sur la liberté d'expression qui nous occupe, il ne s'agit pas de cela, mais de savoir qui pourrait avoir le pouvoir supérieur de décider quelles opinions ont droit de cité et quelles autres ne l'ont pas. Inutile de vous dire qu'hormis un petit couplet de pure propagande politique sur le futur Digital Service Act, M. Enthoven ne répond pas à la question. Tout simplement parce qu'il n'y a pas de réponse satisfaisante, à part le recours à une liberté d'expression totale.

Sauvons la liberté, la liberté sauve  
le reste.



Victor Hugo

[www.citation-celebre.com](http://www.citation-celebre.com)

Mais en réalité, les préoccupations des « inquiets » face au free speech revendiqué par Elon Musk ont moins de rapport avec je ne sais quel désir d'harmonie pure et parfaite sur des réseaux sociaux où tout ne serait que luxe, calme et vérité qu'avec la volonté nettement moins louable de vouloir voir leurs idées et elles seules s'imposer à l'opinion publique. Bref, le fameux deux poids deux mesures, marque indélébile (et débile) des militants de tout bord.

J'aimerais rappeler à Raphaël Enthoven qu'en janvier 2020, date anniversaire des attentats islamistes de 2015 contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, il [estimait](#) sur Twitter que :

**« Les gens qui disent 'la liberté de la presse ? Oui, mais... attention au blasphème !' ne sont pas des gens mesurés, mais des lâches qui donnent à leur trouille les contours flatteurs de la pondération. Et dorment tranquilles après avoir botté en touche. »**

[J'adhère](#) absolument à ces propos, j'adhère absolument à ce qu'il disait à la même époque en défense de Mila que j'ai évoquée plus haut. De ce fait, j'ai d'autant moins de scrupules à lui retourner le compliment :

Les gens qui disent : « La liberté d'expression ? Oui, mais... attention aux débordements, on ne peut pas tout dire ! » ne sont pas des gens mesurés, mais des lâches qui donnent à leur trouille les contours flatteurs de la pondération. Et dorment tranquilles après avoir botté en touche.

29 avril (Atlantico)

[https://atlantico.fr/article/decryptage/la-france-cauchemar-liberal-ou-crypto-sovietique-economie-fonction-publique-administration-reformes-societe-budget-depenses-francais-vie-quotidienne-pierre-bentata-agnes-verdier-molinie?utm\\_source=sendinblue&utm\\_campaign=La\\_France%20cauchemar%20lib%3%A9ral%E2%80%A6%20ou%20crypto-sovi%3%A9tique%20?&utm\\_medium=email](https://atlantico.fr/article/decryptage/la-france-cauchemar-liberal-ou-crypto-sovietique-economie-fonction-publique-administration-reformes-societe-budget-depenses-francais-vie-quotidienne-pierre-bentata-agnes-verdier-molinie?utm_source=sendinblue&utm_campaign=La_France%20cauchemar%20lib%3%A9ral%E2%80%A6%20ou%20crypto-sovi%3%A9tique%20?&utm_medium=email)

## SERVICES PUBLICS

### La France, cauchemar libéral... ou crypto-soviétique ?



Alors que dans nombre de grandes villes, il faut désormais 5 mois pour obtenir un passeport, petite radioscopie de « l'efficacité » administrative dans un pays qui consacre plus de 60% de son PIB à la dépense publique...

[Pierre Bentata](#) et [Agnès Verdier-Molinié](#)

**Atlantico :** Il faut aujourd'hui parfois plusieurs mois pour obtenir un renouvellement de carte d'identité, et plus encore pour un passeport. L'ANTS justifie ces lenteurs notamment par la pandémie, mais est-ce que tout est imputable aux conséquences de la crise sanitaire ?

**Pierre Bentata :** Dans cette situation, on atteint des délais extrêmes. En effet avec la crise sanitaire, presque tous les Français ont repoussé leurs procédures administratives et aujourd'hui avec l'impression que la pandémie est derrière nous tout le monde se manifeste en même temps. Ces lenteurs se sont généralisées et il y a bel et bien un effet Covid.

En revanche, cet effet n'est pas le seul à agir sur les délais. Pré-crise, on notait des différences très importantes d'une commune à l'autre à ce propos. Il y avait une différence importante entre la rapidité à laquelle les dossiers pouvaient être traités à Paris et dans la petite couronne par rapport à des villes de petite taille en province. L'efficacité administrative est claire...

On pouvait comprendre que les délais soient longs lorsque tout était informatisé. Pourtant aujourd'hui lorsque l'on voit que toute la démarche est faite par le citoyen lui-même on peine à apprécier le problème car en réalité, le délai est lié à un problème d'organisation. Une fois que tout est fait en ligne et que le rendez-vous sert à vérifier les pièces du dossier, cela dénote d'une défaillance ou une lenteur de l'administration.

**Agnès Verdier-Molinié :** On paie l'existence de goulots d'étranglement... notamment les demandes en mairie. Aujourd'hui pour pouvoir bénéficier du renouvellement de ces titres, il est possible de passer par France Connect ou de s'inscrire directement via l'ANTS.

Malheureusement une présence physique permettant de produire la photo d'identité et le justificatif de domicile (tout particulièrement si l'on n'est plus abonné chez un opérateur historique : EDF, GDF etc...) nécessite un passage en mairie. C'est là, plus que dans les services de préfecture, que se situe le goulet d'étranglement.

Un développement a été retardé, celui de la CNIe biométrique et dématérialisée via une identité biométrique numérique... c'est théoriquement possible depuis que la CNIL a autorisé et validé l'utilisation de l'application ALICEM. Mais son interfaçage avec France Connect n'est pas encore opérationnelle. Par ailleurs, on produit en silo une CNIe non dématérialisée et une Carte vitale biométrique, au lieu de fusionner les deux titres. Pour rappel, c'est ce qu'a fait la Belgique, la Suisse, l'Estonie et le Portugal. Dans ce dernier pays, la carte d'identité, la carte vitale, le permis de conduire et la carte d'électeur sont fusionnés. Par ailleurs, hors permis de conduire, l'ensemble est disponible sur format dématérialisé via une application sur mobile ou ordinateur.

La France paie donc un retard de développement. Il devrait être possible via le recoupement d'informations différentes (fiscale, sociales, de santé etc.) de satisfaire aux besoins de fourniture d'une adresse et des éléments biométriques nécessaires. Au besoin en demandant au titulaire de procéder à une photo numérique par ses services en mairie ou à la CAF voir au CCAS par exemple, ou via une maison France Service. Aujourd'hui nous n'en sommes pas capables... tout simplement. La start-up nation n'a pas encore pleinement pris le virage du numérique et de la digitalisation des services...

Enfin cerise sur le gâteau il existe des tiraillements entre l'imprimerie nationale et l'ANTS ce qui ne facilite pas la production des titres sécurisés.

**Dans quelle mesure cette lenteur est-elle aussi constatée dans les autres services publics ? Est-ce quelque chose de global ?**

**Pierre Bentata :** Cela n'est pas global car les services de l'Etat peuvent être rapides comme celui des contraventions ou des impôts. Lorsque l'Etat doit récupérer de l'argent, il est beaucoup plus efficace que lorsqu'il doit rendre un service. La spécificité du service public a été parfaitement décrite en économie dans l'analyse de la bureaucratie par l'école du *Public Choice* et notamment par Niskanen.

Lorsque l'on essaie d'observer une mesure d'efficacité de l'administration, on se retrouve piégé par rapport à une entreprise. Le juge de paix d'une entreprise, c'est le profit. Il est donc très facile de voir si une entreprise fonctionne bien ou pas. Si ses coûts sont plus importants que ses rentrées d'argent, il y a un problème et on peut travailler dessus. Dans le cadre d'une administration qui doit remplir des services non profitables, non commerciaux, il est très difficile d'évaluer son efficacité. Il est donc compliqué d'améliorer sa productivité. Dans ce cas, les personnes à la tête d'une administration quelconque se retrouvent dans un fort avantage par rapport au gouvernement qu'il va devoir financer. Les dirigeants veulent que les administrations fonctionnent, mais ils ne peuvent pas voir à l'intérieur et ce qu'il bloque. Il n'y a pas d'indicateurs de marge ou de rentabilité car il n'y a pas de service final vendu.

Dans les agences, certains dirigeants ont une incitation à gonfler leur administration, ils affirment que c'est par un manque de moyen qu'ils ne sont pas efficaces. Et comme il n'est pas possible de savoir si le manque d'efficacité vient d'un manque de moyen ou d'une mauvaise organisation, on est contraint de leur faire confiance. Elles disent donc qu'elles sont en sous-effectif et parfois c'est la réalité, mais parfois cela ne l'est pas. Une fois qu'elles ont plus de moyens, elles peuvent ensuite

dire qu'elles peuvent remplir davantage de missions afin de gagner en ampleur. C'est un jeu sans fin qui amène à une inflation bureaucratique.

On se retrouve avec des structures énormes défailtantes sans que l'on puisse vérifier ce qu'il se passe à l'intérieur.

### **Est-ce donc pour cela que ce phénomène est observé dans un pays qui consacre plus de 60% de son PIB à la dépense publique ?**

**Pierre Bentata :** Bien évidemment car c'est un phénomène qui a la fin s'auto entretien avec un effet boule de neige. Cela se retrouve partout avec plus ou moins de gravité. Dans le cas du passeport ce n'est pas grave, mais dans le cas de la police ça l'est un peu plus. Si nous avons une augmentation de la criminalité, est-ce parce que la police fait mal son travail ou est-ce parce qu'ils n'ont pas assez d'effectif. Et si l'on constate une amélioration, est-ce parce qu'il y a assez d'effectif ou parce que le service est de qualité. Dans chacun des cas, seules les personnes à l'intérieur de l'administration connaissent la réalité, mais ils n'ont aucun intérêt à la dévoiler. Elles diront toujours qu'elles sont en sous-effectif.

Mécaniquement, lorsque l'on a fait le pari de multiplier les services administratifs, on est contraint d'avoir une augmentation des dépenses publiques. Et pour en sortir, soit on essaie de calquer un modèle de marché sur l'administration, qui ne colle pas à des missions de service publique, soit on décide d'avoir des services publics restreints. C'est comme cela que nous avons des milliers d'agences qui conseillent les ministres et le Premier ministre. Nous avons une inflation de l'administration contre laquelle on ne peut plus faire grand chose.

### **Comment cela impacte la vie quotidienne des Français ?**

**Pierre Bentata :** Cela les impacte car la lenteur crée une colère et un mécontentement. Ce n'est rien dans le cadre d'un passeport, mais cela peut être plus grave dans le droit de l'environnement. De nombreuses agences ont une mission équivalente sur ce sujet. Et si l'on regarde les rôles du préfet et du maire, ils ont le même sur des territoires différents, mais parfois ils se chevauchent. Pour ne pas être tenu pour responsable, chacun va attendre que l'autre agisse au cas où il y aurait une catastrophe environnementale. Étant donné que nous avons trop d'agences en charge du même service, tout le monde a intérêt à ne rien faire. On a cet effet là dans tous les secteurs administratifs.

### **Comment certains pays arrivent-ils à être plus efficaces avec moins de dépenses publiques ?**

**Pierre Bentata :** La solution des libéraux est de dire que l'administration doit se concentrer sur les services que seul l'administration peut fournir afin de faire des économies. Il s'agit de dire que moins il y a d'interlocuteurs plus il est facile de le contrôler. Et surtout il y a de nombreuses choses dont l'État s'occupe qui pourrait être pris en charge par le privé.

La deuxième solution est d'avoir une approche décentralisée en considérant que le premier responsable se trouve à l'échelle de la commune. On veut alors donner davantage de moyens aux communes en leur laissant gérer en fonction de leur spécificité de leur population avec un principe de subsidiarité très clair. Celui qui est le plus proche du terrain devient responsable et lorsque cela ne suffit pas on a une coordination à un échelon supérieur. Dans cet exemple, l'État qui fonctionne le mieux est la Suisse.

29 avril (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/jugend-in-russland-woher-die-brutalitaet-russischer-soldaten-kommt-17987784.html?premium>

AUFWACHSEN IN RUSSLAND:

## Woher die Brutalität russischer Soldaten kommt

- VON IRINA RASTORGUJEWA
- -AKTUALISIERT AM 28.04.2022-08:31



Ein Angehöriger der russischen Nationalgarde bei einer Probe für die Siegesparade in St. Petersburg, aufgenommen am 26. April. Bild: AP

Viele russische Soldaten, die in der Ukraine kämpfen, kommen aus abgehängten Regionen ihres Landes. Brutalität ist für viele eine alltägliche Kommunikationsform, die sie seit ihrer Jugend eingeübt haben. Ein Gastbeitrag.

Die Welt ist erschüttert über die Brutalität der russischen Soldaten, sie fragt sich: Woher kommt so viel Tierisches im Menschen, so viel Wut, so viel Hass? Wer sind diese Soldaten, die wir kaum sehen, von denen wir jedoch ausführlich lesen. **Sie kamen nicht aus Moskau, aus Sankt Petersburg oder Nowosibirsk in die Ukraine – sie kamen überwiegend aus depravierten Regionen im Fernen Osten oder Zentralrussland.** Aus Gegenden, die, vorsichtig gesagt, wenig einladend sind.

Ich kann mir das Leben dieser Soldaten, bevor sie in die Ukraine kamen, gut vorstellen. Ich habe 33 Jahre lang auf der **Insel Sachalin** gelebt, von wo auch **Wehrpflichtige** in die Ukraine geschickt wurden. **Gewalt war als Kommunikationsform in den Neunzigerjahren weit verbreitet. Die Gesellschaft war plötzlich verarmt, über Nacht in Schichten zerfallen, die nur der Besitz, unter anderem der von Arbeit, unterschied, der normale Alltagsneid wurde abgelöst vom Sozialneid.** Als meine Eltern ihr erstes japanisches Auto kauften – zuvor musste jeder die sowjetische Autoindustrie unterstützen –, wurde es vor unserem Haus verbrannt. Nur damit wir nicht anfangen, gut zu leben.

### Mit Gewalt wurden Geschäftssphären aufgeteilt

Die Gewalt veränderte die Sprache der Kommunikation, der Medien. Das Vokabular der Obszönitäten schwappte von der Gosse in die Zeitungsspalten. Fernsehen und Radio waren voll von Gewalt. Sie wurde zur Gewohnheit, zur Norm. Ein Teil der Inselbevölkerung brachte sich gegenseitig um, teilte die Einflussphären in dem neu entstandenen „Business“ auf, denn auf Sachalin gibt es viel aufzuteilen: Kohle, Gas, Öl, Fisch. Andere brachten einander um, weil sie seit Jahren keinen Lohn mehr bekommen hatten, manche töteten sich zum Spaß, aus Liebe zur Gewalt. **Die Industrie auf der Insel brach zusammen, die Menschen tranken. Sie tranken auf jeden Fall mehr, als sie zu essen hatten.**

**Alle tranken Wodka, und Drogen waren eine nette Beschäftigung für Kinder nach der Schule.** Als ich dreizehn war, bekam ich eine Streichholzschachtel Chimka (Haschisch und Cannabis, vermischt mit Aceton), die wir mit den Freunden meines älteren Bruders rauchten. Ein Typ, der nach der Armee bei der Miliz arbeitete, kam uns ab und zu besuchen, immer in einer kugelsicheren Weste mit einer Kalaschnikow

und einer Makarow. Eines Tages richtete er scherzhaft eine Waffe auf mich, mein Bruder schlug ihm auf den Arm, die Waffe ging los. Neben dem Wohnzimmerfenster war ein Loch im Boden, fünf Zentimeter von meinem Fuß entfernt. Alle waren besorgt, dass er einen Bericht über die Patrone aufsetzen müsse, niemand kümmerte sich um den Boden. Wir stellten den Fernsehtisch um, und das Loch war nicht mehr zu sehen.

## Der gewaltsame Tod war alltäglich

Ich war sechzehn, der Herbst war noch warm, ich kam von der Schule nach Hause. Bluse, Rock, Schuhe, Rucksack. Vor der Tür stand eine Gruppe Männer, fünf oder sechs, sie tranken Bier. Alle waren um die zwanzig Jahre alt. Einer von ihnen wohnte in einem Haus in der Nähe, hatte eine Frau und zwei kleine Kinder. Wenn ich ins Haus wollte, musste ich durch die Gruppe durch. Sie ließen mich nicht durch, pfffen, riefen, sagten etwas. Ihre Hände waren überall: unter meinem Rock, unter meiner Bluse . . . Die Gruppe hatte sich um mich geschlossen. Zurücklaufen war unmöglich, irgendwie drängte ich mich durch und rannte in den dritten Stock, Schritte und Stimmen hinter mir.

Es gelang mir, die Tür auf- und wieder zuzuschließen. Ich weiß nicht warum, ich ging zum Klavier und spielte lange Zeit etwas Unzusammenhängendes. Dieses Mal endete es gut. Oft endete es schlecht. Ich habe mich lange Zeit um ein Mädchen aus einem Internat gekümmert, das von seinem Vater vergewaltigt worden war. Dem Mädchen wurde wegen der inneren Verletzungen mit acht Jahren die Gebärmutter entfernt. Viele Kinder in Waisenhäusern und Internaten hatten solche Erfahrungen gemacht. Ich kann mich nicht erinnern, dass Psychologen oder Sonderpädagogen mit ihnen gearbeitet hätten.

Der gewaltsame Tod war alltäglich. Ich sah zufällig aus dem Fenster, als ein junger Mann aus dem vierten Stock fiel. Als ich nach draußen ging, lag er immer noch unter dem Fenster, sein Hals war seltsam verdreht, um seinen Kopf entstand eine Pfütze. Die Nachbarin, die über uns wohnte, wurde von ihrem Mann ständig verprügelt. Die Polizei kam nie, wenn wir sie riefen. Einmal stach er mit einem Messer auf sie ein, sie rannte im blutigen Nachthemd die Treppe hinunter, bis sie zusammenbrach. Der Krankenwagen kam zu spät. Sie verblutete. Und wir sprachen darüber, dass wir morgen sehr früh aufstehen müssten und wieder nicht genug Schlaf bekämen. **Es war Routine. Keine Angst, keine Neugier, keine Sorge, nur ein ungefähres Mitleid und viel Hilflosigkeit.**

## Krieg bietet einigen eine Verdienstmöglichkeit

**Tod, Gewalt und Hilflosigkeit begleiteten uns ständig. In solch einer Situation kämpfen Menschen für sich und ihre Kinder – nicht für den Staat, sondern mit dem Staat, mit der Polizei, dem medizinischen Dienst, den Lehrern, den betrunkenen Nachbarn, den Banditen.** Es ist unmöglich, Regionen wie die im Fernen Osten zu verlassen. Um von dort wegzugehen, braucht man Geld, und das lässt sich nirgendwo verdienen; auch zu bleiben ist unmöglich, denn es gibt keine Arbeit. **Da kann in den Krieg zu ziehen als der beste Ausweg erscheinen, der Krieg bietet ja die Chance, etwas zu verdienen. Und viele wussten schon vor dem Krieg, wie man raubt, tötet, vergewaltigt. Es gab nichts anderes zu lernen.**

Dieser Albtraum, den ich kennenlernte, nahm kein Ende. Ständig wurden die Fenster in unserem Treppenhaus zerbrochen, die Geländer herausgerissen. Oft wurde in der Nacht an unsere Tür geschlagen. Es war eine robuste Metalltür, vielleicht war sie deshalb so beliebt. Damals hatte ich schon Kinder. Sie hatten Angst vor der Dunkelheit und vor lauten Geräuschen. Wir schliefen immer mit Licht und leichter Musik. Morgens war die Treppe oft mit Glasscherben übersät und blutbeschmiert. Vielleicht ist es jetzt immer noch so. Und es wird auch in einem Jahr noch so sein und in zehn Jahren, falls nicht zufällig eine Regierung auftaucht, die sich um die sozioökonomischen Probleme kümmert und sie am Ende auch irgendwie löst. Nur woher soll eine solche Regierung kommen, wie gewählt werden?

## Wer in der Hölle sitzt, sucht Trost in der Kultur

Wenn die Leute davon reden, die russische Kultur habe Bastarde hervorgebracht, die Kinder und Frauen töten und vergewaltigen, die brandschatzen, stehlen und foltern, dann weiß ich nicht, ob das Kultur war. Ist es möglich, die Hölle aus irgendeiner Kultur zu züchten? Können wir „Kultur“ nennen, was die Gewalt dieses Krieges in der Ukraine hervorgebracht hat? Nicht unwahrscheinlich, dass meine Nachbarn vor einer

betrunkenen Schlägerei Dostojewski gelesen haben und sich dann mit dem Schrei: „Bin ich ein zitterndes Geschöpf oder habe ich das Recht“ mit herausgebrochenen Geländerstangen aufeinandergestürzt haben. Doch ich bezweifle, dass sie etwas anderes als Graffiti an den Wänden gelesen haben.

**Ich hatte das große Glück, dass wir zu Hause eine gute Bibliothek besaßen. Sie war mein größter Trost. Das Schönste, was ich dort sah, waren die Reproduktionen von Gustave Dorés Radierungen zu Dantes „Göttlicher Komödie“. Sie waren auf der Titelseite der Lokalzeitung abgedruckt. Ich schnitt sie aus und sammelte sie in einem Notizbuch. Außerdem gab es eine aus einer Zeitschrift ausgeschnittene Kopie von Wassili Wereschtschagins Schädelpyramide „Apotheose des Krieges“ und die Zeichnung einer Zellstruktur aus einem Biologiebuch. Heute erscheint mir das alles symbolisch. Ein Mensch braucht etwas, womit er sich in der Hölle trösten kann.**

Als ich sieben Jahre alt war, bat ich darum, getauft zu werden. Als ich elf war, zerriss ich das Gebetbuch, weil Gott keins meiner Gebete erhört hatte. **Gewalt als Grundlage der Gesellschaft. Körperliche, sexuelle, kommunikative. Gewalt der Großen gegen die Kleinen, der Starken gegen die Schwachen. Nachts hörte ich Kinder und Frauen schreien, ich hörte dumpfe Schläge, fallende Möbel, brechendes Glas.**

**Woher kommen Russlands Soldaten, die in der Ukraine Gräueltaten begehen? Sie kommen aus einer Gesellschaft, in der Gewalt die Norm ist und wo Empathie fast körperlichen Schmerz verursacht. Wo man wenn kein Vergewaltiger dann Opfer ist. Diese Gewalt kommt aus dem Elend, dem Neid und Hass, aus dem Zusammenbruch der Industrie und der Wirtschaft, aus dem Fehlen sozialer Institutionen und funktionierender Demokratie. Aus einer Zeit des Anfangs, der kein Neubeginn war, sondern aus dem verwesten Staatskörper der „Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken“ das Kapital der Freiheit und das Kapital der Korruption schlug, ohne beides voneinander zu trennen. Die Gewalt kommt aus einer Zeit, in der man Babys auf dem Schwarzmarkt billig kaufen konnte, in der alkoholranke Mütter ein Neugeborenes für eine Flasche Wodka an Bettler verkauften. Diese Babys starben schnell, aber es war einfach, ein neues zu kaufen.**

Die Miliz von damals wusste das und bekam ihren Teil am Geschäft. Heute hat das alles natürlich ein anderes Ausmaß angenommen, die Bettler mit den Babys sind verschwunden. **Banditen gingen zur Polizei, Polizisten wurden zu Banditen, und sie alle wurden Geschäftsleute, Politiker und Abgeordnete.** Wenn wir uns erinnern, was den Demonstranten in Belarus im Jahr 2020 und in Russland in den letzten fünfzehn Jahren angetan wurde, gibt es keine Fragen mehr zur Brutalität. Frauen und Männer wurden nicht nur gefoltert, sie wurden auf Polizeistationen, in Gefangenentransportern und Gefängnissen vergewaltigt. Und niemand wurde dafür bestraft.

## Die dünne Schicht der Denkenden wächst

Eine Gesellschaft, die durch die sowjetischen Selektionsprozesse verstümmelt und in den Neunzigern an den Rand gedrängt wurde, findet sich im riesigen schwarzen Loch von **Putins heutigem Russland wieder, wo die Simulation von allem – Demokratie, Gesetzen, Verwaltung, Wirtschaft, sozialen Einrichtungen und dem Staat selbst – zum Prinzip der Verwaltung geworden ist.** Manchmal scheint es, als habe sich eine dünne Schicht von Denkern, Analytikern und Aktivisten gebildet durch reine Nachlässigkeit der Behörden und einen peinlichen Zufall, trotz aller widrigen Umstände. Nicht alle fingen an, zu trinken, zu schlagen, zu metzeln, einige begannen, zuvor verbotene Literatur zu lesen, die Vergangenheit zu überdenken und sogar über die Zukunft nachzudenken. Kein Wunder, dass die russische Regierung den Neunzigerjahren, als das Land dem Westen wehrlos in die Hände fiel, die Schuld an der überzogenen Freiheit gibt. Aber alle Fehler wurden abgerechnet, **die Freiheit wurde endgültig unterdrückt, die denkenden Menschen aus dem Land vertrieben, in Gefängnissen isoliert, eingeschüchtert. Manche versuchen noch, den Mund aufzumachen, aber das wird die Menge ihnen nicht verzeihen.**

**Vor Kurzem haben die Behörden einen Bot eingerichtet, um Denunziationen entgegenzunehmen. Jeder kann den Vor- und Nachnamen einer Person melden, sie beschuldigen, die russische Armee verunglimpft zu haben, und einen Screenshot als Beweis anhängen.** Alle Informationen werden direkt an die nationale Aufsichtsbehörde Roskomnadsor weitergeleitet. Nun hat sich diese Initiative

bemerkenswerterweise gegen die Behörden selbst gerichtet. Viele „Denunzianten“ schickten von gefälschten Adressen aus Pelmeni-Rezepte, Urlaubsfotos, Videos mit Kätzchen und Sauriern und eine ganze Flut politischer Memes. Das überforderte den Behörden-Bot und machte ihn fast unbrauchbar. So viel zur Hoffnung, die, bevor sie stirbt, die Form der Satire annimmt. **Aber ist es möglich, sauber aus der Scheiße rauszukommen? Ist es möglich, die Nation von der Scheiße und vom Blut reinzuwaschen? Und nach wie vielen Generationen werden die Gewaschenen nicht mehr stinken?**

Der Diktator klammert sich an die Macht

**Fairerweise muss man sagen, dass die Schicht derer, die denken und analysieren, allmählich wächst. Sie wächst trotz der Bemühungen der Behörden und der weitgehend demoralisierten Massen.** Diese Menschen sind es, die den Augiasstall ausmisten. Und jetzt stellt sich die Frage, **werden sie die Kraft haben, dies ohne Gewalt zu tun – wird es überhaupt möglich sein, es ohne Gewalt zu tun?**

**Das Bild eines zusammengekauerten Putins, der sich an seinen Schreibtisch klammert, während er mit dem für die Kreuzzüge seiner Föderation zuständigen Minister spricht, steht für einen Diktator, der über das Ende hinaus an der Macht hängt. Doch was wird mit Russland passieren, wenn jemand den Thron unter Putin umstößt? Denn er wird mit Sicherheit umgestoßen werden. Das ist, was in jeder Gesellschaft passiert, die auf Gewalt gebaut ist: Die Schwachen werden geschlagen und die Sprachlosen niedergetrampelt.**

*Die Autorin, geboren in Juschno-Sachalinsk, lebt in Berlin. Bei Matthes & Seitz erscheint demnächst ihr Buch „Das Russlandsimulakrum“.*

